

Documents

Paul **RACINE**

Entretiens avec Arnaud Benedetti



J'AI SERVI PÉTAIN

LE DERNIER TÉMOIN

cherche
midi

Paul Racine

Entretiens avec Arnaud **Benedetti**

J'AI SERVI PÉTAİN

Le dernier témoin

COLLECTION **DOCUMENTS**

cherche
midi

Couverture : Marie-Laure de Montalier.
Photo de couverture : © Archives nationales.

© **le cherche midi, 2014**
23, rue du Cherche-Midi
75006 Paris

Vous pouvez consulter notre catalogue général
et l'annonce de nos prochaines parutions sur notre site :
www.cherche-midi.com

« Cette œuvre est protégée par le droit d'auteur et strictement réservée à l'usage privé du client. Toute reproduction ou diffusion au profit de tiers, à titre gratuit ou onéreux, de tout ou partie de cette œuvre, est strictement interdite et constitue une contrefaçon prévue par les articles L 335-2 et suivants du Code de la Propriété Intellectuelle. L'éditeur se réserve le droit de poursuivre toute atteinte à ses droits de propriété intellectuelle devant les juridictions civiles ou pénales. »

ISBN numérique : 978-2-7491-3586-1

*En mémoire du capitaine Claustre et du tirailleur Zirouki,
morts au combat en mai 1940.*

Introduction

Paul Racine n'a pas 26 ans quand il fait le choix de se mettre au service du maréchal Pétain. Quasiment laissé pour mort au printemps 1940 sur les champs de bataille où les armées françaises ont combattu plus héroïquement que ne le suggèrent les images de la débâcle, il est un jeune homme révolté et humilié. Sa révolte, il la retourne contre une classe politique qu'il juge responsable d'une défaite que l'on disait improbable mais que l'état d'impréparation à la guerre a rendu inévitable. Son humiliation est le fruit amer de son impuissance de jeune sous-lieutenant à avoir vu ses hommes opposer leur poitrine à la mitraille des blindés dans les sombres forêts des Ardennes. Mais ses colères et ses blessures n'en font pas pour autant un homme désespéré car, comme des millions de ses compatriotes de l'époque, il perçoit, ainsi qu'il le dit lui-même, dans « La haute figure du Maréchal¹ », qui vient de confondre son destin avec celui d'une France à terre, des raisons de croire.

C'est cette adhésion que j'ai souhaité interroger. Pour quelles raisons et par quels cheminements un homme élégant, cultivé, empreint d'humanité a arrimé l'énergie de ses jeunes années à un régime aujourd'hui maudit dans notre mémoire. Écrite par les vainqueurs dont on sait depuis les Anciens qu'ils sont peu enclins à l'indulgence, l'histoire n'a pas pardonné. À l'aune de ses échecs moraux et politiques, comment pouvait-il en être autrement pour un État qui s'était tout à la fois compromis avec l'occupant, allant jusqu'à anticiper parfois des demandes inexistantes, fourvoyé avec les pires soutiens d'un nouvel ordre européen, aveuglé sur ses propres marges de manœuvre et avait prêté la main à la persécution des Juifs ?

Le verdict ressortirait d'autant plus implacable qu'il évitait de se poser trop de questions sur le climat de cette France désormais si lointaine, sur les matrices d'un désastre, sur les moteurs des engagements des uns et des autres, sur l'attentisme de la plupart.

Il ne faut pas s'y tromper. Ces conversations avec Paul Racine n'ont rien d'un exercice idéologique qui, chemin faisant, par petites touches subreptices, viserait à restaurer une vision plus aimable du moment vichyste. Cette histoire-là reste violente, tragique, abyssale, balayée par un vent terrible où ne résista aucune des catégories morales qui fondent aujourd'hui notre présence au monde, notre relation à la société, notre conception de l'individu. Pour autant, le caractère rétrospectif du jugement contemporain a quelque chose d'inachevé. Pénétré de notre seule sensibilité toute de compassion, de respect des droits de l'homme et d'attachement à la personne, nous oublions ce que ces années eurent inévitablement à concéder dans le fracas et la force des événements aux passions de l'instant, aux représentations antagoniques, aux doutes et aux incertitudes sur l'évolution du

conflit. Du haut de notre présent, forts des connaissances et des informations accumulées, nous projetons nos convictions au fin fond d'un passé dont nous méconnaissons la profonde altérité.

Sans doute afin d'appréhender de manière plus équilibrée la courbe de ces bouleversements faut-il alors accéder à ce « parti pris des choses » dont parle Francis Ponge dans son recueil éponyme de poésies : accepter entre autres que, si les hommes sont comptables des préjugés de leur époque, ils en furent aussi le produit ; relever la familiarité de ces générations avec le sacrifice, la mort et la tragédie de l'histoire, divinités presque naturelles pour des enfants nourris dans le souvenir de la Grande Guerre ; se résoudre à ce que des intentions si ce n'est toujours louables mais pensées comme rationnelles puissent accoucher de la catastrophe et pour finir se poser cette question sans y apporter, par humilité, de réponse : à leur place, qu'aurions-nous fait ?

Les longues heures d'entretien avec Paul Racine, la relation si vivante de ses souvenirs, la franchise jamais biaisée de son propos ramènent à cette interrogation récurrente. Mais, au-delà, c'est tout un arrière-monde qui se dévoile, celui d'une France faite d'intrigues incessantes, de forces souterraines et contradictoires, de combinaisons et complots où s'entremêlent les audaces, les opportunismes, les non-dits, les suspicions, les jeux obscurs et dans tous les cas dangereux. C'est une France à l'air raréfié dont il est ici question, non pas parce qu'on y côtoierait les cimes mais parce qu'on s'y enfonce toujours plus souvent dans les profondeurs d'un pays qui se cherche, en vain, des raisons d'espérer. Les mots qui s'échappent sont le plus souvent « Devoir », « Abnégation » et, aussi surprenant que cela semble à un esprit de notre temps, « Résistance »...

Paul Racine se présente indéniablement en homme de bonne foi. Sa mémoire est intacte et ses convictions le sont également. Maréchaliste il fut, maréchaliste il demeure, bien qu'avec le temps les arêtes les plus tranchantes des certitudes d'hier se soient quelque peu émoussées. C'est justement tout l'intérêt de son témoignage qu'il ne cherche ni à se justifier ni à se repentir. Lui, pendant que d'autres au même âge rejoignaient Londres ou les maquis, a décidé de consacrer ses jeunes années à la maison Pétain. Même fougue sans doute, même foi, une cristallisation patriotique souvent identique mais des engagements qui pour obéir à des ressorts proches n'en prirent pas moins des voies opposées. Quand les ombres de la clandestinité laissèrent la place aux lumières de la Libération, ceux qui avaient fait du vieux soldat le soleil de leur jeunesse tombèrent dans l'obscurité.

La destinée de Racine n'est pas étrangère à celle d'un de ses contemporains, plus jeune de quelques années celui-ci, mais dont la figure au soir de sa vie se confond avec le marbre dans lequel on fige les héros. Ancien secrétaire de Jean Moulin, Daniel Cordier, comme Paul Racine, appartient à un milieu bourgeois, de droite, d'une droite patriote et souvent indignée par l'impuissance et la corruption de la III^e République finissante. Il éprouvera au lendemain de la défaite de juin 1940 le même sentiment empreint de colère et d'humiliation, mais il en tirera un enseignement diamétralement inverse, rejetant avec force un armistice qui révulse alors sa conscience encore adolescente. Là où Paul verra dans le Maréchal, comme tant d'autres, le sauveur, Daniel n'y trouvera que compromission, abandon facile et appel à la révolte. Une seule forge, deux destins : à l'épreuve de l'histoire, les hommes se distinguent, se différencient et s'affrontent. La tragédie n'est jamais loin pour ceux qui s'engagent.

Bien qu'il ne fût pas un acteur de premier plan du cabinet de Pétain, Paul Racine en fut un soutien qui, aux premières loges, découvrit au jour le jour les évolutions souvent contrastées d'un régime

courant à sa perte. Le récit qu'il en livre fait parfois de Vichy une principauté fantomatique où, autour de la personnalité du Maréchal, s'agitent et s'entrecroisent des silhouettes qui cherchent à s'accrocher à une parcelle de réalité.

L'État français a peut-être liquidé la République mais il n'est parvenu à un soupçon de légitimité que par le recours au charisme d'un vieillard, investi d'une aura quasi monarchique. En même temps qu'il est engagé dans une bataille désespérée pour sa reconnaissance vis-à-vis des Allemands qui en font un sous-traitant, des Anglais qui se méfient de lui, des Américains qui y accréditent un ambassadeur jusqu'à leur entrée en guerre, le régime déploie une administration, une volonté de réforme, une idéologie. Vichy est un État hyperproductiviste : de lois, de statuts, de réglementations, de réorganisations, de chartes. Toute une technocratie s'attelle à la tâche de remodelage d'un pays dont elle semble avoir oublié un élément, et non des moindres : son occupation.

Étonnante schizophrénie de ces élites qui d'un côté s'efforcent de nourrir dans le détail un nouvel ordre social et de l'autre voient leur espace de souveraineté se réduire comme une peau de chagrin. Cette porte étroite ne résistera pas à la logique du conflit mais les hommes qui peuplent alors cabinets et antichambres à Vichy, notamment lors des deux premières années (1940-1941, voire même 1942), ne peuvent alors l'imaginer.

Paul Racine fait partie de ces hommes mais il est tout aussi éloigné des idéologues que des technocrates, lesquels au demeurant peuvent parfois se confondre. Son adhésion va plus à la personnalité de Pétain qu'aux objectifs de la révolution nationale qu'il ne partage pas forcément. C'est en ce sens qu'il est maréchaliste et non pas pétainiste. Il ne se distingue pas en cela de celui qui le recrute au printemps 1941, le docteur Ménétrel, tout à la fois chef du secrétariat particulier et médecin personnel du Maréchal.

De Ménétrel, l'historiographie a dressé un portrait contrasté, ambigu, rarement complaisant et souvent méprisant. Le docteur traîne derrière lui une réputation de comploteur, de manipulateur, de personnage trouble dont, tour à tour, on surestime ou sous-estime l'influence. Il est à coup sûr, encore aujourd'hui, un protagoniste qui suscite des interrogations tant il condense les contradictions de l'entourage de Pétain, et au-delà celles d'un régime et d'une époque. Est-il quelque part le symbole d'un certain ventre mou de la collaboration ? Faut-il l'ériger au pire comme une âme damnée, au mieux en père Joseph du chef de l'État français ? À moins qu'il ne reflète le paradoxe le plus incandescent d'une politique impuissante qui combine germanophobie et détestation d'une République rendue responsable du désastre de juin 1940 ?

Les jeux de Ménétrel sont aléatoires, ambivalents, plus soumis *in fine* à la domination incertaine et intraitable des événements qu'à une volonté subtilement autonome et triomphante des incertitudes de la guerre. Sa biographe, Bénédicte Vergez-Chaignon², y voit surtout un homme obsédé par la destinée de son mentor, dépassé d'une certaine façon par le rôle que lui attribue un temps auquel son caractère ne l'avait sans doute pas préparé. C'est auprès de ce médecin, proche parmi les proches du Maréchal, que Paul Racine va œuvrer du printemps 1941 à l'été 1944. Chargé de mission au sein du secrétariat particulier du chef de l'État, ce « dernier des Mohicans », comme il se qualifie lui-même, est un guide alerte parmi les vestiges d'un passé qui ne cesse de flotter, brume épaisse, à la surface de notre présent. À sa suite, nous entrons sur une scène où rarement peut-être l'horizon imprévisible d'une situation n'a autant pesé dans les choix personnels d'acteurs emportés par des événements d'exception.

Nous y découvrons un jeune homme meurtri par le sort réservé à son pays, décidé néanmoins à le

servir avec une énergie nourrie de l'admiration sans bornes, qu'il voue à Pétain. À sa manière, dans ces heures sombres, Paul Racine n'a pas renoncé. Dira-t-on alors que, dans son cas, l'histoire de Vichy ne serait peut-être pas tant l'histoire d'une abdication que d'une volonté fourvoyée et empêtrée dans ses contradictions ? Les hommes sont juchés sur les épaules d'un passé qui ne leur rend pas plus visible leur avenir. Tout au plus peuvent-ils hypothétiquement le pressentir, tout concentrés qu'ils demeurent dans la compréhension de leur présent et le combat avec leur quotidien.

Ses doutes et ses incertitudes, son appréciation au jour le jour des événements, Paul Racine les exhume dans un effort qui épouse souvent de longs silences. Il reconnaît que le temps altère forcément les souvenirs mais n'hésite pas, nonobstant le verdict de l'histoire, à ressusciter des pans intacts de ses emportements, de ses indignations, voire de ses enthousiasmes d'alors. Témoignant sans feinte et sans regret de ses adhésions du moment, il fournit un tableau assez saisissant de la petite scène vichyssoise avec ses portes dérobées, ses stratégies aux allures de complots, ses illusions et bien évidemment ses ambiguïtés. Ainsi, la remémoration de Paul Racine, bien qu'éminemment subjective, réintroduit non seulement l'impondérable qui irrigue l'histoire en train de se faire mais également les croyances et les convictions qui animent alors ceux qui pensent représenter la France. Or la parole de cette autre France qu'incarne pour eux le Maréchal ressort comme disharmonique, décrit un univers qui loin de se complaire dans l'unisson est traversé de dissonances et déchiré par d'incessants rapports de force. Paul Racine rappelle ainsi le mot du général Weygand selon lequel « il n'y eut pas de gouvernement plus divisé que celui de Vichy et ce dès le début ».

Tous les Français, à Paris, Londres ou Alger vivent au même moment au rythme des sécessions, des retournements et des contradictions. Le grand effondrement renverse les tables, non seulement celles des lois et des valeurs, mais aussi celles des jeux partisans antérieurs hérités d'une République dont on rumine qu'elle n'a ni préparé la guerre, ou si peu, ni armé les consciences et qu'elle a fini par consentir à son propre sabotage. Des politiciens de gauche deviennent les chantres de la collaboration là où d'anciens activistes de la Cagoule ou de l'Action française entrent en résistance et où des fonctionnaires sauvent des Juifs tout en restant en poste. Il y a des résistants qui se désintéressent du sort des populations pourchassées et des maréchalistes qui aident ces dernières. Jusqu'au sein du cabinet de Pétain, certains choisissent de résister, ou croient résister, sous l'œil d'un environnement qui, en dépit de son hostilité à de Gaulle, laisse faire par germanophobie. Allez comprendre. Entre les héros de la Grande Guerre ou de la campagne de 1940 tournant aux saints ou aux salauds, les valeureux non dépourvus d'ambivalences, les combattants sensibles aux calculs tactiques, les suiveurs aux hésitations habiles, tous pris dans le tourbillon des fidélités affectives aux deux grandes figures qui croisent le fer sur la scène tragique d'un dénouement imprévisible, il serait vain de chercher une rationalité, si ce n'est d'admettre avec James Joyce que « l'histoire est un cauchemar dont j'essaie de me réveiller ».

Paul Racine, lui, a traversé son temps sans qu'il donne le sentiment de l'avoir « cauchemardé ». C'est avec aisance et humour qu'il déroule le récit de sa vie où affleurent seulement les intermittences d'une pointe de tristesse ou de nostalgie. Le rappel de son enfance et de son adolescence nous transporte dans un pays dont de vieilles photographies en noir et blanc indiquent qu'il fut peut-être un paradis perdu pour une génération qui allait connaître la monstruosité du ^{xx}e siècle. Son émotion demeure intacte lorsqu'il s'agit d'évoquer ses camarades de combat. Sa colère est entière quand lui revient ce qu'il considère être le grave manquement des politiques d'avant-guerre à la nation. Sa malice parsème d'éclats les souvenirs d'une existence où légèreté et

gravité alternent, enveloppées par le halo d'un esprit typiquement français. La peinture de son après-guerre a le parfum capiteux et chanceux d'une atmosphère où l'on redécouvre l'insouciance d'une jeunesse dérobée. Son regard s'assombrit seulement quand il s'agit de se souvenir des conditions de la Libération et des foudres de l'épuration à laquelle il échappa en raison des services qu'il rendit à de nombreux résistants, notamment dans les milieux prisonniers. Paul Racine a la silhouette élégante de ces héros qu'affectionne particulièrement Roger Nimier dans ses romans.

Marqué par l'histoire, il se faufile par-dessus les écueils que d'autres ne surent éviter. C'est un personnage aérien, non dépourvu d'abîmes, mais dont les souffrances paraissent se résorber dans un amour raisonné de la vie. À près de 100 ans, il est resté un jeune homme dont on mesure que, tout à ses frasques audacieuses du passé, il n'a jamais rien craint, à l'exception de... Dieu ! Il appartient à cette catégorie de nos compatriotes que l'on ne fait plus – ou presque : pétrie d'un christianisme sans bigoterie, déployant une politesse exquise mais jamais confite, traversée par l'histoire enchantée d'un peuple qui mélange l'esprit frondeur, l'indiscipline, le goût de l'homme providentiel. Son expression est verte et châtiée, pleine de ces contradictions qui font la richesse d'une éducation où pour manier l'imparfait du subjonctif l'on n'hésite point entre deux litotes à émailler son propos de formules définitives de corps de garde. Précisions et fulgurances, parfois à l'emporte-pièce, d'une langue libre qui ne se censure pas parce qu'elle jaillit tout droit de cette « intranquillité » propre au mouvement du monde qui n'est autre que le ressort, souvent tragique, de l'histoire.

Paul Racine est ainsi d'une génération qui nous parle de très loin. Sa voix n'est toutefois pas caverneuse, encore moins revancharde. Elle nous saisit parce que son ton est naturel, nonobstant un phrasé qui n'hésite pas à recourir, comme pour mieux appuyer un souvenir, à des nuances toutes littéraires. Elle nous entraîne à sa suite, tout en traçant assez d'hypothèses pour laisser une liberté entière à notre jugement. Elle tend surtout à nous expliquer par l'effort constant de mémoire comment un individu intériorise des événements qui débordent le cours de son existence.

L'histoire ne prend jamais corps dans les individus en leur conférant une nette conscience de ce qui se joue au moment précis où elle se noue. Au-delà du principe d'incertitude qui régit l'action, le témoignage de Paul Racine permet de saisir ce qu'un engagement doit à l'éducation et au climat d'une époque. Ses années d'apprentissage aident à cerner les motivations qui ont pu le conduire à la révolution nationale. Quand il évoque son milieu, Paul Racine illustre un fait que nous avons du mal à appréhender aujourd'hui : en ce temps-là, la République n'est pas une donnée naturelle et des familles entières de la France conservatrice n'ont pas fait leur deuil de la monarchie. Les vellétés de restauration du comte de Chambord n'ont pas un siècle, quand cet adolescent s'éveille, durant l'entre-deux-guerres, à la vie politique. D'autres de sa génération qui connaîtront par la suite des destins authentiquement républicains ne seront pas insensibles dans leurs jeunes années à la tentation royaliste, sans compter ceux qui verront dans les modèles fascistes un dépassement prométhéen des impuissances démocratiques.

Cette France-là, dès lors, peut à tout moment, si les circonstances l'y précipitent, s'offrir à d'autres aventures, sans que certains de ces aventuriers aient été par eux-mêmes de farouches ennemis du régime. Le conservateur peut être républicain, mais si le désordre règne, il se rangera sans complexe du côté de la forme institutionnelle qui garantira au mieux l'autorité. À plusieurs reprises, Paul Racine se fait l'écho de cette réalité. Les années 1930 par leur émollience civique ont indéniablement forgé les armes d'une réaction qu'une plus grande lucidité dans les affaires internationales et une volonté de réforme plus franche sur le plan intérieur eussent pu éviter. Si Vichy

équivalait aujourd'hui au renoncement, cette même idée du renoncement hantait déjà les mentalités qui se nourrissaient des aveuglements successifs et sédimentés de gouvernements dont l'infertilité le disputait à l'imprévoyance, quand ce n'était pas à la prévarication. En bref, il n'existait plus d'élan, plus d'appel à l'effort pour régénérer le pays qui s'enfonçait dans des contorsions politiciennes faisant le lit de la radicalisation des idéologues extrêmes de droite comme de gauche. Cette œuvre tout à la fois de décomposition et de dislocation donna juin 1940, le désastre et *in fine* le 10 juillet qui vit l'ancien vainqueur de Verdun ramasser dans la poussière de la défaite le sceptre d'un État vaincu.

Les fautes de Vichy doivent-elles occulter les terribles défaillances de la III^e République ? Paul Racine renvoie avec énergie les élites dirigeantes de l'époque à leur écheveau de responsabilités. Comme d'autres qui combattirent vaillamment et qui choisirent par la suite les chemins tortueux de la collaboration, il n'était pas programmé – ce qu'il ne fit pas au demeurant et ce n'est pas là le moindre de ses paradoxes – pour prôner l'entente avec l'occupant. On pouvait être ainsi germanophobe et servir Vichy de même qu'avoir été violemment germanophobe et se résoudre à collaborer, ou se croire encore germanophobe et se vouloir pro-nazi. Faut-il y voir nécessairement la trace d'un dévoiement commandé par l'opportunisme ? Les mobiles d'un engagement sont rarement univoques. Ils n'obéissent pas nécessairement à une rationalisation bien comptée. Ils peuvent certes relever du calcul, mais impliquer des facteurs bien plus psychologiques et affectifs.

Cet ordre du sentiment, qui peut mener aux pires désordres, est celui dans lequel s'inscrit Paul Racine. Avec passion, ce dernier a servi le maréchal Pétain. Avec une piété presque filiale, il défend la mémoire d'un homme qu'il a indéniablement sublimé. C'est une forme d'admiration sans limites, voire d'amour qui lui fait dire dans les derniers instants de nos rencontres que ce service fut là sans aucun doute « l'honneur de sa vie ». Non seulement à l'instar d'un soldat perdu ne regrette-t-il rien mais avance-t-il, un brin provocateur, le mot de Cambronne à ceux qui viendraient lui reprocher cette fidélité. « La garde meurt mais ne se rend pas » : au crépuscule de sa vie, Paul Racine n'entend pas abjurer cette part de lui-même qui l'attache à l'ombre de Philippe Pétain.

Vichy n'a pas fini de livrer ses mystères et sans doute faudra-t-il des générations d'historiens pour explorer cette période qui hante notre imaginaire politique. Par petites touches qui éclairent soudain l'obscurité de ces années, Paul Racine portraitise ceux qu'il a eu l'opportunité de côtoyer. Les acteurs de premier plan y apparaissent, découvrant des personnalités que le témoignage vivant ramène ainsi à une étrange proximité. On sonde le temps au point d'en effacer un instant cette patine qui tient à distance le passé mais qu'un mot, une phrase, une réminiscence, une anecdote viennent fugitivement restaurer. Des figures comme momifiées retrouvent une couleur, un halo. C'est l'œil noir et l'énergie ténébreuse d'un Laval qui se manifestent lors d'un déjeuner ; c'est la rencontre impromptue dans un train avec le milicien Bassompierre en partance pour le front de l'Est ; c'est Ménétreel et son entregent légendaire facilitant un entretien entre un certain Mitterrand et le Maréchal ; c'est du Moulin de Labarthète, directeur du cabinet civil de Pétain, apostrophant le jeune Racine le jour de son limogeage dans les couloirs de l'Hôtel du parc ; ce sont des amiraux, des généraux et autres ministres qui font antichambre dans une atmosphère de complots permanents.

Les scènes se succèdent, restituant des situations, parfois en accéléré, d'autres fois au ralenti, mais toutes s'achèvent sans que nous puissions en généraliser la portée. Pas de leçons définitives, ni

d'enseignements catégoriques mais des intuitions, des hypothèses, des intimes convictions le cas échéant ; une caméra subjective à coup sûr qui vient saisir des plans pour nous éclairer dans la nuit de nos doutes ou pour nous protéger de l'éblouissement de nos certitudes. Une voix personnelle dans tous les cas. Après que s'est ranimée, l'espace d'un souvenir, l'une des figures ensevelies sous les cendres du temps, c'est cette même voix qui, à l'instar du chœur des tragédies antiques, reconduit à la terrible réalité des sépulcres les ombres brièvement échappées des enfers.

Il ne s'agit pas, ici, de faire œuvre d'historien, mais de passeur. Ce qui fonde le témoignage, c'est tout autant le souvenir avec ses aléas que l'état d'esprit d'un homme qui nous parle de ce qu'il fut à 25 ans, à 30 ans, à 50 ans et de ce qu'il est devenu aujourd'hui. Force est de constater que ce qu'il est à la fin de sa vie résulte d'une transformation que seule autorise une existence longue de cent années. Cette voix, toujours elle, nous parle du fond d'un siècle qui n'est plus, d'un siècle où les hommes partaient encore à la guerre, pouvaient y mourir ou en revenir vaincus ou héros et, parfois même, vaincus et héros. Cette voix rappelle aussi la part maudite qui tourmente l'humanité dans sa marche chaotique. Nous voici transportés sur une scène où se joue le drame suprême des hommes aux prises avec leur destin.

Ainsi, précédant la seconde, la première guerre n'est jamais loin. Elle est la vague lancinante qui vient battre sur les roches où se dressent déjà les futurs combats titanesques et le spectre de la barbarie. À lire Ernst von Salomon et ses *Réprouvés*, on pressent ce que l'Allemagne laissa d'humiliation, de rancœurs et de remords dans une défaite qu'elle ne médita que pour mieux tarauder ses rêves de domination. À écouter Paul Racine, on comprend ce que la France cimenta de matériaux contraires entre l'exaltation des combattants et l'horreur de la tuerie pour se résigner à sa destinée sans s'y préparer, comme si l'on consentait encore au sacrifice mais sans l'énergie virile de l'été 1914.

L'épure chronologique n'exclut pas une trame plus kaléidoscopique : le vécu, une fois restitué, charrie un paysage où les opinions s'entremêlent, se superposent, voire s'entrecroisent, celles d'aujourd'hui ne reflétant pas toujours les convictions d'hier, les contredisant même parfois. Aussi paradoxal que cela puisse être, et encore ce paradoxe ne le sera que pour ceux qui oublient que l'homme est une somme complexe sans vérité définitive, Paul Racine ne fut pas un adepte de la collaboration, encore moins un thuriféraire de celle-ci. Sa trajectoire s'inscrit dans une mouvance qui, sans être dominante, existe dans l'entourage de Pétain. Vichy n'est sans doute pas un nouveau royaume de Bourges, mais d'aucuns prétendent en faire le point de départ d'une reconquête progressive de la souveraineté nationale. Pour ces derniers, dont Racine se fait l'ultime interprète, l'enjeu consiste à saborder de l'intérieur la politique de collaboration, tout en demeurant fidèles à celui qui l'incarne, malgré lui selon eux, au plus haut niveau. L'autorité du Maréchal est ainsi érigée comme un emblème par tous, un rempart contre l'occupant par les uns, un fer de lance de l'entente avec l'Allemagne dans le but affiché de construire une nouvelle Europe par les autres. On comprend dès lors, sauf à considérer que lui-même oscille machiavéliquement, et au gré des circonstances, entre ces deux pôles, que l'instrumentalisation incessante dont il est l'objet durant toutes ces années constitue un enjeu majeur des rapports de force endogènes à Vichy.

Autour du vieil homme, de son aura passée et de cette popularité qui l'accompagne presque de bout en bout du conflit, nonobstant l'Occupation et la Résistance, les jeux d'influence ne cessent jamais de se manifester. Ce n'est pas la moindre des énigmes qui caractérise ces temps : il y a un mystère Pétain qui exerce sur nombre de nos compatriotes un charme magnétique. Sa garde la plus

rapprochée dont fait partie d'une certaine manière Racine veille scrupuleusement sur ce capital tout à la fois par patriotisme et par fidélité viscérale à la personnalité du Maréchal, ou plutôt par patriotisme d'abord, par adhésion quasi filiale ensuite.

Pétain fonctionne comme la boîte noire de cette France occupée sans que l'on parvienne à en délier le fil rouge. Il en condense toutes les ambivalences, toutes les contradictions et tous les non-dits. Il est celui dont la présence cautionne la collaboration mais, par bien des aspects, son premier cercle, se sentant ou se croyant encouragé par sa bienveillance muette, en freine l'application. Il participe à la soumission du pays mais il en incarne la survie, le maintien, la continuité en évitant une administration directe par les armées d'occupation. Il veut rebâtir la nation à partir des principes les plus réactionnaires mais il semble dépourvu d'illusions sur le rôle que lui attribuera une histoire immédiate. Il déteste les politiques mais sait se montrer habile et parfois ingrat comme un politicien chevronné. Les événements s'accumulent, se précipitent. Pétain a l'immobilité du sphinx dans la tourmente. Lui conseille-t-on d'abandonner le pouvoir pour se constituer prisonnier ? Il reste. Le presse-t-on en novembre 1942 de rejoindre Alger ? Il demeure.

De cet homme auquel il voue une admiration indéfectible, par-delà même cette époque dont on imagine sans peine qu'elle traça dans sa mémoire des sillons profonds, Paul Racine parle cependant avec une grande liberté d'esprit et de ton. Il n'hésite pas, quitte à certainement choquer, à corriger ses jugements d'alors sur les hommes et sur les faits, revenant sur la difficulté de l'époque. Pour autant, il reconnaît sans ambiguïté les erreurs politiques mais également les fautes morales de Vichy, tout en imputant ces dernières aux circonstances exceptionnelles de la guerre et en laissant entière cette interrogation : l'exception, quand bien même contribuerait-elle à expliquer, vaut-elle excuse ? À la pointe extrême de cette interrogation, c'est toutefois sans appel et sans retour qu'il condamne l'antisémitisme qui n'a jamais été sien, la politique de Vichy envers les Juifs, qui lui reste incompréhensible, et qu'il qualifie la Shoah d'événement « terrifiant ».

Après trois années consacrées à l'étude de la trajectoire de mon oncle Jean Benedetti, préfet et résistant³, dont j'ai tiré un livre, il m'a été donné de me pencher sur le parcours de Paul Racine. Sortant de l'investigation d'un passé dont je comprenais qu'il n'obéissait à aucun manichéisme bien qu'il excipât tous les titres de l'honneur et du courage, c'est vers une nouvelle complexité, de celles que seules les périodes hors normes peuvent soulever, que j'ai souhaité me tourner, mais en me confrontant cette fois au témoignage direct d'un acteur.

Paul Racine m'est apparu de prime abord comme révélant avec force toutes les ambivalences fulgurantes de ce drame français qu'a constitué l'Occupation. N'est-il pas le frère de Pierre Racine, le fondateur de l'École nationale d'administration (ENA), l'un des principaux bras droits de Michel Debré, le directeur de cabinet du tout « premier » Premier ministre du général de Gaulle sous la V^e République ?

N'a-t-il pas finalement refusé, malgré son engagement au service de Pétain, de se compromettre définitivement avec les Allemands et avec les collaborateurs ? N'a-t-il pas été au cœur, avec l'affaire de la Francisque de François Mitterrand, de l'un de ces épisodes qui ont permis aux Français de redécouvrir, au milieu des années 1990, les zones grises de notre vie politique ?

Lorsque la morale civique à bon droit simplifie, l'histoire vient brouiller le confort de nos certitudes. Nous rêvons de chemins rectilignes, de héros ou de salauds transparents, mais les

événements pétrissent, pourtant, une pâte humaine travaillée bien plus souvent par les chemins de traverse du doute et de la complexité. Retraçant la vie du préfet Benedetti sous l'Occupation, j'ai saisi ce qu'une conduite, aussi valeureuse soit-elle, doit aussi aux circonstances et au poids des conjonctures, à ces facteurs que les classiques avaient rangés du côté de la Providence et que nous préférons abriter sous le vocable en apparence plus rationnel de « contexte ». Nous cherchons des blocs mais les existences sont essentiellement fractales et seule l'oraison, qui est un artifice, ramène à une linéarité qui ne tient pas compte des accidents, des aspérités, des attermoissements, des aléas.

J'ai voulu contribuer ici à rendre compte de cette histoire non pas en m'installant dans le fauteuil des juges, mais en prenant place sur le banc des prévenus pour tâcher d'entendre ce qu'ils avaient à dire. Je n'ai eu d'autre objectif que de susciter, afin de les reproduire, les souvenirs du dernier membre encore vivant du cabinet du maréchal Pétain. Certains propos tenus par Paul Racine ne manqueront pas de provoquer le débat, voire la polémique. C'était sa liberté de les formuler et mon devoir de les transcrire. Jamais il ne s'est agi de les faire miens, mais toujours de les recueillir comme un matériau pour l'histoire.

La question de la mémoire est au cœur de ce livre. Entre les souvenirs, la reconstruction possible de certains d'entre eux, les sentiments d'aujourd'hui qui peuvent se substituer à ceux d'hier et ceux d'hier dont la densité peut se révéler incertaine, il fallait trouver la manière de garder son authenticité à un témoignage personnel qu'on ne saurait confondre avec la vérité historique à laquelle d'ailleurs Paul Racine lui-même ne prétend pas.

C'est la raison pour laquelle j'ai décidé de conserver, à quelques rares exceptions, le caractère oral de ces entretiens. Les hésitations, les interrogations, les formules parlées et pour certaines d'entre elles argotiques, tout au moins à la verdeur assumée, n'ont d'autre objet que de ne rien trahir des élans, des emportements, des doutes d'un homme qui se livre soixante-dix ans après les faits.

Au demeurant, tout mon souci a été de permettre à Paul Racine de développer sa pensée, me limitant à des questions essentiellement factuelles, quitte à laisser libre cours à des fugues digressives qui loin de brouiller le propos lui confèrent son caractère propre. Notre témoin n'entend pas nous imposer sa version mais juste nous la restituer dans l'épaisseur de ce que fut son existence. C'est donc un matériau brut que nous avons choisi de présenter dans ces pages, un matériau libre avec ses approximations parfois, ses hésitations, ses convictions toutes frappées du sceau des engagements passés et de ses tâtonnements, sa courbe où rien de la mémoire ne nous parvient dans une expression que l'on pourrait imaginer cristalline.

L'oralité a ceci de précieux qu'elle est moins sujette aux arrangements suscités par l'écrit. Le propos peut ainsi trancher par une forme de spontanéité que seule une longue conversation parvient à engendrer. Tour à tour ému et clinique, éruptif et nostalgique, Paul Racine nous entraîne dans les entrelacs d'un passé dont on comprend qu'il n'est pas exempt d'ambiguïtés dans la mesure où se confondent parfois les faits et les commentaires, le récit vécu de l'intérieur et la chronologie retenue par l'historiographie, l'affect et l'analyse.

Mais les mots, les formules, les silences aussi, de même que le rythme propre à une discussion attestent de la sincérité de notre interlocuteur. Celui-ci ne joue pas, ne feint pas non plus. Il vient avec ses *a priori*, ne cherche pas à les dissimuler. Il retrace les faits en butant parfois sur une incertitude, en admettant un oubli. Il concède sa fragilité, reconnaît que le temps peut reformater un témoignage.

Témoin, Paul Racine est aussi un commentateur. Ce qu'il dit vaut pour ce qu'il a vu, vécu et perçu durant l'Occupation mais également pour ce qu'il a ressenti avant guerre puis après guerre. Sa parole pourra paraître abrupte, voire scandaleuse. Mais il n'est pas inutile, avant de la discuter, de l'écouter – et libre ensuite à chacun d'en tirer tous les enseignements nécessaires.

Arnaud BENEDETTI

Avec l'aide de Jean-Gabriel Parly

Jean-Gabriel Parly est le filleul de Paul Racine. Dans le beau texte reproduit en liminaire, il explique avec émotion et admiration les liens filiaux qui depuis maintenant quarante ans l'unissent à son parrain. C'est par son intermédiaire que j'ai rencontré, alors que je retraçais le parcours résistant du préfet Benedetti durant la Seconde Guerre mondiale, Paul Racine. Jean-Gabriel m'a accompagné durant certains de nos entretiens. Il a aidé à plusieurs reprises Paul Racine à faire resurgir des souvenirs parfois estompés, forcément lointains, dans son travail de mémoire. Qu'il en soit ici sincèrement remercié. Sa contribution affective à ce travail fut précieuse et souvent décisive pour préciser des faits que le temps avait nécessairement ensevelis.

A. B.

Une amitié d'un autre siècle

Paul Racine fut l'ami, sans doute le plus proche ami de mon père ; de caractères fort différents, ils partagèrent néanmoins les belles valeurs de l'éducation bourgeoise classique d'avant-guerre. Accompagnées de grand crus, leurs conversations portaient aussi bien sur les poètes latins, dont ils récitaient les vers appris quarante ans auparavant, la littérature française ou la musique. Ils évoquaient aussi leurs souvenirs de la Seconde Guerre mondiale. Ces évocations les rapprochèrent car ils furent tous les deux officiers dans un régiment colonial.

Ils eurent l'un pour l'autre cette amitié d'un autre siècle, où cette dernière ne se mesure pas aux embrassades ni aux évocations du personnel et de l'intime. Cette amitié se nourrissait de pudeur et de respect. Chacun admirait chez l'autre les qualités humaines de cœur et d'intelligence.

Ces mêmes qualités firent oublier rapidement à ma mère le « passé vichyste » de Paul lorsqu'elle le rencontra. « Oublier » est le verbe, car le paradoxe fut pour elle longtemps indépasseable : comment un être « délicieux et si généreux » pouvait-il avoir travaillé pour Pétain et la collaboration ? Le rejet intellectuel de la politique de collaboration dont elle n'avait pas de mots assez durs pour le définir ne correspondait pas avec la personnalité de Paul. Comment quelqu'un comme lui avait-il pu s'embrigader dans un gouvernement « responsable de tous les maux de la France entre 1940 et 1944 » ?

Elle en oublia donc le « passé », au point d'accepter la demande de Paul de devenir le parrain de l'enfant qui allait naître au mois de décembre 1971.

Le choix d'un parrain a souvent peu de conséquences dans la vie du filleul ou de la filleule ; cela se résume souvent dans le meilleur des cas à des cadeaux supplémentaires deux fois par an. J'eus la chance qu'il en fût tout autrement.

Mon parrain m'a fait le plus beau cadeau : il m'a offert le sens critique. Nos conversations sur la période de l'Occupation m'ont enseigné, avant ma première leçon de philosophie, la différence entre la *doxa* et l'*alètheia*.

Cette vérité première lui coûta beaucoup de patience et d'arguments. Paul avait en face de lui ce qu'il appelait affectueusement et en riant un « petit con ». Il fallait comprendre par là un gamin de 15 ans qui bêtement récite le credo de son époque en face d'un adulte ayant vécu cette période.

Heureusement, je ne fus pas borné ; petit à petit, les arguments historiques que Paul avançait ébranlèrent mes certitudes. J'écoutais avec de plus en plus d'attention l'enchaînement des faits qui questionnaient le discours dominant. Les « pourquoi » remplaçaient les « je sais » ; pourquoi de Gaulle est-il parti ? Pourquoi jusqu'à leur entrée en guerre les Américains conservent-ils des relations diplomatiques avec l'Hôtel du parc ? Pourquoi les Allemands ont-ils arrêté Pétain ?... Tous ces « pourquoi » qui font passer de la vision manichéenne à la recherche d'une vérité complexe. Paul me raconta de nombreuses fois ce passé, ses souvenirs, comme il le fit pour ces entretiens. À chaque fois je l'écoutais avec plus d'attention, comprenant, l'âge venant, la chance qui était la mienne de

disposer d'un tel témoignage.

Je passais en quelques années de la certitude à l'interrogation.

Je veux donc exprimer ici ma gratitude, ma reconnaissance à mon parrain. Grâce à toi, Paul, je pense par moi-même, voilà un bien beau cadeau qu'un parrain pouvait faire à son filleul.

Jean-Gabriel PARLY

Ouverture

En avril 1941, vous décidez de vous mettre au service du Maréchal. Comment vous prenez cette décision ? Quelles sont vos motivations ?

C'est au mois d'avril, quatre mois après mon retour de captivité que je décide d'aller à Vichy. Pourquoi aller à Vichy ? Parce que je veux servir mon pays et que mon pays s'incarne selon moi dans la personnalité qui est à sa tête. Je voulais essentiellement travailler dans le cadre de la propagande et utiliser les rudiments qu'on m'avait enseignés à l'École technique de publicité. Je me souviens que l'un de mes amis m'avait conseillé de tenter ma chance discrètement auprès des services du gouvernement à Vichy.

Arrivé à Vichy, je vais à l'Hôtel du parc muni d'un courrier de recommandation de ma tante qui avait connu le Maréchal alors qu'il était capitaine à Marseille. Un huissier me reçoit et me conduit jusqu'au docteur Ménétrel qui n'est autre que le médecin personnel ainsi que le secrétaire particulier de Pétain.

Je ne savais pas vraiment qui il était. Je monte le voir. Il me reçoit, me fait parler un moment, entend mes désirs de travailler pour la propagande, m'interroge sur mes états de service – on venait de me donner une décoration militaire, la croix de guerre, à un degré d'ailleurs très disproportionné avec ce que j'avais effectué. Le docteur Ménétrel me fait plancher, m'interroge sur mon cursus, les Arts déco, la publicité, Saint-Maixent, etc. Il m'écoute et au bout d'un moment me dit : « Voilà, j'ai deux secrétaires, un petit gars de chez moi, de l'Est, qui fait très bien mon affaire et l'autre, un fils de famille qui s'imagine que... Je vais m'en séparer et je vous propose de le remplacer. » Je lui réponds : « Mais, docteur, je ne veux mettre à la porte personne. » Il me rétorque : « De toute façon, je vais m'en séparer ; il ne me convient pas du tout. Je vous préviens, poursuit-il, il ne s'agit pas d'un travail intéressant ; vous ne recevrez que des lettres, beaucoup de lettres de maintes familles qui n'ont pas assez de tickets de lait pour les enfants ou des tickets de tissu pour leur acheter du linge... » Car c'est cela, l'Occupation ! La guerre. C'est affreux ! On avait peut-être 100 grammes de viande par mois ! Vous entendez ? De cet ordre. Et pour tout ! Y compris pour les vêtements, les chaussures, tout était à l'identique. Et moi, j'aurais fait n'importe quoi pour travailler pour le Maréchal.

Ce n'est qu'après un certain temps que je serai amené à m'occuper d'autre chose, en accord avec le docteur. C'est en conséquence presque une candidature spontanée, à ceci près que ma famille n'était pas inconnue du Maréchal.

J'avais, je le répète, essentiellement la volonté de me mettre à son service. Donc, les ressorts de mon engagement, ce sont l'homme qui dirige le pays, éventuellement le renouveau qu'il incarne, et bien évidemment la France blessée. Mais je ne suis pas attaché au régime. J'insiste : je veux travailler pour la France qui a maintenant pour chef une personnalité comme le Maréchal. Et je suis maréchaliste, mais certainement pas pétainiste. La nuance est importante. J'adhère à l'homme, à ce qu'il représente d'abnégation aux yeux de millions de Français mais pas à un courant dont certains veulent faire une idéologie. J'avais une grande admiration pour le Maréchal. Je trouvais qu'après le dévergondage politique de la France de l'entre-deux-guerres il convenait de stabiliser la nation

autour de l'autorité d'une grande figure. Nous avions connu une telle instabilité. Il y avait parfois presque jusqu'à cinq gouvernements en une année. Cela, selon moi, démontrait que les hommes politiques se foutaient du pays.

C'est ainsi que j'ai pris la décision de me rendre à Vichy et que j'arrive à l'Hôtel du parc, réquisitionné par le gouvernement au moment de l'armistice. L'édifice avait été transformé en centre du gouvernement et d'une partie des services de l'administration. C'était un grand hôtel face au parc de Vichy ; d'où son nom. Je ne veux pas dire de bêtises, mais il est très long. Il était occupé sur tous ses étages soit par le Maréchal, soit par le chef du gouvernement.

Je vais rencontrer immédiatement le docteur Ménétrel, sans autre forme de procès. J'ai 26 ans et je suis passablement impressionné. Ménétrel était de taille moyenne, costaud, très costaud, rapide, très rapide. Et fort intelligent. Il était cordial. Sachant l'être en tout cas. Il prit le temps de m'écouter et il sentit sans doute chez moi une forte motivation. D'où sa décision de retenir ma candidature et de m'engager.

Au début, mon travail se limitera à des tâches rédactionnelles, d'assistanat, de réponse à des courriers nombreux et divers. Ce n'est que petit à petit que je vais m'occuper d'autre chose avec une activité qui va changer progressivement de nature, devenir en quelque sorte plus politique, notamment quand il s'est agi des prisonniers. Tout mon objectif dans cette mission consistera à faire comprendre aux prisonniers rapatriés, et par voie de conséquence, dans la mesure du possible, dans les milieux des camps, que le Maréchal, malgré les déclarations gouvernementales, n'était pas, lui, pour la collaboration¹. Mais c'était très difficile, j'en conviens, parce qu'il fallait en même temps défendre la pensée du Maréchal, tout en dénonçant implicitement, sans en avoir l'air, la démarche du gouvernement.

C'est là toute la complexité, toutes les ambiguïtés, les ambivalences de l'époque, mais j'y reviendrai.

Ainsi me voilà à Vichy, reçu par Ménétrel. Nous sommes le 28 ou le 29 avril. Tout juste après mon entretien avec le docteur, je me suis retrouvé face à Pétain pour la première fois de ma vie. Le jour même. N'est-ce pas extraordinaire, cette accélération soudaine de mon existence ? J'avais dit au docteur : « Ma famille a bien connu le Maréchal quand il était capitaine à Marseille, etc. » En outre, il se trouve qu'en décembre 1940, lors de l'un de ses déplacements à Marseille, mes parents et ma tante s'étaient rendus à la préfecture pour le saluer. Et ils firent à cette occasion furtivement la connaissance de Ménétrel qui l'accompagnait.

Alors que l'entretien s'achevait, celui-ci a franchi la porte qui le séparait de la chambre, puis du bureau du Maréchal. J'entends encore sa voix s'adressant au Maréchal : « Il y a un jeune garçon qui est blessé et qui veut travailler à la propagande ; je vais sans doute le prendre, il s'appelle Racine. » Le Maréchal s'est très bien rappelé mon nom et ma famille. Il m'a invité à déjeuner le jour même. C'est extraordinaire pour un jeune homme impatient de se rendre utile.

D'abord, il était beau, le Maréchal ! Il avait une allure, un port superbes. Sa figure était aimante, très vivante et noble. Il était calme et dénué de toute forme de pessimisme. Et très pince-sans-rire comme peuvent l'être les hommes du Nord. Dans les circonstances que traversait alors le pays, voir tout d'un coup le maréchal Pétain face à moi, voilà qui me transporte dans un état insoupçonné. J'aurais fait n'importe quoi. Nous étions douze à déjeuner. Une tradition à sa table : toujours douze. Je ne me rappelle plus vraiment quels étaient les convives ce jour-là.

J'étais totalement fasciné, absorbé par le Maréchal, lequel, d'emblée, m'a adressé des mots

aimables, très cordiaux.

J'ai pris mon poste dans les huit jours. J'ai demandé au docteur un peu de temps, juste pour préparer mes affaires, retourner à Marseille, prendre mes dispositions. Ménétrel a bien sûr accepté. On m'a fait un contrat pour que je sois rémunéré sur les fonds du cabinet.

Au tout début, je fus engagé sans titre particulier ; j'étais l'un des deux secrétaires du docteur Ménétrel. Jusqu'au jour où j'ai été nommé, je ne sais plus comment, chargé de mission.

On m'a octroyé une chambre qui était à la fois mon bureau et le bureau de mon collègue, qui lui n'habitait pas au Parc, car il était marié, père d'un enfant, et résidait en ville. Il s'appelait Charles Goudard, un proche de Ménétrel, originaire, comme lui, de l'Est.

Dans la configuration générale des lieux, mon bureau est très proche, à trois pièces précisément, de celui du maréchal Pétain. La première pièce étant le bureau-chambre du docteur Ménétrel ; la deuxième un prolongement du secrétariat... Et après mon bureau, celui du Maréchal qui est à l'angle, puis vient sa chambre, puis celle du docteur. Après le 126 et le 127, je suis installé pièce 128. Le décor est planté. C'est l'environnement immédiat, sans faste particulier, où je vais demeurer et œuvrer pendant plus de trois ans.

Une jeunesse d'autrefois

Parlez-nous en préambule de votre enfance, du milieu dans lequel vous êtes né, de vos origines familiales.

J'ai eu une enfance heureuse, une enfance que je qualifierais d'autrefois, avec des parents profondément aimants dans une famille « industrielle », attachée aux valeurs traditionnelles et catholique mais néanmoins ouverte aux innovations de la société. Je suis né à l'automne, à Marseille, en septembre 1914. Mon père n'a pas fait la Grande Guerre parce qu'il avait plus de cinq enfants et qu'en tant que chef de famille nombreuse on n'était plus mobilisé. En revanche, nous autres, ses fils, à l'exception de notre frère André, nous l'avons tous été durant la Seconde Guerre mondiale. Le miracle, c'est que nous en fûmes revenus, sans exception, vivants.

Je suis le cadet des garçons. Quatre fils m'ont précédé ainsi qu'une fille. Deux autres filles naîtront après moi. Mon frère Georges a fait la guerre ; Jacques, lui, était en Afrique du Nord où il s'est engagé en 1942 dans l'armée d'Afrique, et il a d'ailleurs reçu la Légion d'honneur pour ses états de service ; Pierre a été fait prisonnier au printemps 1940 et il le demeurera durant tout le conflit. Au début de la guerre, Pierre, qui était conseiller d'État, était détaché dans un ministère mais il demanda à être mobilisé ; seul, André, souffrant d'un handicap suite à un accident, s'est trouvé dispensé de ses obligations militaires.

Nous étions industriels. Mon arrière-grand-père paternel, qui était franc-comtois, avait ouvert une affaire de négoce de produits céréaliers. Comme il était en Franche-Comté, il a souhaité se rapprocher d'un grand centre urbain. C'est ainsi qu'il s'est installé d'abord à Lyon, ensuite à Marseille. Ma famille a fondé une fabrique, transformant le blé dur en semoule, qui s'appelait la Semoulerie nouvelle. La semoule est la base des pâtes alimentaires. Il n'y avait pratiquement pas de blé dur en France, de rares hectares quelque part, mais le plus gros de la production se trouvait en Afrique du Nord, au Canada, etc. Concrètement, cela signifiait que nos affaires dépendaient beaucoup de l'importation. De la sorte, j'appartenais à une famille française bourgeoise, investie dans l'industrie même si nos origines étaient rurales et essentiellement agricoles.

Pour en revenir à mon père, s'il ne fait pas la guerre de 1914-1918 en raison de sa charge familiale mais également de son âge, d'autres membres de ma famille vont se retrouver, comme tant d'autres, sur le front : mon oncle Paul Racine, tout d'abord, dans un régiment nord-africain, mais aussi le frère de ma mère, Jean Rozan, qui se battra au Proche-Orient.

Du côté maternel, nos origines sont provençales. Elles enfoncent leurs racines en Provence, dans cette Provence colonisée par les Romains durant l'Antiquité. Une romanité dont le nom de famille de ma mère, Rozan, n'est pas sans évoquer le *rosam* des Latins.

Plus précisément, quelle était l'atmosphère de cette enfance, les principes

d'éducation qui régissaient les relations des enfants avec les parents ?

Dans l'ensemble, je garde un souvenir ému de mon enfance. Nous étions l'objet d'une affection enveloppante si je puis dire, mais teintée de sévérité de la part de notre père, et notamment pour les garçons. Ceux-ci passaient nécessairement après leurs sœurs. Notre père avait des principes d'éducation rigoureux et exigeants avec ses fils, hérités de la formation classique qu'enseignaient les Jésuites à cette époque : latin-grec, dissertation, etc. Je me rappelle un jeudi après-midi, il me consigna alors que j'aspirais à vagabonder, tout simplement parce que j'avais mal effectué une version latine, qu'il me fit réécrire.

J'ai été moi-même pensionnaire chez les Jésuites et mis à la porte, d'ailleurs, avec la considération suivante du père recteur qui a procédé à mon exclusion : « Paul est un bon élève, c'est un bon camarade, mais quand il est là, ses professeurs ne peuvent pas faire la classe. » Sans doute étais-je un peu indiscipliné. C'était dur. J'étais pensionnaire dès l'âge de 12 ans au collège Saint-Joseph, à Avignon, rue des Lices. Ma famille était catholique et pratiquante. Tous les soirs, ensemble, nous faisions la prière.

Oui, nous avons reçu une éducation religieuse, une préoccupation constante d'éducation religieuse en dehors de toute considération politique. Au demeurant, je ne pense pas que mon père eût une culture politique très développée. Il votait certes à droite, au centre droit de préférence. Du reste, il n'évoquait pas en famille les questions politiques. Je qualifierais mon milieu de catholique, empreint de valeurs traditionnelles, et sans doute plus catholique encore. Pour mon père, c'était important ainsi que pour ma mère. Nous étions sociaux et à l'écoute des évolutions de l'époque. Pour autant, c'était un milieu qui exprimait également un attachement non feint aux idées monarchistes. D'ailleurs, mon grand-père maternel, Léonce Rozan, maître-verrier, avait été l'un des représentants en France du comte de Chambord, dont il dirigeait le comité pour la Provence. Il s'était même rendu pour le rencontrer au château de Frohsdorf en Autriche. Le plus intéressant, c'est qu'en même temps il fut dreyfusard.

À première vue, c'est un positionnement original. Les individus ont des engagements parfois qui peuvent paraître paradoxaux. Mais n'est-ce pas là la richesse d'un individu et la complexité d'un homme ? Je ne crois pas au parcours d'une pièce. La cohérence d'une vie, qu'est-ce que c'est ? Souvent une somme de contradictions. Ce que trop souvent les gens de gauche ne parviennent pas à comprendre...

Avez-vous des souvenirs de la Grande Guerre ? Ou tout au moins comment cet événement, considérable, s'inscrit dans la mémoire familiale ?

Je suis un enfant de septembre 1914. La guerre a un mois. C'était il y a un siècle. Bien évidemment, je n'ai pas de souvenirs de la guerre de 1914-1918. Comment pourrait-il en être autrement ? Par contre, comme toutes les familles françaises au sortir du conflit, nous avons été imprégnés en profondeur par un événement qui ne fut pas loin de suicider l'Europe. L'opinion a été traumatisée par cette guerre, mais ma famille fut fortement marquée par cette idée sacrificielle dans laquelle il est naturel, dans l'ordre des choses, de pouvoir et de devoir, s'il le faut, mourir pour sa patrie. Nous demeurions mus tout d'abord par un sentiment patriotique absolu. Quelque part, c'était faire corps avec son pays : savoir qu'avant de s'appartenir on appartient à celui-ci. Voilà ce qu'était

aussi une éducation civique d'autrefois. C'était, je le répète, il y a un siècle. Et pourtant, qu'est-ce qu'un siècle au regard de l'histoire ? Un pas de mouche ! Serions-nous prêts aujourd'hui à mourir pour une cause quelle qu'elle soit ? Indéniablement, cette guerre a été la matrice de toute la confusion politique à venir !

Nous y reviendrons lorsque nous aborderons vos années de formation politique. Mais l'éducation, c'est aussi la scolarisation, quelle fut celle-ci ?

Il y régnait un esprit de volonté pour l'étude et de bonne camaraderie. Nonobstant mon renvoi, je conserve encore une fois un excellent souvenir du collège. Plus tard, quand je fus au cabinet du Maréchal, un jour, nous reçûmes, et c'est à moi qu'elle fut transmise, une lettre d'un père jésuite qui demandait un menu service. Je lui répondis en lui écrivant : « Mon père, j'ai d'autant plus de plaisir à vous répondre favorablement que j'ai été mis à la porte de votre aimable institution. » Durant ces deux années passées chez les Jésuites, j'ai reçu une formation classique : latin, grec... L'exercice de la dissertation avec les bases de l'argumentation nous était fortement inculqué. D'une manière générale, les Jésuites favorisaient les lettres, les études littéraires. Ce qui d'une certaine manière m'arrangeait car je n'avais pas de prédispositions pour les mathématiques dont j'adorais la cohérence presque esthétique mais dont je ne parvenais pas à acquérir les fondamentaux.

Vous imaginez bien également qu'en ce temps-là la discipline des bons pères était de rigueur. Mais sans plus. Nous nous levions à 5 h 30. Nous étions 40 pour 20 robinets ; tout cela au petit matin se déroulait dans un chahut assez indescriptible. « Allez, pousse-toi, grouille-toi, tu m'emmerdes ! » Etc. Vous voyez le climat. Ensuite nous formions les rangs, en silence, pour se rendre à la chapelle ; on écoutait la sainte messe, on reformait ensuite les rangs, toujours en silence, et nous disposions d'une heure d'études avant la classe : dissertation, version latine, etc. Puis, à 8 heures, si j'ai bonne mémoire, on allait en classe, avant bien sûr un passage au réfectoire sur le coup de 7 h 30.

À ce sujet, je me souviens d'un incident qui me valut « Le cachot ». Comme je vous l'ai dit, nous arrivions au réfectoire vers 7 h 30 pour prendre le petit déjeuner. On était levé depuis 5 h 30, je crois, ou 6 heures. Ce jour-là, les cuistots étaient en retard. Donc les bols étaient vides. Et le surveillant, qui d'habitude disait le bénédicité avant que nous terminions par le *deo gratias* qui voulait dire : « Vous pouvez parler », resta ostensiblement silencieux. Comme les bols étaient vides ce matin-là, il a dû penser intelligemment d'ailleurs : « Je ne vais pas les faire parler, ils vont bouger dans tous les sens, et quand on versera le café, on en versera partout... » Nous étions donc réduits au silence. Mettez-vous à la place d'un garçon de 12 ans qui est depuis deux heures en classe et qui trouve les cuistots en retard et les élèves punis. Alors il réagit, et moi, dans le silence général, je fais simplement : « Pompompompom »... Le père dit : « Qui c'est ? – C'est moi. – Sortez ! » Et en sortant, j'ai haussé les épaules. Ce qui ne se faisait pas et pouvait être interprété comme un rare signe d'insolence, si ce n'est de rébellion. Sur ces entrefaites, le surveillant me demande de m'excuser. Le père me dit : « Racine, excusez-vous ! » Et moi, très poli, respectueux pour le prêtre mais très ferme vis-à-vis du pion qu'il incarnait en même temps, je lui dis : « Non, mon père. – Racine, mettez-vous à genoux ! – Non, mon père. – Vous refusez de vous mettre à genoux ? – Oui, mon père. » Résultat : j'ai fait trois jours de séquestre, c'est-à-dire que j'ai été enfermé dans une pièce. C'est une expérience formatrice. Vous ne voyez personne. On vous apporte de quoi vous alimenter, on vous

extrait deux à trois fois par jour, pour procéder à quelques besoins naturels, et vous passez votre journée à vous exercer à la dissertation ou à la version latine. Le soir on vous libère pour vous permettre de vous coucher.

Nonobstant ce désagrément, je porte un regard positif sur des méthodes d'éducation caractérisées par une volonté de discipline et par le souci du travail bien fait. Je n'ai aucun mauvais souvenir. Non, bien au contraire. J'ai même le souvenir de bons professeurs, à la disposition des élèves, et j'ai d'ailleurs constaté la différence quand par la suite je fus lycéen à Nice. Dans les lycées, le professeur délivrait son cours et après il s'en allait, mais si vous vouliez lui demander quelque chose, tant pis pour vous... Il n'en demeure pas moins que mon tempérament d'alors, tout d'indiscipline et d'esprit rebelle, ne me permit pas de poursuivre chez les Jésuites. Ce que je regrette au demeurant.

Mes quatre frères ont eux aussi effectué leurs études chez les Jésuites ; aucun d'entre eux n'en fut mis à la porte, mais sans doute était-ce pour moi le prix à payer pour une indépendance qui ne m'a jamais quitté. Par la suite, mon père m'a mis chez un brave prêtre qui ne prenait que des garçons dans mon genre, à Nice. Pourquoi ? Je ne sais pas. Parce que mon frère aîné Georges était à Nice et avait dû lui donner l'indication et l'adresse de ce père. C'était une sorte de précepteur. Nous étions logés quatre ou cinq garçons chez le prêtre et nous suivions dans la journée les cours du lycée, un lycée public. Ce passage du religieux au public m'a permis, d'une certaine manière, de comparer les deux systèmes. Et indéniablement alors la réceptivité, l'attention pour les élèves étaient bien plus grandes chez les Jésuites, dans l'enseignement libre où le professeur, d'après mon expérience, paraissait *de facto* beaucoup plus disponible. Bien sûr, cela vaut pour mon expérience et je ne souhaite pas généraliser. Chez les Jésuites, encore une fois, le professeur était à la disposition des élèves, avec cœur. Sans doute serais-je toujours capable de faire une version latine aujourd'hui. Quant au grec, j'ai dû l'interrompre lorsqu'on me mit à la porte.

Rayonnait aussi dans cet univers la figure du père recteur dont je garde en mémoire le charisme, l'écoute mais aussi la grande fermeté puisque c'est lui qui prendra l'initiative de mon renvoi. Il s'appelait Pierre de Castelnau. C'était le neveu du général de Castelnau, qui fut chef d'état-major de Joffre et, plus tard, député de l'Aveyron. Un jour, le recteur m'appelle dans le courant de l'après-midi. Il me parle cordialement, affectueusement même et très librement. Je l'entends encore me dire, en parlant de mon indiscipline : « Paul, qu'est-ce que vous penserez de cela quand vous aurez 40 ans ? » Ma réaction fut alors celle d'un gosse de 12 ans qui dit : « 40 ans, c'est bien pour vous, mon père, mais moi dans quarante ans... » J'ai ressenti de la peine quand je fus contraint de quitter le collège. Au regard des critères des Jésuites, j'étais trop chahuteur, insoumis, en dépit de résultats scolaires fort honorables puisque je suis parti avec deux prix : le prix de français et le prix de version latine, mais mon humour était peu compatible avec les préceptes des bons pères.

Comment, dans votre milieu, se structurait un adolescent ?

Entre les exigences familiales, scolaires et les loisirs, nous nous construisions, je crois, avec un goût prononcé pour le bonheur. La discipline n'excluait pas les loisirs et parmi ces derniers la lecture, dont on imagine mal sans doute pour des jeunes d'aujourd'hui qu'elle était un formidable exercice d'admiration, à commencer par les classiques du XVII^e siècle qui nourrissaient notre éducation littéraire. Au-delà, je me rappelle – Provence oblige – avoir été touché par la simplicité

d'Alphonse Daudet, avant que je ne découvre bien des années plus tard les emportements de son fils Léon... Pour me définir dans ces jeunes années, je dirais surtout que j'étais tout à la fois littéraire et sportif. J'aimais le football, le tennis et le ski. À partir de 16 ans, je crois, j'ai fait du ski dans les Alpes. D'ailleurs, avant la guerre, j'ai obtenu un brevet militaire de ski. Et quand, à l'issue de mon service militaire et après avoir préparé l'école des officiers de réserve, on nous proposait un certain nombre de postes, j'ai trouvé choquant que quelqu'un, sous prétexte qu'il n'était pas dans les tout premiers mais qui par contre était titulaire d'un brevet militaire en ski, n'eût pas la possibilité d'opter pour un régiment de chasseurs alpins, contrairement à quelqu'un qui n'avait jamais chaussé de skis. Mais c'était l'armée française avec l'absurdité de son système administratif.

Beaucoup de lectures, beaucoup de sport donc, quelques voyages, même si nous vivions des temps plus sédentarisés qu'aujourd'hui. Je me souviens de n'avoir découvert Paris qu'après le baccalauréat, au moment d'entamer mes études supérieures. Mon père, lui, dans ses activités, était amené de temps à autre à se déplacer, notamment en Afrique du Nord mais aussi au Liban ou en Syrie, en particulier pour procéder à l'importation de blé dur.

Quant aux vacances, on les prenait dans le Var, dans une belle propriété de 500 hectares, qui s'appelait La Bégude. « La Bégude », c'est un point d'eau en provençal. Et nous passions l'été là, avec ravissement. Les vacances de La Bégude à 12, 13, 14 ans, c'était le bonheur complet, la liberté loin des péripéties scolaires, la légèreté des retrouvailles entre frères, sœurs et cousins. Pour se baigner, on allait de temps à autre à 13 kilomètres, à La Ciotat, pour prendre un bain de mer. Mais dans l'ensemble on vivait à La Bégude. On effectuait aussi de grandes promenades avec les parents et les frères... Nous partions à 4 heures du matin et nous revenions à 12 h 45 pour le déjeuner. Même durant notre villégiature estivale, la discipline de la maison restait stricte. Si nous arrivions en retard après 12 h 45, nous étions privés de table. Voilà qui nous dressait, hein ! Regardez le produit...

Mes parents nous ont transmis indéniablement une valeur qui, quelque part, constitue la matrice de notre éducation : le respect. Et mon caractère chahuteur, nonobstant l'expérience des Jésuites, s'y est plié. Le premier des respects auquel nous devons nous plier, c'était celui que nous devons à nos parents mais également au personnel, à la domesticité comme l'on disait alors.

Dans nos familles, quand une personne avait été engagée pour s'occuper des enfants et que les enfants étaient grands, généralement, on ne la licenciait pas. Elle restait à demeure. C'est ce qui s'était passé avec la bonne d'enfant de l'une de mes petites sœurs. Quand la bonne qu'on avait appelée n'était plus à proprement parler nécessaire à la conduite de la maison, elle restait néanmoins parmi nous. C'était sans doute pendant mes années collégiennes. Toujours rétif à l'autorité, je me souviens que les grandes vacances étaient à mes yeux un espace où tout ordre, à l'exception de celui de mes parents, se présentait comme inconvenant... Un jour, Rose, l'une de nos bonnes, voulut m'ordonner quelque chose, et bien évidemment, conforme à mon tempérament, je refusai d'obéir. « Oui. Vous voulez me dire quelque chose », me dit Rose, à laquelle je répondis : « Mais, Rose, vous plaisantez ! » Et, en colère, je lui ai donné un coup de poing. Elle est, avec raison, allée se plaindre à mon père au salon, deux pièces plus loin. Celui-ci est arrivé et, devant le cuisinier, la femme de ménage, la bonne, etc., il m'a giflé et fait mettre à genoux pour demander pardon ! Et je me suis agenouillé et j'ai dit : « Rose, je vous prie de me pardonner. » À y songer, cette scène a quelque chose d'une leçon de morale à la « Jean-Jacques Rousseau ». On se croirait dans *Émile* et pourtant, c'est bien ainsi que les choses se déroulaient. D'une manière générale, les relations avec le personnel, le cuisinier, la femme de ménage, la bonne et les enfants étaient empreintes d'affection et,

à coup sûr, d'un immense respect. C'était la norme à la maison.

Votre départ de chez les Jésuites a-t-il constitué un tournant à la fois pour votre scolarité et pour votre caractère ?

Oui, sans aucun doute ! À partir du moment où je fus renvoyé, comme je vous l'ai dit, je me suis retrouvé chez un curé en Savoie, où j'ai poursuivi des études, un peu d'études, mais certainement pas des études normales. Je rédigeais des versions latines, mais les cours étaient bien moins sophistiqués que chez les Jésuites. Cela va de soi. D'une certaine manière, j'étais perturbé par cette absence de régularité dans le rythme de mes études. D'autant plus que la réaction paternelle à ce renvoi a constitué pour moi un choc, une sorte de traumatisme. Mon père m'a écrit une lettre qui m'a stupéfié. Je me vois encore au collège, lisant celle-ci, qui disait : « Mon cher enfant – au début, au lieu de dire : “Mon cher Paul” –, j'ai reçu une lettre du père recteur m'annonçant qu'il ne te reprendrait pas l'année prochaine. Tu imagines le plaisir que cela me fait » (ou quelque chose comme ça). « Quant à passer tes vacances avec tes frères et sœurs, n'y compte pas. Quand un fruit est pourri dans un panier, on le jette ! » Je me dis : « C'est papa qui m'écrit, mais je ne suis pas un fruit pourri ! » Voilà ce qu'il m'a écrit. Quand je suis revenu à la maison quelques jours après, je me revois avec mon frère aîné André, qui venait de passer une brillante année de philosophie avec les félicitations du jury. Je vois encore mon père venir au-devant de nous, sa haute stature, etc. André annonce tous les prix qu'il a obtenus. Il arrive au bout, et alors que je suis derrière mon frère, pas très fier, mon père me lance : « Approche ! » Et pour ce qui me concerne, dans un état d'esprit que vous pouvez imaginer, je me dis : « Qu'est-ce qu'il va me foutre, me mettre dans une boîte ou je ne sais pas où... » Je lui dis : « Papa, j'ai le deuxième prix de dissertation française, le premier prix de version latine », et je ne sais plus quoi. « Ah, tout de même ! me dit-il, tu n'as pas voulu quitter le collège sans laisser ton nom sur le palmarès... » Et cela s'est arrêté ainsi. Je n'ai pas été envoyé dans une maison de correction et j'ai pu quand même passer les vacances avec le reste de la famille... En octobre, je suis parti pour Nice où je n'ai pas été heureux. Parce que, *in fine*, j'étais contrarié de ne plus être canalisé par une discipline classique, exigeante d'ailleurs, de pensionnaire telle qu'elle m'avait été délivrée chez les Jésuites. Tout mon être rebelle en appelait à un retour à un ordre régulier, granulaire, comme si mon exclusion me confrontait à un vide, à une absence. Mon esprit d'indépendance m'avait comme coupé d'une sorte de tronc dont je m'apercevais qu'il était désormais indispensable à mon équilibre. J'étais attristé, mais cette tristesse n'était pas irrévocable, car la vie suivait son cours.

Je reste donc un an chez ce brave curé de campagne. J'y fais des versions latines mais irrégulièrement. Puisque j'étais en Savoie et que le climat me réussissait bien, mon père, sur la suggestion que je lui soumettais, m'inscrit dans un collège, au collège de Rumilly, qui est un collège diocésain. Là, j'ai été frappé par le peu de réceptivité des Savoyards vis-à-vis du petit étranger que j'étais. Ce sont des montagnards avec une forte culture autarcique et donc identitaire. Et j'avoue avoir souffert quelque peu, tout au moins au début, de leur faible propension à l'ouverture aux autres. Fort heureusement, j'avais de bons amis, d'ailleurs, deux bons amis qui comme moi étaient extérieurs à la Savoie et y avaient été envoyés pour leur scolarité. L'un a été tué à la guerre et l'autre s'est fait moine. Vous vous rendez compte : l'un tué sur le front, l'autre moine. C'est une autre France dont je vous parle, le temps jadis où les hommes pouvaient mourir à la guerre ou se faire

moine... Fidélité à sa patrie, fidélité à la religion : nos convictions s'exprimaient presque naturellement dans cette fidélité justement à un certain ordre des choses. Le politique relevait presque de la sphère privée, d'où notre pudeur à ce sujet même si du côté maternel notre attachement à la Maison de France ne faisait aucun doute. Pour nous, cela incarnait une certaine fidélité, une notion de fidélité. Mais on ne savait pas ce que cela voulait dire, ou peut-être le savions-nous intuitivement et l'appréhendions-nous comme un élément naturel dans l'environnement.

Vous passez le baccalauréat en 1931 et se pose alors pour vous la question de votre orientation future...

Je voulais dessiner. Et je me suis destiné, à Paris, à la préparation du concours d'entrée à l'École nationale supérieure des arts décoratifs. J'y ai été reçu 11^e sur 80 présentés et 40 reçus. Heureusement, parce que mon père m'avait dit : « Si tu ne réussis pas, tu rappliques à Marseille. » Je détestais par-dessus tout revenir à Marseille, parce que mes camarades étaient comme moi des fils d'industriels, etc., des fils de famille. Tous s'imaginaient que la place de président leur revenait de droit, sous prétexte qu'ils étaient nés... À vrai dire, ce comportement m'agaçait car (sans doute un reste de mon indépendance d'esprit) je ne me sentais pas du tout héritier. Je dois ajouter que mon père qui avait contribué avec ses frères à l'épanouissement de l'entreprise familiale ne pensait pas forcément à l'un de ses fils pour lui succéder. Et, de toutes les manières, cela ne me paraissait pas normal de suivre cette voie, sous prétexte que papa était là et que j'y fusse ! J'avais la volonté de construire mon existence par moi-même, par ce que j'aimais faire et par ce que j'avais envie de faire. Telle était ma motivation alors. C'est la raison pour laquelle je me suis présenté au concours de l'École nationale des arts décoratifs. C'est alors mon premier contact avec Paris.

Paris, pour un provincial, à cette époque qui n'est pas mondialisée comme aujourd'hui, c'est quelque chose ! Mais je n'ai pas l'impression d'un choc. J'étais à la Cité universitaire à la fondation des États-Unis, avec mon frère Pierre qui préparait le Conseil d'État. Il venait d'y être reçu, juste derrière Michel Debré, après avoir fait l'École libre des sciences politiques, rue Saint-Guillaume. Son succès était d'ailleurs pour moi, qui étais son cadet, un motif de fierté et d'admiration.

À ce stade peut-être, il me faut dire que nous étions une fratrie particulièrement solidaire, même si chacun suivait son chemin avec son caractère propre et les aléas de la vie. La guerre, métaphoriquement, illustrera cette solidarité mais aussi cette diversité de fortune. Mon frère aîné a fondé une affaire de tissu qui s'appelait Jersey Racine, laquelle dans le domaine était synonyme de l'extrême qualité. Dans la haute couture, par exemple, Balenciaga faisait des modèles en jersey. Parce que le jersey est une maille, donc c'est souple, ce n'est pas comme un fil de chaîne et un fil de trame, perpendiculaire. Balenciaga n'utilisait que le jersey Racine, car mon frère aîné avait un grand souci de l'exigence. Je me rappelle qu'il était allé en Australie pour voir le registre des fils que son entreprise utilisait. Mon deuxième frère, quant à lui, est entré à l'École coloniale. Il ira au Maroc, et en 1942 c'est de là qu'il s'engagera dans l'armée d'Afrique. Mon troisième frère, Pierre, avait été prisonnier et devait diriger après guerre l'ENA tout en participant à sa fondation. Pierre fut la quintessence du grand serviteur de l'État, tel qu'on l'entendait alors : cultivé, professionnel, etc. Quant à mon quatrième frère, André, il effectuera de bonnes études, toujours chez les Jésuites, avant d'intégrer une école de commerce et de travailler avec notre aîné pour les tissus. Quant à mes sœurs,

elles furent d'excellentes élèves. Poursuivant leurs études, elles auraient sans difficulté mené de belles carrières. Marguerite a un peu travaillé, puis a fondé une famille ; Françoise s'est mariée à 17 ans et Fabienne a, quant à elle, travaillé dans la société de mon frère aîné.

Pour ce qui me concerne, j'arrive à Paris à l'automne 1931 pour y poursuivre mes études. Pour autant, je me suis dit : « C'est bien joli, mais je voudrais faire quelque chose qui me permette de produire. » C'est ainsi que j'ai demandé à mon père s'il voulait bien que je fusse aussi élève à l'École technique de publicité. J'ai suivi alors un double cursus : les Arts déco et l'École technique de publicité.

J'ai senti que la publicité, sociologiquement, allait jouer un rôle dans nos vies. Et c'est la raison pour laquelle j'ai demandé à mon père l'autorisation de m'inscrire dans cette formation. Il me paya les cours, parce que je n'avais pas d'argent, si ce n'est que de l'argent de poche. Cela m'a servi par la suite, d'ailleurs. Lorsque, après guerre, j'ai mis sur pied l'affaire des parfums chez Balmain, je n'ai pas eu de conseils à recevoir de maisons de publicité : j'ai développé la publicité tout seul, en lançant Vent Vert, qui a rencontré un grand succès au point que, tout juste sur le marché, Dior s'en est inspiré pour faire Diorissimo. Je le sais parce que j'avais des amis chez Dior. Je connaissais Christian Legrès, qui était le fils d'un colonel de ma division et qui avait entendu parler de moi par son père, parce que mon régiment a joué un rôle non négligeable à cette époque.

Dans tous les cas, ces premiers temps parisiens au début des années 1930 seront des moments de découverte, de bonheur où j'ai écumé les expositions : les tableaux, le Louvre, etc. Toutes les formes d'art à vrai dire car j'étais littéralement porté par une insatiable curiosité.

Vous êtes donc dans ce Paris des années 1930, des années particulières dans le climat politique de la France d'alors. Est-ce que la politique vous intéresse à ce moment-là ou pas ? Vous suivez un peu ?

La politique, ce n'est pas une passion, loin de là. Mais j'ai néanmoins des convictions héritées de mon milieu, de mes origines, de mon environnement. Je suis très hostile à la gauche et je me souviens d'avoir été anti-Front populaire, non pas parce que je n'étais pas social ; mais l'idée de « progrès » entre guillemets véhiculée par la gauche me paraissait singulièrement pervertie dans la mesure où je l'estimais porteuse de désordres eux-mêmes générateurs d'une plus grande régression sociale que celle que socialistes et communistes prétendaient combattre, les premiers avec naïveté, les seconds avec l'idée évidente de renverser le régime. Cela dit, je ne manifestais aucune virulence anti-démocratique mais mon vote, milieu oblige, se portait naturellement à droite.

J'avais une philosophie simple : on est pour sa patrie et on est contre ceux qui sont contre. C'est tout. Cela peut vous paraître binaire mais voilà comment je réagissais. Et, de ce point de vue, je me sentais proche de ceux qui parmi les anciens combattants – qui quand même avaient passé des années dans les tranchées à risquer leur vie – se désolaient des orientations erratiques d'un régime qui paraissait bien plus attaché à sauver ses privilèges que de s'occuper du bien collectif. Je me rappelle le 6 février 1934, la grande manifestation des ligues qui se dirigent vers le Palais-Bourbon ainsi que les événements tragiques qui s'ensuivirent. Je n'y participe pas car fondamentalement je me méfie des agitations que d'aucuns qualifièrent de « factieuses », et des désordres d'où qu'ils vinssent. Pour autant, l'action des ligues qui est menée à ce moment-là contre le régime républicain me paraît-elle

alors excessive ? Dans ces instants, je suis très partagé car je n'étais pas anti-républicain, même si par ma famille je conserve la nostalgie du roi et du royaume. Mais, si j'ai bonne mémoire, c'était un grenouillage sans nom à cette époque-là. Dans l'exercice d'une année, encore une fois, il pouvait y avoir jusqu'à cinq gouvernements. Cela, je le savais et cela me choquait profondément sans parler des scandales politico-financiers qui secouaient la classe politique. L'instabilité gouvernementale me heurtait. La droite, la gauche, Daladier, pas Daladier... Et ce sentiment d'un système qui se verrouillait, s'entretenait au-delà d'alternances factices. La République qui se voulait la fille du progrès, c'était à mes yeux l'immobilisme auquel s'ajoutait le désordre. Je subissais naturellement l'influence de mon milieu. Mon père ne votait pas à gauche. Alors qu'il était d'une bonté fondamentale. Il était président d'une œuvre de charité, les Enfants de l'Étoile, à Marseille, et je me souviens que nous passions Noël avec les enfants défavorisés, voire pour certains d'entre eux orphelins.

Sans y adhérer formellement, j'étais un maurrassien de cœur. J'ai été peiné que l'Action française fût condamnée par le pape. Parce que je ne sais pas si j'étais monarchiste mais en tous les cas j'admirais l'Action française parce que la monarchie, c'était la France ! J'étais proche des Volontaires nationaux, une association satellite œuvrant dans l'orbite des Croix-de-Feu et dont François Mitterrand fut membre également. Il y avait en ce temps-là une grande ébullition tant à la fois associative et intellectuelle à droite et souvent aux franges de la droite parlementaire qui ne pouvait qu'interpeller, voire parfois fasciner des jeunes gens, patriotes, souvent exaltés qui ne se reconnaissaient pas dans un régime dominé par des notables radicaux aux alliances à géométrie variable.

Le Front populaire surgit au printemps 1936. Quelle est votre réaction, quel est votre sentiment ? Et quel est le regard que vous portez aujourd'hui sur cette époque ?

Je vous ai déjà dit que je n'étais pas insensible, loin de là, aux problèmes sociaux ou à la question sociale. Mon père était très engagé socialement en tant que président d'une œuvre de bienfaisance. Ma mère était d'une préoccupation sociale intelligente, ouverte et avancée. Voilà l'esprit général de ma famille. Je n'ai pas de leçon à recevoir de quiconque, ni à être culpabilisé. Pas du tout ! Cela m'agace, même. Cependant, je comprenais un certain nombre des mesures proposées et promises par le Front populaire, notamment pour ce qui concerne certains droits collectifs. En effet, j'avais observé, de manière certes imprécise, le sort réservé à certains employés de maison, qui étaient mis à la porte sans aucune garantie, sans la moindre protection. Cela va vous surprendre mais socialement je trouvais que ce que faisait la gauche était juste car les conditions dans lesquelles vivait une partie des classes populaires par rapport à la bourgeoisie étaient choquantes. Ainsi, l'instauration des congés payés, même si cette réforme intervint dans un contexte peu propice compte tenu des risques internationaux, constitue une innovation qui ne m'a pas heurté.

Pour autant, je trouvais excessif le comportement de Blum : tout d'abord, il avait au début des années 1930 prononcé une phrase qui avait provoqué l'ire des milieux de droite auxquels j'appartenais. Il avait lancé : « Qu'on démolisse l'armée et j'en suis... » Ensuite son alliance implicite avec le Parti communiste, même si les communistes ne participaient pas au gouvernement,

révélaient à mes yeux un danger, mais une fois encore c'était peut-être dû à mon éducation bourgeoise.

Dans les heures faisant suite à la victoire du Front populaire, il y avait une rhétorique, un parfum révolutionnaire qui m'inquiétaient. J'y discernais de sérieux germes de division pour le pays à une époque où la pression extérieure me semblait lourde de menaces. Je ne me sentais pas pacifiste, non par bellicisme, mais par réalisme. Et je trouvais que Blum, comme ses prédécesseurs au demeurant, ne préparait pas l'opinion aux risques que la situation laissait entrevoir. *A posteriori*, je dis bien *a posteriori*, n'y a-t-il pas quelque chose d'incongru dans le contraste entre une nation qui se réarmait de l'autre côté du Rhin et une autre nation qui votait les congés payés ?

Je me rappelle précisément avoir considéré qu'Hitler était un danger. Je me rappelle que l'on nous avait diffusé à la Cité universitaire l'un de ses discours. J'en ai été séché de peur. C'était un torrent, un bloc de haine absolument saisissant. En outre, j'avais lu *Mein Kampf* où il avait écrit que « La France était l'ennemi héréditaire de l'Allemagne ». Vous conviendrez dès lors qu'il n'y avait nul besoin d'être un expert en relations internationales pour observer que c'était là une menace. Effectivement, quand il est arrivé, il a bien dit aux Allemands : « *Deutsch Land* » en deux mots. Cela correspond à l'âme allemande d'ailleurs. Les Allemands ont une conscience profonde d'appartenir à une unité qui est l'ensemble des Allemands, et une volonté de domination, tout au moins à l'époque. À vrai dire, je le pense encore, je me trompe peut-être... Pour être tout à fait honnête et afin de nuancer quelque peu, j'ai durant ces années eu une appréhension certaine mais sans me résoudre à imaginer un seul instant que nos renoncements successifs devant les revendications allemandes conduiraient à la guerre que nous connaîtrions ensuite. J'étais germanophobe, politiquement s'entend car la volonté de puissance allemande m'inquiétait (culturellement, j'ai une grande admiration pour l'Allemagne), mais sans doute, comme beaucoup de nos compatriotes, je me disais inconsciemment que ces renoncements constitueraient le prix à payer pour éviter le pire. Il y avait la crainte, en effet, d'événements redoutables. Mais je n'ai pas eu la certitude dans ces moments que nous filions vers la guerre, même si j'en pressentais au fur et à mesure des événements la possibilité. On sentait que l'Allemagne s'armait en dépit des traités et qu'on ne faisait rien. J'avais peur, en effet, que les abandons successifs de la France et des autres, des Anglais aussi... Mais plus le pire se concrétise, plus peut-être refusons-nous de l'accepter. Une défense psychologique en quelque sorte pour exorciser le mal qui vient...

Mais, pour revenir au Front populaire, j'ai vécu cette période sur un plan plus personnel avec un certain bonheur car en 1937, ayant achevé mes études, j'ai été appelé sous les drapeaux pour deux années de service militaire. De tempérament, mon patriotisme allié à mon goût de l'action y trouva là un exutoire propice à mon épanouissement. J'ai été incorporé à Marseille.

Je devais donc faire deux ans de service. Et, le sachant, j'avais commencé à préparer la Préparation militaire supérieure. J'ai fait mon service, et ayant réussi à l'École des élèves officiers de Saint-Maixent, j'en suis sorti sous-lieutenant. J'ai opté alors pour l'Est ; j'aurais pu demander à être incorporé à Marseille, mais je tenais à servir dans un régiment dur. Je ne sais pas pourquoi, par tempérament sans doute. Donc je suis allé à Toul, au 22^e des tirailleurs algériens. Et là j'ai appris mon métier. Pour me rapprocher de mes hommes, j'ai même passé un brevet d'arabe parlé. Je savais des mots élémentaires : compter et dire des choses très pratiques, mais je ne parle pas couramment arabe. Je me débrouillais pour des choses simples de la vie quotidienne ou pour le commandement.

J'étais à la tête d'une section, c'est-à-dire 40 hommes, ou 39. Tous étaient arabes. Ils auraient pu être kabyles : non, il s'agissait d'Arabes. J'ai aimé mes hommes. D'ailleurs, je me souviens d'avoir

demandé à mes sœurs de tricoter pour toute la section des gilets. Je me rappelle aussi avoir fait mettre aux arrêts deux cuistots, deux « bons Français », pendant la drôle de guerre car ceux-là, si j'ose dire, se gardaient sous le coude les meilleurs morceaux. Mes hommes m'aimaient bien, je le crois... Tout au moins ai-je la faiblesse de l'imaginer. Sinon je ne serais pas là. Parce que quand, au printemps 1940, j'ai été blessé, gravement à terre, immobile, c'est l'un de mes tirailleurs, qui n'était pas très loin et qui m'observait sans que je l'aperçoive, qui est allé en rampant chercher une couverture dans le sac d'un homme qui, lui, avait été tué. Il l'a déposée sur moi, il est reparti chercher, toujours en rampant, le manteau d'un homme et il m'en a couvert également. Fort heureusement, parce que je suis resté longtemps sur le terrain sans soins. C'est ce qui m'a certainement sauvé car, sans ce geste, je serais mort de froid.

Quoi qu'il en soit, ces années de service furent pour moi l'occasion d'effectuer une tâche qui me plaisait, même si la crainte de la guerre était présente dans tous les esprits. Mais, encore une fois, nous appartenions à des générations où cette forme d'attente de l'irréparable, pour être peu rassurante, s'inscrivait dans une possibilité que nos aînés n'avaient pas manqué de nous inculquer. La guerre était encore un horizon familier, à défaut d'être heureux. Nous avions tout à la fois la crainte de la guerre qui approchait mais aussi l'admiration pour les anciens combattants ; et le sens très aigu de ce qu'avait été le sacrifice du peuple français en 1914. Et tout cela me paraissait dans l'ordre des choses, si j'ose dire ; je ne trouvais pas cela extraordinaire. Mourir pour sa patrie est quelque chose de tout à fait naturel, à ce moment-là, et je pense que ça l'est toujours en ce qui me concerne. On doit intégrer le fait que l'on doit mourir pour sa patrie si celle-ci l'exige pour sa survie et pour sa défense. J'étais littéralement habité par cette pensée qui peut paraître à certains aujourd'hui, au mieux bien surannée, au pire parfaitement cruelle. Mais la guerre demeurait (et sans doute le reste-t-elle) le moyen de supprimer une raison d'opposition entre deux puissances, une façon de résoudre par la force cette opposition.

Dans les années 1930, je ne suis plus sûr que ce sentiment soit aussi fortement partagé que par le passé, mais je n'ai, à vrai dire, pas de réponse à ce sujet. Dans tous les cas, pour ce qui me concerne, il était naturel de se préparer au sacrifice. De même qu'à mes yeux était dans l'ordre des choses qu'un garçon comme moi, avec les études que j'avais faites et mon comportement général, préparât l'École des élèves officiers. Cela me paraissait normal. Mes frères d'ailleurs firent de même. Puisque j'étais capable de faire des études supérieures, je devais être officier. J'avais été élevé dans cet état d'esprit que l'armée est une partie de notre jeune existence ; et puis le souvenir des tranchées n'était pas loin... Mes oncles avaient fait la guerre. L'un d'eux y avait été tué.

Enfin, ma génération a été élevée dans le culte des combattants de 1914-1918 et dans la nécessité de trouver naturel de faire comme eux si jamais nous étions confrontés à cette expérience terrible qu'est la guerre. En deux mots, c'était cela et rien d'autre.

Et est-ce que, dans cette fin des années 1930, dans ces années-là, il y a des figures politiques, publiques, intellectuelles, qui revêtent à vos yeux une importance particulière ?

J'admirais Maurras, la personnalité et l'écrivain. J'aimais la hauteur de vue et la pénétration de pensée politique. Et l'intelligence. J'aimais un homme prodigieusement intelligent, car, quand on lit

Maurras, c'est une merveille. Je l'ai entendu en conférence ; je ne sais plus où exactement. Mais je l'ai surtout lu. Et j'admirais d'abord le style, la clarté de la pensée, le mouvement... de la pensée. J'admirais. Mais je n'étais pas Action française, parce qu'elle avait été condamnée par le Vatican. Sans cela, j'aurais pu l'être et je l'aurais très certainement été. Mais l'excommunication, c'est le drame de l'Action française.

Je fais partie de ces catholiques qui ont vécu cette condamnation comme un déchirement sans doute, mais je ne suis pas allé au bout de mon admiration pour Maurras car je me soumetts à l'Église dans la mesure où elle condamne pour la raison qu'elle a invoquée alors. C'est-à-dire que pour Maurras la religion n'était pas valable en soi : elle était utile politiquement. Voilà pourquoi l'Action française a été condamnée. Elle n'a pas été condamnée parce qu'elle était monarchiste, mais pour son instrumentalisation de la religion à des fins politiques. Et nonobstant ma fascination pour le génie de Maurras, je partageais les points de vue de l'Église qui la condamnait. On est catholique ou on ne l'est pas.

Au demeurant, c'est une conception qui favorise une forme de laïcité puisque, à partir du moment où l'on considère que la religion ne doit pas être instrumentalisée à des fins politiques, on accepte quelque part l'idée même de séparation du temporel et du spirituel. Mais à l'époque je ne le formulais pas ainsi. Je me limitais à cette idée que l'Église condamne l'Action française pour d'excellentes raisons, sur le plan intellectuel et spirituel.

Et effectivement alors j'accepte cette condamnation de l'Action française dans la mesure où celle-ci n'admet pas que la religion ait une valeur intrinsèque, mais n'est utile que politiquement. Peut-être pour la raison que pendant huit siècles la monarchie était chrétienne, catholique mais néanmoins gallicane. En deux mots : je donne à la religion sa valeur intrinsèque et je ne veux pas qu'on la considère comme une valeur par rapport à autre chose, ou parce qu'elle sert autre chose. La religion n'est pas un moyen, mais une finalité !

Finalement la condamnation de l'Action française par l'Église me choque, à ce moment-là, parce qu'il y a condamnation, mais je la comprends intellectuellement, même si elle me laisse un goût amer car c'est quand même le nœud gordien d'une double fidélité qu'il me faut comme beaucoup de catholiques trancher. Je n'ai pas eu sans doute la témérité d'aller contre le jugement de l'Église.

De tempérament, j'étais plutôt favorable à l'Action française, à cette époque-là. D'ailleurs, je le suis encore. Car enfin, c'est la monarchie qui a fait la France, avec quelles difficultés ! Quand on a lu César et *La Guerre des Gaules*, on comprend que la monarchie a été absolue, avec des peuplades très sympathiques les unes et les autres, mais qui passaient leur temps à se disputer entre elles : c'était la Gaule ! Il n'y a qu'à lire César et j'avais lu César. Je l'avais même traduit.

Au fond, votre avant-guerre, entre passions politiques, goût pour l'action et l'armée, études, comment la caractérisez-vous ?

J'aimais le Paris des années 1930. Les années 1930, pour un jeune étudiant, c'était le plaisir, j'avais 18 ans. Ce fut pour moi une époque de découvertes, d'apprentissages, de liberté, de curiosité. J'ai aimé ma jeunesse, non pas seulement parce que j'étais jeune, mais parce que nous avions encore le droit d'être enthousiastes, naïfs et pleins d'un appétit insouciant pour différentes formes d'idéaux... politiques, artistiques, spirituels. Je pense que nous étions moins matérialistes

qu'aujourd'hui... Nous l'étions sans doute déjà un peu, mais nous conservions encore des élans. J'écumais les expositions. Je me rappelle que, mon premier soir à Paris, se tenait une exposition de peinture anglaise à l'Orangerie : je m'y suis précipité. Et j'ai vu par la suite toutes les expositions. Je faisais, comme je vous l'ai dit, l'École nationale des arts décoratifs qui était l'ancienne École royale de dessin, fondée par Louis XV pour tout le monde, quel que soit le sexe, et à tout âge. N'est-ce pas là une belle idée ? Ces études me prédisposaient à l'expression artistique. Durant ces années étudiantes, j'ai tenté d'assouvir mon goût prononcé pour les arts, pour le dessin, pour la peinture et pour toutes les formes de création. J'aimais également la musique. Dans la famille, nous étions musiciens. Tous mes frères et sœurs jouaient d'un instrument à ma « notable » et paresseuse exception. Un jour, mon père m'a demandé pendant que je faisais du piano : « Veux-tu ou non continuer ? » Parce qu'il fallait que je fasse tous les matins avant l'école une demi-heure de piano, je trouvais que c'était un peu exagéré. J'ai dit à mon père que je préférais abandonner cette activité. Il n'a pas insisté. Je l'ai regretté par la suite. J'allais au cinéma aussi, mais il ne m'intéressait pas en soi ; il m'intéressait par les productions qu'on mettait à notre disposition. Mais je n'avais pas la pensée de faire du cinéma. Cela restait pour moi plus un divertissement qu'une passion artistique.

Paris constituait une opportunité extraordinaire en termes d'épanouissement culturel et d'ouverture sur le monde. Dans un pays centralisé comme la France, la distinction Paris-province a toujours été importante, mais elle l'était encore plus à ce moment-là. J'arrivais de Marseille, une grande ville certes, mais force était de constater que c'était à Paris que cela se passait parce que nous étions alors dans une métropole mondiale qui inspirait encore culturellement le reste de la planète. Et comme je commençais à voyager un peu à l'étranger, en Angleterre, en Italie, etc., je me rendais compte de l'attractivité de la capitale.

Ces années d'avant-guerre sont celles où je noue d'ailleurs des liens d'amitié qui, pour certains d'entre eux, m'accompagneront toute mon existence. Je fais la connaissance de nombreux camarades, étudiants aussi, dans des disciplines différentes, d'ailleurs. Un ami qui faisait médecine, Guy Deltour, lequel a eu par la suite un rôle important sur le plan de la profession ; un autre ami qui préparait l'agrégation d'espagnol ; un autre ami encore qui faisait du droit, et un ami qui était aux Beaux-Arts et qui se fera un nom par la suite dans le domaine de la mode : Balmain. Je le rencontre à la Cité universitaire à la fin de mes études, avant de partir au service en 1937. Mais nous avons conservé des relations. Il était un peu plus âgé de quelques mois : il était du mois de juin alors que j'étais du mois de septembre.

Balmain était savoyard. Il avait perdu son père alors qu'il était tout jeune, et c'est sa mère qui l'a élevé. Un jour, il a fait irruption parmi notre bande de camarades de la Cité. Et depuis ce moment nous sommes restés liés et amis. Je l'ai aidé durant la guerre. Il devait aller à Barcelone, pour une raison quelconque, et il était confronté à un problème concret qu'il ne parvenait pas à résoudre ; et comme j'étais au cabinet du Maréchal, j'ai facilité les choses. Nous nous sommes revus après la Libération, amicalement, et je lui ai dit : « Je cherche une activité, je ne suis pas pressé » – parce que je venais d'hériter de l'une de mes tantes. J'avais les pieds au sec pendant quelque temps. Il m'a dit : « J'envisage de lancer une affaire de parfums, veux-tu t'en occuper ? » J'ai accepté. Et c'est ainsi que j'ai lancé Vent Vert, un parfum léger par rapport aux parfums lourds de l'époque. Il avait été développé par l'une des premières femmes parfumeuses, Germaine Cellier, un caractère hors du commun et devenu mythique dans le milieu de la mode.

Ce fut un formidable succès parce que le nom plaisait tout à la fois à la midinette, qui se disait :

« Vent Vert, ça doit être frais... » et aux intellectuels, aux créateurs, comme Louise de Vilmorin et autres, parce qu'il y avait un côté audacieux, poétique, surréaliste. D'ailleurs, il existe une lettre de Prévert à Louise de Vilmorin dans laquelle il signe Jacques Ventvert. J'avais trouvé le nom et j'ai été assez flatté, je dois le dire, que Prévert fasse sien ce patronyme dans quelques-unes de ses correspondances.

Quant à Louise de Vilmorin, je la voyais de temps en temps quand elle venait chez Balmain. Mais cela, c'était après guerre, dans une époque certes lointaine mais entre-temps nous avons traversé le temps de l'Occupation qui nous avait transformés intérieurement et en profondeur. Et ce pour la vie !

Le jeune homme et la guerre

Plongeons dans votre mémoire et vos souvenirs. Le pacte germano-soviétique est signé entre Staline et Hitler en août 1939. C'est le prélude à la déclaration de guerre en septembre 1939. Comment vous réagissez face à ces événements ?

Le pacte m'a profondément surpris. C'est un coup de tonnerre supplémentaire dans des cieux passablement agités ! Je me souviens précisément de la presse parisienne du 23 août 1939 avec la photo de la poignée de main entre Ribbentrop, ministre des Affaires étrangères d'Hitler, et Molotov, son homologue soviétique. Le choc est d'abord intellectuel, car à première vue l'hitlérisme et le communisme me paraissaient totalement antagonistes. Il s'agissait d'une alliance que j'estimais contre nature, et d'autant plus qu'Hitler manifestait un mépris évident pour les Slaves. Cela dit, les communistes et les nazis avaient quelque part un point commun : une volonté évidente de domination, un mépris pour l'individu, un cynisme absolu qui ne tenait compte que de l'expression brutale des rapports de force et une dimension sociale de vouloir faire le bonheur du peuple, malgré lui s'il le fallait. Hitler, cela peut surprendre, avait une prétention sociale, très sociale. Mais cette alliance à mes yeux avait vocation à ne pas durer, tant les deux protagonistes me semblaient déterminés *in fine* à devoir se combattre. Cela dit, même si ce pacte m'a surpris, sur le moment je ne me suis pas dit que cette diagonale folle des événements nous conduirait à la guerre. À ce moment-là je suis à l'armée, j'allais terminer mon service de deux ans et c'est là en septembre 1939 que j'apprends la déclaration de la guerre.

Je me suis dit : « Quelle horreur ! » sûrement, en me rappelant ce que j'avais entendu dire de 1914-1918, parce que c'était affreux. Mais, puisqu'on était embarqué, je n'avais qu'à faire ce que j'avais à faire, c'est tout, c'est-à-dire suivre les événements. J'étais officier, on est en guerre : je fais mon travail. Et je ne fais aucun pronostic sur l'issue. Je ne me dis pas si cette guerre va être courte, longue... Je ne me dis rien du tout, mais j'entends par contre les déclarations de la plupart des leaders politiques de l'époque, notamment de Paul Reynaud entre autres, mais aussi de Daladier, qui vont dire, et notamment Paul Reynaud : « Nous allons gagner la guerre parce que nous sommes les plus forts. » Le climat est à la mobilisation générale avec un discours politique qui était tout à la fois volontariste, optimiste et forcément martial. Sur notre niveau de préparation, nos dirigeants mentaient d'ailleurs et ils le savaient !

En tant que jeune officier, je n'ai pas le souvenir d'avoir eu la notion d'être prêt devant un Hitler qui depuis des années disait : « Nous voudrions la guerre, nous l'aurons ! » Je n'étais qu'un pauvre sous-lieutenant d'infanterie à titre de réserve, en apparence peu informé. J'avais terminé mes études, c'est tout ! J'avais des amis à droite et à gauche mais je n'avais que peu de relations dans les milieux dirigeants. Cependant, je disposais d'une information relative, mais néanmoins forte d'un certain

contenu, grâce à mon frère Pierre qui était détaché auprès du ministre du Travail, Charles Pomaret. Un mois après la déclaration de la guerre, le président Daladier convoqua Pomaret ainsi que Dautry, ministre chargé de l'Armement, pour faire un point sur la préparation de nos troupes et leur équipement. Mon frère accompagna Pomaret et assista à l'entretien. Daladier interrogea les deux ministres sur nos capacités de production d'armement. Et Dautry, qui était quelqu'un de sérieux et de compétent, répondit très clairement au président du Conseil qu'il faudrait au moins un an, voire plus, pour être au niveau de l'adversaire... Stupéfait, Daladier lâcha alors : « S'il en est ainsi, nous n'avons alors plus qu'à faire la paix avec M. Hitler ! » Nous étions en guerre avec l'Allemagne depuis tout juste un mois.

Donc, je n'étais pas du tout sûr que nous fussions aptes à faire cette guerre, même si je ne disposais pas de plus d'informations que celles que l'on avait bien voulu me communiquer. Je vis la période de mobilisation, puis ce qu'on a appelé la « drôle de guerre » avec incertitude mais avec la volonté de bien faire ce que l'on exige de moi : c'est-à-dire défendre mon pays.

Pour autant, je ne comprenais pas pourquoi nous avions déclaré la guerre et qu'on s'abstienne de tout engagement. Mais je comprenais qu'on ne la fit pas, parce que je subodormais qu'on était inférieur à l'armement allemand. J'étais donc partagé. Deux courants opposés s'affrontaient en moi. Je ne comprends pas pourquoi on ne fait pas la guerre et je comprends néanmoins pourquoi on ne la fait pas, parce qu'il faut rattraper le retard. Enfin, je crois...

À ce moment-là, je suis à Toul. Nous faisons des manœuvres. Nous accomplissons notre quotidien et, avec nos supérieurs, nos conversations se limitaient à nos exercices journaliers. Attendre, attendre, attendre : voilà notre quotidien mais en même temps les événements extérieurs se précipitent. La Pologne est dépecée... Je trouvais idiot de traverser des centaines de kilomètres pour aller secourir la Pologne en passant par l'Allemagne pour rejoindre Dantzig. N'était-ce pas comme si nous avions tracé un couloir pour permettre à la Suisse d'accéder à l'océan Atlantique ?

Le gouvernement de la République a été criminel, vraiment criminel de nous envoyer au combat dans un tel état d'impréparation. D'abord il a déclaré la guerre en prenant selon moi des libertés avec la Constitution de la République ! On ne le dit pas, parce que tous les jeunes que je vois sont « sur le cul » quand je le leur dis. On se garde de leur dire. Deuxièmement, on l'a déclarée en sachant qu'on n'était pas prêts. Parce qu'on pensait que l'Angleterre suppléerait à notre inconséquence. Et l'Angleterre, de son côté, attendait que la France fit son travail, ce dont nous fûmes incapables, non pas par manque de courage, car nos hommes se sont battus, mais par la faiblesse de nos moyens. Ces conclusions, je les tire aujourd'hui, bien évidemment ; je ne me rappelle pas avoir dessiné à l'époque quelque chose d'aussi précis. J'ai été surpris d'abord que le gouvernement ait déclaré la guerre et en même temps cela ne m'a pas complètement étonné. Cela m'a surpris au regard d'une réflexion d'ordre essentiellement pratique. Est-ce qu'on est prêt pour faire la guerre ? Car depuis vingt ans il n'était question que de paix, d'entente générale, de pacifisme à tout-va. Politiquement, je n'ai pas compris que l'on déclarât aussi subitement la guerre. Mais, comme on nous avait éduqués depuis des années dans une culture de pacifisme béat, puis de renoncement, les raisons de cette guerre, forcément, m'étaient obscurcies. Soyons clairs : je n'ai pas de haine contre le pacifisme en tant que tel, mais une haine de l'imbécillité. Si le pacifisme est une imbécillité, je suis contre. À la fin des années 1920, je me rappelle avoir été très réservé sur l'attitude de Briand, qui parlait de la paix internationale. Je pensais que c'était de beaux discours mais que cela ne correspondait pas nécessairement à la vérité, à la réalité, à la volonté de l'Allemagne d'établir des relations normales

autres que celles qu'on voulait leur imposer. Dans le même temps, je me rappelle aussi que j'avais conscience de l'injustice, par certains côtés, des traités que nous avons imposés à l'Allemagne. Les conditions particulièrement drastiques tant économiques que territoriales auxquelles on avait soumis les Allemands étaient excessives. On n'humilie pas un peuple, *a fortiori* un grand peuple comme l'Allemagne. De ce point de vue, les responsabilités de Wilson et de Clemenceau ne sont pas négligeables. Hitler est aussi le produit de cette intransigeance. Les traités de Versailles et de Sèvres portaient en germe la guerre. Jacques Bainville avec une extraordinaire lucidité l'avait magistralement écrit dès 1920 dans son ouvrage *Les Conséquences politiques de la paix*. Il prophétisait qu'en l'absence de révision du traité de Versailles on irait à la guerre dans les vingt ans. Avec Dantzig, pour satisfaire la Pologne, on avait entre autres coupé l'Allemagne en deux tout en l'affaiblissant sur ses franges orientales et en l'humiliant sur ses marches occidentales. Nous avons ainsi créé les conditions du ressentiment et de la colère. Les gens qui ont poussé à la signature de ce traité furent des criminels. Et si Bainville, avec sa prescience, ne fut pas entendu, c'est sans doute parce qu'il fut Action française...

C'est tout ce que je me rappelle. Mais je n'y pouvais rien : par mon vote, qu'est-ce que je pouvais ? Sans compter que, tout au long des années 1930, on a développé une forme de pacifisme irréaliste, notamment à gauche. Le Front populaire a accentué, tout au moins au début, ce sentiment. Il a même, à mon avis, retardé la préparation de la guerre. Et Blum s'en est aperçu mais un peu tard. Au début, Blum ne voulait pas de la guerre. Enfin, dans son attitude générale... C'était : la paix, la paix, la paix... Blum était un politique très fin, cultivé, distingué, mais il était socialiste, c'est-à-dire porteur d'une conception du monde très éloignée de la réalité. Cependant, quand il a compris la réalité du danger, il a facilité l'armement. Blum a été amené par la constatation des faits à changer d'avis. C'est tout. Mais nous avons perdu beaucoup de temps alors et le Front populaire n'était pas le seul responsable.

Quand les hostilités démarrent, l'offensive allemande, on est au printemps 1940. Vous êtes où ? Toujours à Toul ? Et comment les événements se précipitent-ils alors ?

Nous sommes alors en manœuvres et l'on nous ordonne de faire mouvement. C'était le 10 mai. D'abord, j'étais étonné qu'on ne prolongeât pas la ligne Maginot¹ par la présence de l'armée française entre la fin de la ligne Maginot et la mer du Nord. Je me disais : « Si les Allemands arrivent, ils peuvent le faire de n'importe où, donc il faut être en mesure de leur résister tout de suite et ne pas être obligé d'aller au-devant d'eux. » Voilà ce que je pensais mais je n'y pouvais rien. Le 10 mai, nous sommes à Valenciennes. À ce moment-là, Hitler a lancé son offensive contre les Pays-Bas et la Belgique.

Et le 15... Quelles sont les troupes qui ont été au contact tout de suite ? Je ne sais plus. Je me rappelle que le 15 mai une compagnie de mon régiment, la 11^e, s'est battue, et que nous étions à l'arrière prêts à la secourir. Le 16 mai, on nous donne l'ordre d'entrer en Belgique, ce que nous fîmes. Ce qui se déroule alors est assez simple : quand on envoie les fantassins devant des chars, ce ne sont pas des fantassins qui s'imposent. C'est tout. Et tout cela avec une aviation supérieure à l'aviation française. Le ciel de Belgique était noir d'avions allemands. Le rôle de l'aviation avait été

négligé, nonobstant les avis de Pétain qui dans l'entre-deux-guerres avait toujours considéré et prophétisé, avec d'autres, la place essentielle que ce moyen prendrait tant au niveau de la chasse que du bombardement dans les dispositifs militaires.

Donc, nous sommes à la fois pilonnés par les blindés et par l'aviation, tout au moins les troupes qui précèdent ma section sur le terrain. Le 16 mai au matin, si j'ai bonne mémoire, mon chef de bataillon a reçu l'ordre de repli. Nous étions alors quelque part entre Bruxelles et Namur.

On me demande de prendre ma section, c'est-à-dire mes 40 hommes, et d'éclairer de la sorte la retraite du bataillon. Et, en éclairant le retrait, je me suis heurté à une troupe allemande qui nous coupait la route, ce que bien entendu nous ignorions totalement. J'ai alors envoyé un agent de liaison avertir pour que le bataillon prît ses dispositions : ou bien le choc ou bien le retrait. Mon capitaine, qui a vu le coursier chargé de dire cela au commandant, a cru que j'étais en danger. Il est venu avec le reste de la compagnie pour me porter secours. C'était le capitaine Claustre. Et en me portant secours, il a été tué ainsi que le tirailleur algérien Zirouki dont je me souviens encore du numéro de matricule, le 2145. Et moi, je suis resté sur le terrain le soir même. Claustre et Zirouki sont des héros, et plus de soixante-dix ans après, je ne peux évoquer leur nom sans une immense émotion. Ces hommes, comme tant d'autres, sont morts pour leur pays dans un acte de fraternité désintéressé que seules des situations extrêmes peuvent commander à un être humain. Pardonnez mon émotion. (*Silence.*)

Nous sommes alors le 16 mai 1940. J'avoue que le choix tactique de l'état-major est difficilement compréhensible : pourquoi nous avoir fait pénétrer en Belgique alors que nous pouvions résister de manière beaucoup plus efficace si nous nous étions limités à occuper nos positions entre la ligne Maginot et la mer du Nord ?

Nous sommes encerclés, avec nos hommes, sans vraiment le savoir et en position d'affronter une grosse troupe allemande qui est supérieure en nombre ainsi qu'en matériel. Et nous allons de fait subir un affrontement avec les Allemands, qui au soir du 16 va me laisser gravement blessé sur le terrain avec quatre balles dans le corps : une balle dans la jambe, une balle dans le bras – je n'ai plus d'articulation –, une balle dans le ventre et une balle dans la cage thoracique, laquelle m'a provoqué un choc épouvantable. J'ai cru que j'y passais. C'est une semaine après que j'ai été ramassé, après quarante-huit heures sur le terrain et quatre jours en transit sans rien manger ou presque dans une école, où des officiers allemands m'avaient déposé avec d'autres camarades, gravement atteints. J'avais 40 hommes avec moi à ce moment-là. Combien restent sur le terrain, combien sont tués ? Je ne sais pas, je me souviens seulement d'un blessé auprès de moi. Une partie de mes hommes a pu rejoindre le bataillon et éviter d'être tuée ce jour-là. Je suis blessé sur le terrain, je souffre terriblement, j'entends des râles aussi autour de moi, je me doute qu'il y a des morts.

Je ne les voyais pas ; l'un de mes camarades est resté toute la journée à mes côtés. C'est celui qui est allé chercher une couverture pour m'en couvrir ainsi qu'une capote pour m'en vêtir aussi. Je lui ai dit : « Qu'est-ce que tu vas faire ? » Il me répond avec son accent arabe : « Je vais me démerder pour regagner le bataillon. » Je lui ai dit : « Dieu soit avec toi ! » Puis il est parti. Je ne sais pas ce qu'il est devenu. Il avait une balle dans le pied, le talon précisément. Il n'a pas dû aller très loin. Et je ne l'ai jamais revu. Qu'est-il devenu ? Puis j'ai vu passer au loin les premiers convois hippomobiles de l'ennemi ; j'ai compris que les Allemands avec leurs blindés étaient très avancés dans le territoire. C'est alors que je me suis dit que nous étions en train de perdre la guerre. Je suis donc resté deux

jours sans boire et en perdant du sang. C'est la guerre, sa grandeur, son horreur, ses moments de solitude et ses instants où des hommes se surpassent !

Vous êtes resté six jours sans soins ou presque ! C'est quand même extraordinaire, votre affaire : vous êtes six jours seul, sur le terrain, en Belgique, au mois de mai ; sans doute fait-il moins froid au mois de mai que durant les longues nuits d'hiver, je vous le concède. Mais comment vous vous nourrissez ? Comment parvenez-vous à résister physiquement ? Et psychologiquement ?

Je ne me nourrissais pas. Et ne pas se nourrir, ce n'est pas très satisfaisant, mais ne pas boire, c'est affreux ! Je n'ai ni bu pendant quarante-huit heures et presque rien mangé pendant près d'une semaine. J'ai pensé que j'allais mourir, bien sûr.

Alors on fait son bilan : le bilan d'un jeune homme qui a 25 ans et des poussières. Est-ce que j'ai bien fait usage de mes dons, selon les préceptes de ma religion ? C'est cela, le bilan. Ou, si on n'a pas de religion, ai-je bien fait usage de mes dons d'après ma conception de la vie ? Naturellement, j'avais reçu une éducation catholique et, quelles que fussent les fautes que j'avais pu commettre, j'ai fait mon bilan. Je me suis apprêté à comparaître devant Dieu. J'ai peu de souvenirs très précis. Parce que, quand vous recevez quatre balles, non seulement c'est un choc mais cela contribue à une révolution intérieure ! Surtout des balles de fusil de 9 millimètres de diamètre. Ce que je sais, c'est que je n'ai aucune rage. Je suis fataliste, pas serein, mais fataliste. Je ne pense pas à la situation politique du pays dans ces instants. Ce n'est que bien plus tard, des semaines après qu'un sentiment de colère a commencé à m'étreindre. C'est nous qui avons déclaré la guerre ! Comme des « cons » ! Et sachant que nous n'étions pas prêts. C'est la faute de Daladier, dont les amis n'étaient pas plus anti-hitlériens que les autres Français.

Mais, bien évidemment, criblé de plombs sur le terrain, sans boire ni manger, ce ne sont pas alors des considérations qui m'agitent. Je me dis seulement que, si je m'en sors, il s'agira d'un miracle... La soif inextinguible, le froid, le sang, un état de demi-conscience... je touche, j'étreins au plus près dans ces instants la solitude et la dure réalité du champ de bataille...

Quand je suis arrivé le 22 au soir à l'hôpital de Maastricht, je me souviens d'avoir été parfaitement lucide. Le cerveau dans ces moments doit passer par des états successifs fort distincts. C'est le mystère de la vie. Je me rappelle simplement avoir été déposé dans un hôpital, dans un endroit que je ne connaissais pas, et l'on me dit alors qu'il s'agit de Maastricht. Vous vous rendez compte : Maastricht, la ville où d'Artagnan est mort. Tout un symbole ! Je réponds à des jeunes femmes et des jeunes filles qui se préoccupent de savoir si j'ai soif : « Voulez-vous un verre de jus d'orange, lieutenant ? – Non, merci. » J'ai fait un caprice : « Je voudrais un jus de pamplemousse. » Alors on m'a dit : « Il n'y a pas de pamplemousse ; voulez-vous un jus de... ? – Non, merci, je voudrais un jus de pamplemousse... » On a envoyé une fille parcourir tout Maastricht qui a trouvé, je crois, un pamplemousse qu'on a pressé et qu'on m'a donné à boire. Ensuite, on m'a installé dans une salle de blessés français et belges, une grande salle où nous étions plus d'une trentaine. Je me souviens encore de l'infirmière qui s'occupa de moi, Mlle Hélène Schumacher.

J'étais en Belgique et je me suis retrouvé un beau soir en Hollande, avec des jeunes femmes souriantes, très gentilles, qui me demandaient ce que je voulais boire. Et moi, avec le caprice... du

pamplémousse !

Je pense que la Providence m'a sauvé. Je sais, parce que je crois, moi, à ces choses-là, que, vingt-cinq ans après la guerre, ma sœur cadette Françoise est entrée dans la chambre de notre sœur aînée Marguerite qu'elle a trouvée en train de dire son chapelet. Et Françoise lui a dit bêtement : « Tiens, tu dis ton chapelet ? » Et Marguerite de répondre : « Oui, à la déclaration de guerre, j'ai promis de dire un chapelet tous les jours de ma vie si nos cinq frères revenaient vivants. » Prière pour les combattants. J'ai la force (je ne dis pas la faiblesse), la force de croire que je dois mon salut à cette promesse, à cette prière... Parce que médicalement on n'a pas compris que je ne fusse pas tué. On n'a pas compris. D'ailleurs, j'ai fait l'objet d'un rapport médical à Genève, un rapport établi par un médecin hollandais, le docteur Romboudt. D'après le point d'impact et le point d'extraction, je devais être fatalement touché : ou un poumon, ou l'autre, ou le cœur, ou l'aorte, ou la veine cave, enfin un organe vital, et je ne l'ai pas été ! D'ailleurs, les deux dernières balles qui m'ont touché furent tirées par une sorte de sniper, laissé sur le champ de bataille par les Allemands.

Le combat avait été d'une rare violence, d'une très grande intensité. Tout se déroulait non pas dans des fourrés, mais en rase campagne. Nous étions totalement à découvert, sans aucune possibilité de s'abriter derrière un quelconque renforcement. La scène demeure très précise dans ma mémoire : je vois encore l'ennemi débarquer en face, dans la poussière. C'est une vision saisissante que de voir ainsi surgir l'adversaire. Soudainement, c'est le but auquel mentalement on vous a préparé depuis des mois. Ce n'est plus attendre, faire des exercices, des manœuvres. Il s'agit alors de se battre contre un ennemi qui n'est pas théorique mais qui est de chair, comme vous et moi.

Ce sont les Allemands qui ont tiré les premiers, parce que nous marchions pour savoir quelle direction prendre. Ils nous ont tiré dessus et on a instantanément réagi. Mon capitaine est venu, comme je vous l'ai dit, etc. Tout va très vite, vous savez : c'est le premier qui tire qui gagne, enfin qui atteint son but ! Les Allemands étaient supérieurs en nombre. Nous ne pouvions qu'offrir une résistance désespérée en se disant que, quitte à mourir, autant bien le faire, avec énergie, l'énergie qui est le suc de l'honneur ! Et nous n'en manquions pas. La 2^e division d'infanterie nord-africaine, à laquelle nous appartenions avec ma section, fut au demeurant l'une des rares à se rendre avec les honneurs militaires, armes au poing avec les Allemands au garde-à-vous. Je tiens à le dire : les Algériens se sont magnifiquement tenus et ils ont combattu avec une rare bravoure.

Vous savez : la guerre est un moment de vérité : les politiques bavardent, les intellectuels glosent, les soldats, eux, se battent et... meurent, parfois et même souvent. Encore une fois, nous étions insuffisamment prêts. Des avions nous survolaient pour nous aider, mais ils étaient très inférieurs à l'aviation allemande. Non, le gouvernement de la République française a commis une impardonnable « saloperie ». Il a gaspillé, profané le sacrifice du peuple français qui était alors encore un peuple de paysans et qui a souffert comme une bête dans les tranchées durant la Première Guerre mondiale. Le régime avait signé des traités qu'il n'avait jamais voulu réviser et en outre il ne s'était pas donné les moyens de faire face au pire.

D'ailleurs, on nous bassine les oreilles avec la République. Mais rappelez-vous : en 1792, quand certains conventionnels ont déclaré la République, ils l'ont déclarée sans consultation, comme s'ils disaient : « Maintenant on va aller acheter du nougat. » Ils n'ont pas demandé au peuple français d'approuver leur décision, décision dont ils se réclamaient ! Non seulement ils ne l'ont pas déclarée spontanément, mais quand l'un d'entre eux a dit aux autres conventionnels : « Il faut demander au peuple français », les autres ont dit : « Arrête ! » Donc la République, que je me garde bien de

confondre avec la démocratie, et qui se drape, bien souvent, dans une tunique de dignité, a plus d'une fois failli. Et dans les années 1930, elle s'est littéralement vautrée dans une défaillance coupable. Enfin tout au moins une grande partie de son personnel politique. L'histoire a gommé cette impéritie pour des considérations idéologiques !

On va y revenir. Vous aviez des frères. Je trouve cela très beau ce que vous avez dit sur votre sœur qui priait. C'est magnifique comme souvenir. Mais vos frères, ils se trouvent où à ce moment-là ? Ils sont tous combattants...

Mon frère Georges venait de combattre. Il était rentré chez lui et il était démobilisé au 141^e de Marseille et de sa région ; il habitait Nice. Il n'a pas été blessé et a reçu la croix de guerre. Mon frère Jacques, lui, était en Afrique du Nord. Mon frère Pierre, longtemps mobilisé en France dans son service, avait demandé à rejoindre son corps. Il était prisonnier en Autriche, à l'Oflag XVII. Dès 1940, il va donner des cours dans son camp à des camarades prisonniers. Mais nous ne disposions que de nouvelles parcellaires ; la correspondance était fortement limitée et censurée. On ne pouvait pas écrire aux prisonniers sans exemplaire officiel. Ceux-ci étaient rares. Il fallait un formulaire correspondant...

Mon frère André n'avait pas fait la guerre, car une jambe l'en empêchait. Quant à moi, je suis immobilisé à Maastricht en 1940 où j'arrive le 22 mai. On me soigne avec une attention admirable. Je reprends progressivement des forces, autant que faire se peut. Je n'ai que peu d'éléments d'information sur ce qui est en train de se passer sur le terrain, et plus particulièrement en France. Je me souviens aussi que les informations nous parvenaient par bribes.

On savait simplement que les Allemands avaient envahi la France, que le gouvernement français avait demandé l'armistice. D'abord, j'étais très sonné. Je me rappelle qu'étant blessé à la jambe et au bras aussi on m'avait fixé le corps, mon buste sur ma couche, et je levais ma jambe pour faire des exercices de mobilité.

On sait que la France est envahie de plus en plus jusqu'au jour où, en effet, un gouvernement sollicite l'armistice. Les nouvelles internationales circulaient et les Hollandais nous fournissaient des informations. Mais je ne me rappelle pas comment et qui m'a transmis la nouvelle de la demande d'armistice.

Par contre, j'ai appris avec satisfaction que le maréchal Pétain était au gouvernement après le terrible sentiment d'humiliation ressenti suite à la cessation des combats. Oui, bien sûr. Un sentiment d'humiliation. Car c'est nous qui avons déclaré la guerre. « Nous vaincrons parce que nous sommes les plus forts. » Les mots de Reynaud revenaient sans cesse en moi, même si ce dernier n'était pas le pire de la classe parlementaire de la III^e République agonisante. Des affiches d'un mètre carré. Je les vois, comme je vous vois. Cette propagande-là, j'avais fini par y croire, malgré mes doutes, mes incertitudes ; quelque part, j'étais un jeune homme élevé dans le culte et le respect de l'autorité.

Si le gouvernement nous disait cela, c'est que son mot d'ordre était fondé. Nous n'avions aucune raison de le nier. Je pouvais certes avoir des doutes quant à la parole du gouvernement mais je ne parvenais pas à me résoudre à la nier. Il me semblait normal qu'après avoir gagné en 1918 et avoir en principe préparé certaines choses nous fussions les plus forts. Je finissais par l'admettre puisqu'on nous le disait ! La méthode Coué en politique existe, mais quand le destin est plus fort,

qu'y peuvent les gouvernants ? Les antiques avaient la sagesse de penser qu'il y avait des forces au-dessus des hommes. Cette confiance, certes relative, mais confirmée néanmoins était partagée par une majorité de Français.

Les Français n'ont pas attendu que les Allemands vinssent sur eux. Ce sont les gouvernants qui nous avaient lancés dans la guerre : c'était donc une présomption que nous étions les plus forts ! Et quand on nous l'a dit, je l'ai cru. Comme tous les Français d'ailleurs, à part quelques-uns qui savaient pertinemment que tout cela était faux. Nos gouvernants, encore eux, étaient désarmés et ils avaient depuis des années mis leur peuple en danger. La III^e République a failli par son aveuglement tuer la France !

Il est naturel alors que je ressente donc de l'humiliation, de la colère aussi d'une certaine manière... Et cette colère commence à se cristalliser contre les gouvernements successifs qui ont mené à ce désordre. Et je me dis, non sans véhémence : « Quand même, cette fois-ci ils nous ont envoyés dans le pétrin sans nous y préparer ! » On nous envoie sur le front en proclamant notre force inextinguible, et en trois semaines tout est réglé, nonobstant le sacrifice des combattants. En six semaines, ce sont près de 100 000 hommes qui sont tombés, faut-il le rappeler, beaucoup plus qu'aux jours les plus sombres de Verdun.

L'accession de Pétain à la tête du gouvernement m'a réconforté. Pétain, c'était en effet le vainqueur de Verdun et surtout celui qui avait remonté le moral en 1917. Parce qu'en 1917 la décomposition morale des troupes était à son comble. Le général Pétain a remis de l'ordre. Il a « savonné » la tête, si je puis dire, des officiers, en leur disant : « Occupez-vous de vos hommes, contrôlez leur soupe au lieu de vous occuper de votre popote... » Le peuple savait cela, les combattants surtout qui vouaient un culte certain à la personnalité du futur maréchal. Ils l'écrivaient à leur mère ou à leur femme. Aux yeux de l'opinion française, Pétain était un chef soucieux des hommes. Son aura était indiscutable. Et il passait, contrairement à beaucoup d'officiers, pour un général authentiquement républicain. Encore une fois, l'arrivée de Pétain atténuée, pour ce qui me concerne, l'humiliation, la colère, et laisse place à une forme de soulagement.

Néanmoins, je demeure inquiet car c'est un Pétain à la tête d'un pays vaincu. Et je pensais que nous allions payer la note d'une façon ou d'une autre. D'ailleurs, les Allemands ont été des imbéciles d'accéder à la demande du Maréchal et d'accorder l'armistice. Ils n'avaient qu'à dire : « Fichez-nous la paix ! » Ils avaient les moyens d'envahir toute la France. Rien ne les en empêchait. Je suis convaincu, même si rien ne me le prouve, que c'est la personnalité de Pétain, dont Hitler avait une connaissance précise, et notamment pour son rôle en 1917, qui a poussé celui-ci à nous accorder une trêve relativement, je dis bien relativement, aussi favorable. Une fois encore, je ne comprends pas que les Allemands n'aient pas occupé la France alors qu'ils le pouvaient ! Un armistice ? « Non, je ne veux pas de votre armistice, continuez, poussez, allez, en avant, mes Allemands ! » Hitler avait les moyens militaires d'une politique d'occupation totale et rapide. Et nous autres n'avions aucune possibilité de les arrêter. Et ils allaient jusqu'aux Pyrénées et à la Méditerranée, c'est-à-dire en Afrique du Nord. Voilà qui aurait changé le sens de la guerre ; il n'y aurait pas eu 1942... Churchill lui-même, beaucoup plus tard, l'a reconnu quelque part : « L'armistice finalement nous a rendu service car il a évité l'invasion de l'Afrique du Nord par les Allemands qui seraient allés jusqu'en Égypte, et là, notre position eût été beaucoup plus difficile. »

Je suis parfaitement conscient de formuler une thèse qui n'est pas majoritaire mais l'armistice accepté par les Allemands est une forme de baiser qui se retournera contre eux ! Obsédé par

l'Angleterre, sans doute travaillé par sa haine des Slaves, Hitler a commis une erreur et la demande d'armistice l'a quelque part piégé... Nous n'avions en 1940 plus les moyens de nous opposer militairement à la déferlante allemande. Je ne parle même pas des politiques qui fuyaient comme les autres, en donnant des ordres aux administrations restées sur place pendant que les parlementaires se précipitaient, eux, à Bordeaux et ensuite à Vichy ! Les parlementaires avaient été séparés dans les conditions que vous savez : les ministres traversaient la Loire et, souvent, les fonctionnaires faisaient preuve d'un plus grand sang-froid. Le 10 juillet, le Parlement, avec certes Laval à la manœuvre, confère les pleins pouvoirs à Pétain. Je rappelle que c'est quand même la Chambre issue du Front populaire qui procède à ce vote. Et à ce stade, il convient de tordre le cou à cette idée selon laquelle le Maréchal a été l'inspirateur d'un complot pour renverser le régime. Mais c'est le régime lui-même qui s'est sabordé ! Ce sabotage résulte d'un long processus de dégénérescence qui a commencé dans les années 1930 pour aboutir au résultat que l'on connaît. Pétain n'était pas anti-républicain d'abord ; il n'était pas plus un admirateur, même « honteux », des autocraties fascistes ; il était, comme beaucoup d'autres, effaré par l'impuissance chronique des gouvernements. Et quand il quitte l'Espagne pour rejoindre la France au printemps 1940 et entrer au gouvernement, il déclarera avec réalisme : « J'ai tout à perdre à accepter cette responsabilité, sauf l'honneur. »

Sur le moment, ces pleins pouvoirs conférés à un seul homme, pleins pouvoirs dont il faut bien mesurer le caractère exorbitant puisqu'ils confondent sur une même personne l'exécutif, le législatif, le droit de grâce, etc., ne m'ont pas troublé, quelle que soit la dimension terriblement concentrée et exclusive de la confiance qui est alors dévolue au Maréchal au regard de l'histoire. On peut le dire : c'est un pouvoir absolu digne des rois de l'Ancien Régime !

Mais je n'ai pas pensé au changement profond que cette donne nouvelle introduisait alors par rapport aux divers gouvernements précédents. Je me suis dit : « Ça se passe comme ça, il y a une grande figure à la tête de l'État, tant mieux ! » C'est tout. Et je n'ai pas réfléchi : la République... Surtout que la République avait été violée je ne sais combien de fois auparavant... Et puis nous étions dans un tel désordre que le recours à un homme fort, admiré de tous, s'imposait presque naturellement. Les Français, majoritairement, dans leur grande détresse, applaudissaient à cette solution !

Je suis d'autant moins sensible aux conséquences institutionnelles que je ne suis pas en France. Je reste jusqu'au 3 septembre à Maastricht. Je n'ai pas de nouvelles de ma famille, même si j'écris à mes parents, sans aucune certitude sur l'arrivée à bon port de mes courriers. Je remettais mes correspondances au service administratif de l'hôpital, un couvent de Jésuites qui était transformé en hôpital, à Maastricht, 52, rue des Tongersestrad. Je sais que j'étais là, mais de mon côté je ne recevais aucune lettre.

Les Allemands sont présents aux Pays-Bas à ce moment-là. Ils gardent l'hôpital et le dirigent, mais je n'ai pas de contacts avec eux. Je ne les vois pas. Je suis en relation uniquement avec le corps médical : des infirmières et des médecins.

Je vois les Allemands le 3 septembre, quand on part de Maastricht. On nous annonce que nous allons sortir de l'hôpital. C'est une décision allemande. Dans un cas comme celui-là, vous subissez, vous ne savez pas. Et je me suis trouvé dans un camp, en Allemagne ; et là, avec un autre de mes camarades qui était blessé lui aussi, au bout de deux ou trois jours ou quelque chose comme cela, on nous a envoyés dans un hôpital allemand, en Westphalie, là où il y avait le camp, l'Oflag. Je dois reconnaître que nous avons été très bien soignés et très correctement traités.

Nous étions en contact avec des sœurs allemandes mais aucunement avec des administratifs ou des politiques allemands. Nous sommes restés jusqu'au tout début de décembre. Ce n'est que le 2 ou 3 que l'on nous a mis dans un train en direction de Lyon. Comme nous étions en Westphalie, la ville de France la plus importante et la plus proche, ce n'est pas Paris, mais Lyon, qui est en zone non occupée. Je suis *de facto* resté prisonnier seulement trois mois en Allemagne.

J'entends encore un Allemand nous dire le jour de notre départ : « *Haust !* Dehors ! » Et je n'ai aucun élément d'information précis sur la manière dont se déroulent les choses en France, sur les premières mesures gouvernementales et rien sur la composition du gouvernement. Rien sur la rencontre de Montoire, par exemple. Rien sur les premières dispositions enclenchées par le nouveau régime.

Un beau jour, on nous a mis dans un train en direction de Lyon. Et là, comme j'avais une sœur, je lui ai fait signe et elle m'a hébergé quelque temps.

Pourquoi ai-je été libéré ? Tout simplement parce que j'étais blessé et que les Allemands ne souhaitaient pas être encombrés par des blessés militairement irrécupérables ; et quelqu'un qui est blessé au bras est de très peu d'utilité ; enfin, les Allemands, peu respectueux des conventions internationales, pouvaient à peu de frais montrer qu'ils les respectaient ainsi. Mes camarades et moi, nous étions une charge pour les ennemis ; alors on nous renvoya chez nous... quelque part, ma blessure a été ma chance.

Je ne me rappelle pas comment, mais je me souviens bien d'être arrivé par la Suisse, car je vois encore le train se dirigeant vers la Confédération, où les lumières palpaient, alors qu'en Allemagne l'obscurité régnait. J'éprouve alors une sensation aérienne de légèreté ou si vous préférez (est-ce la même chose ?) un sentiment de liberté, mais je n'ai pas spécialement pensé à ce moment-là aux 1 600 000 prisonniers qui restaient. J'y ai pensé en arrivant en France, seulement.

J'ai durant cette détention lié des contacts avec des compagnons d'infortune. Je me souviens de l'un d'eux, un Marocain, un Français vivant au Maroc. C'était un officier des troupes marocaines qui était devenu lieutenant, après avoir été sous-officier pendant des années. Il habitait Marrakech, et j'ai correspondu longtemps avec lui, de même qu'avec le fils d'un caïd de Oued-Zem qui comme moi était blessé. Nous avons également échangé de nombreux courriers pendant un certain temps. Parce que, du Maroc où il était rentré et où il y avait à ce moment-là du linge dont nous étions dépourvus en France, il avait envoyé quelque chose à l'une de mes petites filleules...

De retour, ma priorité absolue a été de parachever ma convalescence, puis de réfléchir à mon avenir et à la manière dont je pouvais me rendre utile pour mon pays. J'étais physiquement sonné et politiquement abasourdi par la défaite, blessé dans mon patriotisme, mais soucieux de participer à ce que Pétain s'efforçait de faire, à savoir à l'impulsion de ce que je percevais à l'instar de beaucoup de Français comme un mouvement de renouveau. La France était à terre, mais j'y croyais encore.

On va y revenir. Mais auparavant parlez-nous de la France que vous retrouvez. Vous l'avez quittée souveraine et libre, vous la retrouvez battue, amoindrie et fractionnée en plusieurs zones.

Ma première préoccupation, vous l'imaginez, consiste à me soucier de ma famille. Dans l'adversité, dans les grands cataclysmes, la cellule familiale agit comme un élément réparateur et

apaisant. Rentrant en France, j'apprends la captivité de mon frère Pierre. Il avait demandé de quitter son administration pour combattre. Désormais, il était prisonnier. C'est bien sûr un motif d'inquiétude. Fort heureusement, mes autres frères, eux, sont sains, saufs et... libres. Après une halte de quelques jours à Lyon, je rejoins Marseille, le bras en écharpe, où je retrouve mes parents. Mon père avait 64 ans. Il était grand et très vert encore. J'appris en le retrouvant qu'il avait bien reçu l'un de mes courriers l'informant de mes blessures. Je fus accueilli comme un rescapé.

Bien sûr, c'est une France mutilée, rationnée et désappointée que je retrouve. Le rationnement est un enjeu majeur pour les gens. On avait quelques grammes de viande par mois et par personne. Pas beaucoup plus de sucre. La fraude était répandue avec le marché noir. Des tensions très fortes se manifestaient autour de la question alimentaire entre villes et campagnes, entre régions, entre classes sociales. Je dirais même que ce problème de ravitaillement empoisonnait la vie quotidienne en excitant les pires instincts. Je m'intéresse peu à vrai dire dans le détail aux dispositions prises par le gouvernement du Maréchal d'autant plus que la période où je rentre coïncide avec un certain flottement : Laval vient d'être écarté au grand mécontentement des Allemands. Ce qui, quelques semaines après l'entrevue de Montoire, infirme pour l'opinion cette idée selon laquelle le Maréchal serait l'initiateur d'une politique de collaboration. Montoire a été organisé, faut-il le rappeler, à l'initiative de Laval.

Quoi qu'il en soit, la présence de Pétain est pour moi, comme pour beaucoup de nos compatriotes, une large majorité même, un gage de résistance aux exigences allemandes et de protection pour les Français.

En outre, familialement, c'était un sentiment également partagé que l'aura du Maréchal préservait le pays, d'autant plus que, comme je vous l'ai dit, nous le connaissions personnellement. Ma famille avait en effet, dans les années 1890, reçu le capitaine Pétain dans la propriété de mon grand-père à la villa Saintis à Saint-Loup à Marseille. J'ai eu pendant longtemps, mais elle m'a été volée, une photographie du capitaine Pétain jouant au croquet à côté de ma tante dans la villa de mon grand-père. Nous avions noué des liens. Ma tante recevait encore de la correspondance privée. Le Maréchal lui répondait régulièrement : « Chère mademoiselle... » Ce n'était pas des liens d'une intimité tels que ceux qu'il avait noués avec la famille du docteur Ménétrel, mais des relations empreintes néanmoins d'une grande cordialité et d'une fréquence soutenue. Indéniablement, nous avions sympathisé avec Pétain lors de son séjour marseillais.

Plus largement, il faut bien comprendre que le Maréchal jouissait d'une très grande popularité. La France entière venait l'acclamer. Il déclenchait la liesse et des manifestations évidentes de sympathie. Et je suis arrivé au cabinet au moment où le Maréchal faisait encore beaucoup de voyages, en avril 1941. Il effectuait des déplacements qui suscitaient un réel enthousiasme. Dans l'imaginaire collectif du moment, il incarne la France, l'espoir, et cela peut vous surprendre, celui qui nous protège des occupants, leur résiste autant qu'il est possible de le faire dans un contexte où nous avons été vaincus, et dans quelles conditions. Ce qui ne fait aucun doute, c'est que l'opinion publique n'associe certainement pas la figure de Pétain à l'idée de renoncement et de soumission aux Allemands. Dans tous les cas, certainement pas au printemps 1941 quand je m'apprête à rejoindre le cabinet.

Pour ma part, la question qui me taraude en ce début de 1941, alors que je me rétablis progressivement et que je commence à m'interroger sur mon avenir, c'est de savoir quand et comment le pays recouvrera sa liberté. Et surtout comment ?

Ai-je entendu parler de De Gaulle à ce moment-là ? Non, pas avant de prendre mes fonctions au Parc. On entendait encore peu parler de De Gaulle. En Allemagne, durant ma captivité, personne n'en parlait. Seule une poignée de gens trouve dans ce général des raisons d'espérer. Mais ce n'était pas mon cas. De toutes les façons, dans le face-à-face qui par la suite opposera les deux hommes, Pétain au tout début 1941 occupe tout l'espace. C'est lui qui incarne la France, son avenir et même l'espoir de sa liberté à venir... La bataille pour la voix de la France est sans doute engagée, mais nous n'en avons pas encore conscience.

Du côté de Vichy

Quelle est l'atmosphère générale en ce printemps 1941 au moment où vous faites votre entrée au cabinet et comment celui-ci s'organisait-il ? Comment le secrétariat particulier s'articule-t-il avec le reste des autres services ?

Comme vous le savez, en décembre 1940, Laval a été aimablement remercié, dans des conditions qui ont fortement déplu aux Allemands. Et en avril 1941, après l'épisode de très courte durée de Flandin qui dirigea pendant quelques semaines le gouvernement, celui qui est le numéro deux du régime après le maréchal Pétain, c'est l'amiral Darlan.

Il s'agit d'une période assez complexe parce que Darlan, de son côté, va donner des gages ou va donner l'impression de donner des gages très importants aux Allemands en termes de collaboration. C'est une période où les Français, au mois de juin, vont s'affronter en Syrie, notamment, puisqu'il y a l'affaire syrienne en 1941. C'est une période où se développe ce qu'on appelle le complot des synarques.

À dire vrai, je n'avais pas encore une conscience très vive, jeune entrant au cabinet, de tout ce qui pouvait se tramer, des nuances, des lignes de force. Ce n'est que progressivement que les choses vont s'éclaircir, devenir familières afin que je commence à décrypter les évolutions, les rapports de force, le contexte. Pour ce qui concerne les synarques, on murmure certes que des influences visant à organiser les moyens de production et contrôler ces derniers sont à l'œuvre au gouvernement, bien plus d'ailleurs que dans l'entourage de Pétain. Tout cela relève du mode de la rumeur : « Ils ont un plan secret, qu'ils taisent », etc. Pour tout vous dire, je suis très circonspect quant aux synarques. Cela ne m'étonne pas que des gens aient eu envie de contrôler les moyens de production et de distribution dans le contexte de l'époque où nous étions fortement contraints déjà par les exigences économiques insupportables des Allemands. Certes, plusieurs ministres et membres du cabinet étaient d'anciens de la banque Worms¹. Beaucoup de rumeurs circulaient à et autour de Vichy, mais peu d'entre elles étaient fondées. Celle des synarques a été démystifiée par la suite. Cela dit, il existe au sein même du régime une sensibilité fortement rationalisatrice, capitaliste dont par exemple quelqu'un comme François Lehideux, qui sera secrétaire d'État, incarna assez bien la ligne. Au demeurant, d'aucuns manifestaient des réserves vis-à-vis de Lehideux parce que, bien que ministre du Maréchal, il était considéré comme le représentant de la grande puissance industrielle et financière patronale. Par conséquent un courant très anti-social. Et c'est vrai que les orientations du Maréchal n'étaient pas fondamentalement libérales et capitalistes... Pétain avait la fibre sociale. C'était un fils de paysan du Nord. Il n'a jamais renié ses origines et, si l'armée a constitué pour lui un formidable levier d'ascension sociale, il n'a jamais oublié d'où il venait. Son humilité était telle qu'il ne supportait pas que l'on chantât « Maréchal, nous voilà » en sa présence. Il en souffrait réellement. Contrairement à ce que l'on peut penser, il se méfiait de tout culte de la personnalité.

Dans tous les cas, cette affaire des synarques n'est pas un sujet pour moi à ce moment-là.

Les rapports de Darlan et de Ménétreel ne sont pas – c’est un fait avéré – excellents. Ménétreel ne se confie pas pour autant. Parce que tout se sait, notamment dans une petite ville comme Vichy qui concentre sur quelques mètres carrés une densité en tous points exceptionnels de responsables et de dirigeants comme seule peut-être la Cour à Versailles en a concentré auparavant. Ce que je peux en dire, c’est que la germanophobie incontestable de Ménétreel ne pouvait en aucun cas se satisfaire de toute attitude un tant soit peu « coopérante » avec les Allemands. Et Darlan a donné des signes à un moment donné à l’occupant qui ne pouvaient que déplaire au docteur. Je crois que Darlan considérait Ménétreel de son côté comme un anglophile à l’extérieur et un réactionnaire à l’intérieur². Mais tant l’amiral que le docteur au regard de l’extérieur savaient se montrer cordiaux l’un vis-à-vis de l’autre, à défaut d’être amicaux. Les déjeuners ou les dîners auxquels j’ai eu l’occasion de participer autour du Maréchal en présence des deux hommes ne trahissaient aucune dissension. De toutes les manières, ces repas se déroulaient toujours dans une atmosphère fort civilisée et l’on n’y abordait jamais – à découvert je dirais – les questions politiques. Les mécanismes d’autocensure fonctionnaient bien à Vichy. Au demeurant, cela est vrai, je crois, pour toute situation de pouvoir. Darlan était à coup sûr une belle figure de marin mais qui connaissait bien les jeux complexes de la politique. Son père avait été parlementaire et il avait été l’un des protégés du grand ministre de la Marine que fut Georges Leygues. La plus encombrante dans ces déjeuners, finalement, c’était l’épouse du Maréchal. Sans doute imaginait-elle que son statut d’épouse du chef de l’État la prédisposait à s’occuper de politique. Ce n’était pas du tout la pensée de son mari ainsi que de ceux qui voulaient le servir. Somme toute était-elle plus conservatrice que le Maréchal... Fondamentalement, elle n’avait pas d’intérêt. Le Maréchal la supportait, j’imagine, gentiment.

Les relations de Ménétreel avec la Maréchale s’en ressentaient également. Dans son cœur, Ménétreel la supportait modérément parce qu’elle voulait s’occuper de choses qui ne la regardaient pas. Mais il ne le manifestait pas trop, de façon à ne pas être imprudent.

Comment était organisé le cabinet du maréchal Pétain ? Il y avait le secrétaire particulier avec le docteur Ménétreel. Il y avait d’autres structures ?

À côté du cabinet civil, il y avait d’abord le cabinet militaire. De vous à moi, les militaires, qui avaient perdu la guerre, pensaient qu’il leur revenait de droit le soin de diriger et de gouverner. À sa tête se trouvait un général, le général Campet, une personnalité de très grande qualité, lequel au demeurant a protégé jusqu’à son arrestation en 1943 par les nazis le chef de l’armée secrète, le général Delestraint.

Au regard de mes espoirs et de mes attentes, sans doute naïfs, je ne pensais pas que les militaires puissent incarner le renouveau que les premiers messages du Maréchal autour des valeurs du travail et de la famille entre autres avaient laissé entrevoir pour quelqu’un qui, comme je le fus, avait été pour le moins indisposé par un régime précédemment incapable de réforme et d’affronter avec conséquence la marée montante des périls. Je voulais donc participer au renouveau, parce que le Maréchal tenait un beau langage ; ses messages avaient à mes yeux du ton ; cela sortait du cœur. Dans les premiers mois, il y eut indéniablement un mouvement considérable, nonobstant la blessure profonde de la défaite et de l’Occupation. Ses premières paroles d’espoir, aussi déchirantes soient-elles, ont été données au peuple français prostré par la défaite par celui que le président Lebrun

venait de nommer le 17 juin.

Au-dessus du cabinet militaire avec le général Campet et du cabinet civil dont dépendait le secrétariat particulier, il y avait un secrétariat général dirigé aussi par un militaire, le général Laure, un proche de Pétain depuis de nombreuses années qui quittera ses fonctions en 1942 lorsque Laval, auquel il était profondément hostile, reviendra aux affaires. Le secrétariat général s'occupait de ventiler les différents dossiers dans les services compétents, cabinet civil ou militaire. Laure, bien qu'il fût militaire comme Campet au demeurant, pesait peu politiquement par rapport au cabinet civil qui était piloté par un homme exceptionnel, un grand directeur, du Moulin de Labarthète, qui était inspecteur des Finances et qui avait du ton, de la prestance, de l'assurance, en d'autres termes de la surface. Son frère avait été tué sur le front au printemps 1940.

Du Moulin a une quarantaine d'années, 45 ans tout au plus. Il a connu Pétain à l'ambassade de France à Madrid alors qu'il était conseiller financier. C'était quelqu'un qui pesait sur les affaires et qui pour adhérer aux préceptes de la révolution nationale n'en demeurait pas moins foncièrement hostile aux Allemands. C'était un haut fonctionnaire avec des convictions très fortes et il avait été proche, je crois, de ceux qui le 6 février 1934 avaient manifesté. Ce qui lui avait valu quelques désagréments sur le plan professionnel dans un milieu où la prudence se confondait avec un sens souvent avéré de l'opportunisme. Du Moulin était, lui, vertébré et ne manquait pas de panache. Je me rappelle qu'en avril 1942, quand le Maréchal l'a appelé pour lui dire : « Je suis obligé de me séparer de vous, les Allemands l'exigent », j'entends et je vois encore du Moulin sortant du bureau du Maréchal, traverser le couloir du Parc, où je me trouvais accidentellement, et dire à haute voix : « Racine, mon ami, dites-vous bien que je quitte le Parc avec un écriteau sur les fesses : foutu à la porte par les Boches ! » Je me disais : « Il est fou, s'il y a des gens qui écoutent. » Car Vichy, y compris avant 1942, regorgeait d'agents travaillant pour la Gestapo. Et il est parti.

André Lavagne, son adjoint, qui était, lui, conseiller d'État, a pris sa succession. Le secrétariat particulier, auquel j'appartenais, se situait dans une zone que je qualifierais d'intermédiaire entre les affaires réservées, des dossiers parfois très politiques, et le tout-venant. Nous disposions d'une antenne parisienne également, dirigée par un ami du docteur, André Manoury. En quatre ans, je ne me suis rendu qu'une seule fois à Paris. Mon choc fut terrible lorsque je découvris le drapeau nazi flottant sur l'hôtel Crillon, place de la Concorde, et sur d'autres édifices. Le sol littéralement se déroba sous mes pieds !

Mais le docteur Ménétrel entendait jouer un rôle, et non des moindres. Cela lui était d'autant plus facile que son bureau à l'Hôtel du parc était contigu et communiquait avec la chambre du Maréchal par une double porte. Formellement, le docteur Ménétrel n'avait à s'occuper que de petites choses sans importance puisque les dossiers majeurs relevaient du cabinet civil ou du cabinet militaire. Mais il ne l'entendait pas de cette oreille et il aspirait à jouer à mon avis un rôle politique. Progressivement, il a conquis cette fonction, prenant sans doute des initiatives personnelles avec la bienveillance implicite de son mentor. Ménétrel et du Moulin ne travaillaient pas ensemble, même si les contacts étaient quotidiens.

Le courrier transitait par le secrétariat général qui ventilait les correspondances vers le civil, le particulier, le militaire, etc. Le docteur Ménétrel a commencé à s'occuper d'affaires qui ne se limitaient pas à des histoires de layette ou de biberon pour les enfants. Il le faisait d'autant mieux que tous les jours il accompagnait le Maréchal dans ses promenades entre 12 h 30 et 13 heures.

Ménétrel est incontestablement le plus proche collaborateur du maréchal Pétain, parce que leurs

liens sont quasi familiaux. Son poids politique, s'il n'est pas apparent dans l'organigramme, l'est *de facto* réellement. Il était le fils d'un médecin qui avait été le médecin du Maréchal. C'est ainsi que leur proximité s'est nouée. Le Maréchal avait eu beaucoup d'amitié pour le docteur Ménétreel père. Il était devenu naturellement le parrain du fils. Pour autant, je pense que du Moulin, jusqu'en 1942, a par la force de sa personnalité, et nonobstant des relations cordiales entre les deux hommes, limité, contenu l'influence et les jeux d'influence de Ménétreel.

Quelles sont vos missions donc au cabinet et comment évoluent-elles au gré des circonstances et de vos contacts ?

Mes journées tout d'abord étaient organisées de manière assez routinière. Je me levais, faisais ma toilette, prenais un petit déjeuner que l'on m'apportait et je me mettais au travail. Selon les demandes, je recevais les gens qui venaient nous voir et que le docteur Ménétreel m'envoyait sachant que ce dernier, très occupé, ne recevait que des gens qu'il estimait indispensables à l'accomplissement de sa tâche. J'avais aussi une existence à côté. Il existait une vie culturelle à Vichy. Le soir ou en fin de journée, on pouvait assister à des représentations théâtrales, des opéras, etc. On y croisait ainsi des comédiens et des comédiennes en vogue. C'est terrible à concevoir, mais dans le fracas la vie continuait malgré l'ampleur des événements et du labeur.

Pour en revenir à l'exercice de mes responsabilités, j'ai donc commencé à répondre aux lettres des mères et autres. Petit à petit, dans les différents courriers qui arrivaient, il y avait entre autres ceux des prisonniers et des familles de prisonniers. Cela m'intéressait d'autant plus que je connaissais, pour l'avoir vécue sur une courte période, la situation en captivité. En outre, j'avais un frère qui l'était également, mon frère Pierre, sans compter de nombreux camarades.

À l'image de ce que Ménétreel faisait, j'ai élargi progressivement mon périmètre d'intervention. Un beau jour, je tombe fortuitement sur un projet de réponse, suite à une correspondance de prisonnier transmise au Maréchal. De mémoire, je me souviens du caractère très administratif du projet de courrier avec des formules ainsi libellées : « Monsieur, le Maréchal, chef de l'État, a reçu votre lettre, etc. » Et l'ensemble se terminait par : « Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée. » Je me souviens alors d'avoir été scandalisé sur le fond et la forme. J'ai pris la lettre, je l'ai montrée au docteur et je m'entends encore lui dire : « Docteur, vous savez où il peut se le mettre, son projet, le chef du cabinet militaire, alors que le prisonnier écrit avec confiance au Maréchal ? » Le docteur Ménétreel a décroché son téléphone et a dit au secrétaire général : « À partir d'aujourd'hui, vous me remettrez toutes correspondances relatives aux prisonniers. » Désormais, aucune de ces lettres ne partira sans mon *imprimatur*. Très souvent je les signerai en commençant ainsi : « Cher camarade ».

On s'occupait également de propagande. D'ailleurs, mon arrivée en 1941 correspond, sans qu'il y ait de liens de cause à effet, à l'élargissement des prérogatives de Ménétreel avec la création d'un service de propagande qui sera piloté par Louis Croutzet, un proche du docteur. Il était un peu plus âgé que moi et son bureau, situé au rez-de-chaussée, était destiné à éditer des éléments de propagande. La question de la propagande illustre bien les batailles, les oppositions qui pouvaient exister entre le secrétariat, véritable garde rapprochée de Pétain, et le gouvernement, qui disposait d'une délégation à la propagande. Darlan, d'ailleurs, va remettre définitivement, tout au moins

formellement, la main sur celle-ci à l'été 1941. Ce qui n'empêchera pas notre structure de continuer à développer une politique dans ce domaine. À l'instar du docteur, j'y jetais un coup d'œil. L'organisation était telle que je n'avais pas de pouvoir administratif, mais dans les faits je procédais comme si j'en avais. Nous vivions dans un système mouvant, incertain, où il y avait du jeu en dépit des organigrammes. C'était aussi la règle du clair-obscur, cette époque. Et ce, à tous les niveaux.

Vent mauvais

1941, c'est tout à la fois l'internationalisation du conflit avec l'opération Barbarossa, l'entrée en guerre des États-Unis en décembre, le durcissement de l'Occupation avec les premières exécutions d'otages, la création des sections spéciales, les affrontements franco-français en Syrie, etc. Comment la guerre prend forme dans les yeux du jeune homme que vous êtes ? Et comment le cabinet de Pétain réagit-il à cette succession d'événements ?

La rupture du pacte germano-soviétique m'a autant étonné qu'en son temps sa signature. Il se murmurait que Staline lui-même ne s'attendait pas à cette offensive. Et, *de facto*, la surprise au cabinet fut totale et nous laissa quelque peu abasourdis, tant nous pressentions que le choc serait titanesque. Il est possible que cet engagement d'Hitler contre le bolchevisme ait déculpabilisé certains soutiens de la collaboration avec l'Allemagne. Ce combat contre le communisme pouvait donner du sens à la politique de collaboration car il introduisait une dimension positive pour des gens qui étaient très hostiles au communisme. Je partageais cette hostilité pour ma part mais ma germanophobie l'emportait sur tout. Néanmoins, mon sentiment personnel, mon opinion ne comptaient pas au sein du cabinet civil. Le jeune Racine, protégé du docteur Ménétreel, était sympathique parce qu'il avait été blessé ; on l'avait décoré, mais on ne se préoccupait pas tellement de ses avis. On me trouvait dynamique et cordial au service de l'État mais je n'appartenais pas au sérail des hauts fonctionnaires, membres des grands corps, ou à la caste des militaires qui, quand même, pullulaient dans les couloirs du Parc...

Dans tous les cas, lorsque j'apprends qu'Hitler se dresse contre son ancien allié, je suis stupéfait mais je ne me dis pas alors qu'il s'agit d'un tournant. À vrai dire, j'étais littéralement accaparé par le sort des prisonniers de guerre qui me désespérait parce que je ne suis pas sûr qu'en France on se rendît compte du malheur de ces derniers, dans l'opinion publique en général. Les femmes des prisonniers, bien sûr, en avaient conscience. Il faut savoir ce que c'est que voir se lever un jour qui n'apportera rien, le voir se terminer et voir le jour du lendemain qui n'apportera rien, pour comprendre l'angoisse de la captivité. Quand je fus captif moi-même, je me disais : « Comment et quand ça se terminera ? » « Comment on va faire, quand va-t-on rentrer et comment ? » Désormais libéré, de retour en France et en capacité d'être utile, je continuais à me mettre à la place de mes camarades retenus par les Allemands. Au demeurant, je dois dire que le paramètre de la captivité de près de 1,5 million de nos compatriotes constituait pour le Maréchal et son entourage une préoccupation prioritaire qui commandait de nombreux actes de gouvernement.

Pour en revenir à l'équipe Ménétreel au sein de laquelle j'œuvrais, elle ne limitait pas son action à répondre aux courriers ou à superviser la politique des prisonniers. Le docteur, au fur et à mesure que les événements se précipitaient à l'intérieur, mais aussi à l'extérieur, s'autorisait toutes sortes d'incursions dans des champs qui en apparence ne relevaient pas de ses prérogatives. Je vous ai

parlé de la propagande, terrain sur lequel Ménétreel va se faire contrer pour un temps par Darlan. Mais il y avait d'autres formes d'actions plus subversives qui pouvaient se développer discrètement autour du secrétariat.

Ménétreel avait un certain nombre d'amis, et notamment Louis Guillaume, un inspecteur de police, qui habitait 11, rue du Docteur-Lancereaux, à Paris, près du parc Monceau. Il était âgé d'une quarantaine d'années. Je m'en souviens fort bien, parce que je le voyais toutes les semaines arriver et repartir. Ainsi, pendant toute l'année 1941, toutes les semaines, il partait à droite et à gauche. Il remplissait des missions qu'on lui demandait d'effectuer. Certains murmuraient que Guillaume préparait sur ordre du docteur l'accueil d'armes ou de camions dans des fermes isolées. Il organisait dans ces dernières des caches d'armes, des dépôts de vêtements ou d'éléments divers qui permettraient ainsi, le moment venu, une action de résistance permanente. Et pendant une année, tout 1941, je l'ai vu revenir régulièrement, systématiquement à la rencontre du docteur Ménétreel, procéder à de longs conciliabules avec celui-ci et repartir dans ses pérégrinations. Guillaume d'ailleurs va être arrêté par la police de Vichy avec le colonel Groussard, l'un des responsables de la garde personnelle de Pétain. Ménétreel fournissait des fonds à des structures de résistance par l'intermédiaire de Guillaume. De toute façon, on sait très bien qu'au sein de l'armée d'armistice certains officiers (le général Frère par exemple) prirent l'initiative de stocker et de dissimuler des armes dans la perspective d'une reprise des combats. À l'origine, la Résistance, au sens que l'on a donné par la suite à ce terme, n'était pas forcément gaulliste ; elle est née également et préalablement dans l'armée d'armistice. Le Maréchal a couvert et ordonné les caches d'armes. Il était également très soucieux d'éviter l'exode des officiers qui par la suite, pour nombre d'entre eux, composeraient l'armée secrète.

Ménétreel était parfaitement au courant de tout cela et le facilitait si nécessaire avec l'approbation discrète mais réelle de son patron. Le docteur rencontra également à plusieurs reprises Paul Dungler qu'il fit recevoir aussi par Pétain. Celui-ci donna, là aussi, des instructions précises au secrétariat particulier pour aider Dungler, notamment matériellement. Dungler était un Alsacien, monarchiste, très anti-nazi, qui va fonder un réseau de résistance dont le financement à l'origine sera assumé par le cabinet du Maréchal. Mais ce fait aujourd'hui est peu connu.

Il faut comprendre, même si soixante-dix ans après cela paraît improbable, qu'au cabinet du maréchal Pétain le sentiment dominant était très anti-allemand... Cet aspect est fondamental. Cela n'excluait pas la volonté de participer au renouveau. Comment réformer ? Nous ne le savions pas trop ; certains établissaient des plans, les exécutaient. Je pense aux jeunes technocrates, souvent brillants, qui peuplaient les cabinets. Nous prenions les problèmes au fur et à mesure qu'ils se posaient dans une atmosphère tout à la fois de grande improvisation et d'organisation apparente. Nous avions tous une obsession, quels que soient nos parcours respectifs : celle de réparer la défaite avec cette conscience terrible qu'il nous fallait payer la note du désastre.

L'Allemagne nous saignait financièrement ! C'était énorme. Et quand on s'en plaignait, les Allemands nous répondaient régulièrement : « C'est vous qui nous avez déclaré la guerre... » Mais, si nous avions écouté les patriotes avant celle-ci justement, peut-être ne l'aurions-nous point perdue...

Courant 1941, le secrétariat, à travers la personne de Ménétreel, est l'objet de

nombreuses attaques. Comment réagit le docteur et comment ressentez-vous ce climat ?

Je crois qu'à la fin de l'été 1941 Ménétrel va s'absenter. Est-ce une démission suite aux attaques qu'il subit ? Pas vraiment, même si je pense que l'arrestation de Guillaume l'a sans doute ébranlé. Guillaume sera libéré par la suite et passera en Suisse toujours avec l'aide du docteur.

Pendant cette absence, je vais remplacer Ménétrel dans son bureau, mais aussi dans ses tâches quotidiennes auprès de Pétain. C'est ainsi que je vais accompagner le Maréchal dans sa promenade quotidienne à 12 h 30. Je suis durant toute cette période à son contact. Je prends par exemple mon petit déjeuner avec lui à 8 heures. Au début, j'étais tellement intimidé que je ne parlais pas beaucoup. Parce qu'il faut se mettre à la place d'un jeune homme qui se trouve du jour au lendemain confronté au grand vainqueur de Verdun avec tout ce que cela signifie. Vous côtoyez soudain l'histoire, un mythe. Et lui, pour le moins, était très cordial, voire chaleureux.

Il me parlait ou ne me parlait pas. Il ne m'entretenait pas dans tous les cas, tout au moins dans cette période, de choses importantes, bien entendu. Il ne demandait qu'une chose : parler d'autre chose. Il s'occupait toute la journée de dossiers lourds, graves, alors s'il fallait encore en parler quand il se promenait, cela lui déplaisait. Quant à moi, mes activités durant ce temps où Ménétrel consomma une retraite temporaire, sans doute très tactique car il savait que Pétain était très attaché à lui, elles restèrent ce qu'elles étaient : suivre le courrier, garder un œil sur ce qui se passe du côté des prisonniers, etc. Ce dont je peux témoigner, et cela de manière catégorique, c'est de la totale lucidité du Maréchal. Les questions que l'on s'est posées sur celle-ci sont dénuées de tout fondement. Le Maréchal disposait de toutes ses facultés intellectuelles, contrairement à ce qu'une rumeur a bien voulu colporter !

Ce dont je me souviens, c'est qu'à l'été 1941 le climat se tend. L'entourage de Pétain intègre ces tensions d'une telle manière que le Maréchal va tenir un discours inspiré par du Moulin de Labarthète au sujet du « vent mauvais » qui se lève. Les prises d'otages par l'occupant surviennent peu après, suite aux premiers attentats visant des Allemands. Les communistes viennent, suite à l'attaque de l'URSS par Hitler, d'entrer en résistance... Le Maréchal pense éventuellement, pour éviter que le sang des otages ne coule, se constituer lui-même prisonnier. Ménétrel se prépare à l'accompagner au cas où... Il le laisse entendre à Goudard et à moi... Mais je crois que plusieurs proches, dont l'un de ses conseillers, qui par la suite deviendra ministre, Lucien Romier, dissuadent le Maréchal. Se livrer ? Finalement il s'agissait d'un mot ! Qu'est-ce que cela veut dire, se livrer ? Cela signifie permettre et laisser les Allemands prendre toutes les décisions. Alors que, même si on subit la pression énorme de l'occupant, les décisions prises par Vichy s'efforcent de sauvegarder le plus possible les intérêts français. Tout au moins le pensions-nous à l'époque.

Qu'on le veuille ou non, l'existence de Pétain, l'existence d'une administration, l'existence d'un gouvernement, mécaniquement, protègent les populations civiles... Il y a un écran entre l'occupant et la société et cet écran, même s'il n'est pas imperméable, c'est Pétain ! La présence d'un gouvernement et d'un État avec à sa tête la personnalité du Maréchal, si elle n'empêchait pas toutes les exactions de l'occupant, contraint néanmoins ce dernier. D'où notre opposition à de Gaulle et à sa stratégie.

À nos yeux, de Gaulle est parti sans ordre de mission pour dire qu'il fallait résister à Londres alors que, s'il voulait résister, il n'avait qu'à rester avec nous ! D'ailleurs, aucun des jeunes ne sait

cela. Je vois bien à travers mes neveux et mes nièces : pour eux, de Gaulle, c'est la Résistance. Ils ne réfléchissent pas un seul instant aux conditions spécifiques des événements que nous traversons. Ce n'est pas à la radio.

Tout au moins est-ce ce que je pensais et ce que nous pensions, majoritairement, à l'époque. Se pose-t-on la question d'une société laissée seule face à l'occupant ? Nous faisons depuis soixante-dix ans, et encore plus aujourd'hui, porter au Maréchal la responsabilité d'une situation désastreuse que les parlementaires par imprévoyance avaient suscitée ! Il convient de rappeler que les Allemands n'avaient aucune confiance dans la garde rapprochée et plus généralement l'entourage de Pétain. Nous étions également des suspects, souvent qualifiés d'anglophiles, parfois même soupçonnés de « judéo-maçonnisme » par les exaltés et extrémistes du collaborationnisme qui, eux, se trouvaient à Paris... Ribbentrop en 1944, à moins que cela ne fût à l'automne 1943, considère dans un courrier qu'il a adressé à Abetz que Ménétreel est de fait le chef secret de la Résistance. Je n'irai pas bien sûr jusque-là... Mais ce qui est incontestable, c'est la germanophobie du docteur, l'aide qu'il apporte discrètement mais de manière soutenue à des réseaux de résistance et ce, depuis le début de l'Occupation, ainsi que son espoir inextinguible de libération du pays du joug allemand. Faut-il voir dans la lettre de Ribbentrop un ordre à Abetz pour qu'il resserre l'étau, voire qu'il fasse procéder à l'arrestation de Ménétreel ? Les Allemands ont sans doute eu cette tentation, mais ils se sont abstenus parce que l'arrestation du docteur du Maréchal aurait eu une résonance internationale...

Ce que je dis de son opposition à l'occupant, sur ses liens avec les résistants, sur ses espoirs vaut aussi pour le Maréchal, dont il traduit la pensée profonde. Pour bien comprendre l'état d'esprit de Pétain, il convient de se souvenir de sa confession à Georges Lamirand, secrétaire d'État à la Jeunesse, un ingénieur remarquable qui protégea de nombreux jeunes juifs. Je la tiens de Lamirand lui-même qui aimait à rappeler les propos de Pétain durant l'Occupation : « La guerre sera longue, l'occupation allemande se prolongera pendant plusieurs années. C'est pour ça que je suis resté avec le peuple français pour tenter de diminuer ses souffrances. L'Allemagne ne gagnera pas la guerre ; elle ne la perdra peut-être pas complètement, mais c'est l'Amérique qui doit entrer en guerre et c'est elle qui sera le grand vainqueur du conflit. » Pétain était très pro-américain. Durant la Grande Guerre, il avait noué à l'époque des liens d'amitié solides avec le général Pershing.

Nous avions des contacts réguliers avec la délégation des États-Unis à Vichy. Elle était dans le prolongement de l'Hôtel du parc. Nous avions également des liens très solides avec la délégation suisse qui a joué un rôle important, notamment quand le Maréchal fut enlevé par les Allemands en août 1944.

Finalement, vous êtes à un poste d'observation hors pair puisque vous êtes au plus près du chef de l'État et de son gouvernement...

En avais-je seulement conscience ? Nous étions à vrai dire dévorés par le labeur, rivés à la tâche et ardents dans notre patriotisme. Je fais miens ces propos¹ d'un collègue de l'époque, Paul Estebe, qui était, je crois, conseiller financier et qui d'ailleurs venait lui de la gauche : « Je n'ai jamais été aussi français, aussi patriote que dans les journées et ces mois écoulés où du matin au soir, sans trêve, sans relâche, je n'ai cessé une minute de donner le meilleur, le plus obstiné, mais le plus méritoire qui soit : s'oublier entièrement au service exclusif de sa patrie. » Oui, j'ai le sentiment que

la ferveur alors me dominait... et que, tout à mon engagement, mon sens de l'observation en était émoussé. Mais la mémoire a conservé néanmoins des sédiments : encore une fois, je croisais les uns et les autres, soit à la table du Maréchal, soit dans les couloirs du Parc. Je me souviens de Pucheu, successivement ministre de la Production, puis de l'Intérieur. Je me rappelle que j'étais partagé à son sujet. Je ne savais pas très bien ce qu'il voulait. C'était un grand gaillard plutôt partisan de la collaboration², tout au moins au début. On considère cela comme une trahison : mais dans l'esprit de ces Français, puisqu'au moment où on pouvait s'entendre avec les Allemands après la défaite allemande de 1914-1918 on ne l'avait pas fait, il fallait tenter désormais d'y parvenir... De toute façon, on ne va pas recommencer à se battre tous les vingt ans ! Ce n'était pas l'opinion du cabinet du Maréchal, sûrement pas. Mais c'était le sentiment d'une partie de l'opinion publique, mais aussi de certains dirigeants...

Il faut bien saisir que, entre le cabinet du Maréchal et éventuellement certains ministres du Maréchal, il existait une différence d'appréciation de la situation. C'était une bataille, une divergence de vues entre le cabinet du Maréchal, ce que nous pouvions faire, « nos marges de manœuvre » limitées, et une partie du gouvernement car à partir du moment où Laval était président du Conseil, il disposait des pouvoirs inhérents à sa fonction.

La pensée du Maréchal n'était pas celle de Laval à propos de la collaboration. On subit, certes, inévitablement ; mais on ne collabore pas. On donne le change mais on s'efforce d'endiguer. Alors que Laval, lui, pressé par les circonstances, d'ailleurs, voulait établir les bases d'une politique de collaboration.

C'était le cas d'un certain nombre de ministres également qui pensaient, en effet, que puisque, encore une fois, on ne s'était pas entendu quand on le pouvait, il fallait aboutir à un accord. On ne leur en voulait pas, mais nous n'étions pas de leur avis. Pour ce qui me concerne, mon sentiment, c'était quand même qu'il fallait parvenir à la libération du territoire, au départ des Allemands, d'une manière ou d'une autre, mais je ne voyais pas comment les Français, seuls, pouvaient parvenir à cette libération. Pour autant, la position de De Gaulle me paraissait irréaliste. Mais comment on parvient à la libération du territoire puisque les Allemands contrôlaient tous les mouvements de troupes ? À Londres, le général de Gaulle pouvait dire ce qu'il voulait, mais c'étaient à mes yeux des mots ! Qui avaient leur résonance, d'ailleurs. Ce qui est frappant dans l'histoire de Vichy et dans l'histoire de cette période, en tout cas des gouvernements à Vichy, c'est qu'il n'y a pas d'unité. D'ailleurs, Weygand dit quelque part : « J'ai rarement vu un gouvernement – pas dans ces termes mais cela revient au même – aussi désuni qu'à Vichy. » Il ne s'agit pas d'un jugement de valeur dans sa bouche mais d'un constat : il considère qu'il y avait des points de vue très différents qui s'affrontaient. Et il avait raison.

On pouvait renier et dénoncer l'idée de s'entendre avec les Allemands, de même qu'on pouvait admettre qu'il fallait s'accorder avec eux malgré la défaite, parce qu'on ne l'avait pas fait quand on était vainqueur. Voilà qui pouvait se comprendre au regard de l'histoire passée. Une fois encore, ce n'était pas le point de vue du docteur Ménétrel, et par conséquent aussi de ses deux adjoints, mon copain Charles Goudard et moi-même.

Goudard avait eu la croix de guerre que l'on m'avait donnée aussi. Un beau jour de 1943 – je ne sais comment –, j'ai appris qu'elle était transformée en Légion d'honneur, sans doute sur une intervention du docteur Ménétrel, qui y voyait là l'occasion de mettre en valeur les proches du Maréchal. Le Maréchal me l'a remise. Il avait même invité mes parents, qui pour la circonstance se

sont déplacés de Marseille. Pétain a écouté la citation et m'a remis le ruban. En fait, le docteur avait certes le souhait de me faire plaisir, mais il voulait affirmer aussi que ceux qui entouraient le Maréchal étaient des combattants, d'où son idée de me faire remettre cette décoration.

Mon frère Pierre, qui était en captivité, a appris également cette nouvelle. Ce qui démontre que cette remise s'inscrivait aussi dans une logique publique, de communication si j'ose dire, et non essentiellement privée.

Parce qu'effectivement, pour l'opinion, le Maréchal remettant la Légion d'honneur à l'un de ses collaborateurs, voilà un acte qui peut avoir une certaine résonance, sur l'image que l'on se fait de l'entourage immédiat du chef de l'État.

Le tournant

Arrive l'année 1942. Début 1942, c'est la fin de Darlan et l'arrivée de Laval. Quelques jours avant l'arrivée de Laval, du Moulin est de fait limogé, parce que considéré comme trop hostile aux Allemands.

Du Moulin parti, Lavagne le remplace. Il lui succède bien plus par devoir que par conviction... C'était un conseiller d'État, très fin, très distingué, admirablement cultivé et très anti-allemand, bien entendu, comme toute la garde rapprochée de Pétain.

Le retour de Laval, à vrai dire, je le perçois comme une nécessité inévitable d'un pays qui a perdu la guerre : ce qui ne veut pas dire que je l'approuve. Mais, en ce qui me concerne et en tant que membre du cabinet du Maréchal, je ne suis pas en phase avec Laval, même si je ne suis pas étonné et que je comprends qu'il soit contraint de tenir le langage qui est le sien alors ! Mais je ne peux pas le suivre par le cœur et la pensée. Voilà pour ma modeste part. C'est d'ailleurs l'opinion de mon patron, le docteur Ménétreel, qui, je le répète, est « anti-collabo ».

Laval ne pratiquait pas sa politique de gaieté de cœur, mais il pensait qu'elle était inévitable et sans doute que c'était la seule possible. Quand on discute tous les jours avec les Allemands qui vous disent : « Si vous ne le faites pas, c'est nous qui le faisons à votre place », avec toutes les conséquences que cela implique, on peut comprendre Laval. On a perdu la guerre, on paie la note, c'est tout. Il a discuté des heures interminables – plus de six heures sans interruption – avec les Allemands pour obtenir la limitation des contingents de STO.

Je me rappelle qu'un jour je déjeunais avec le Maréchal, et Laval aussi devait être présent ; et j'étais en train de faire le tour de la table pour regarder les étiquettes et savoir quels étaient les convives ; j'ai vu arriver Laval qui m'a jeté un coup d'œil noir. Parce qu'il savait que le petit merdeux que j'étais s'opposait à sa politique. Le pire, c'est que j'aimais bien sa personne, mais j'étais contre sa démarche. C'était l'opinion générale du cabinet, notamment de Ménétreel qui se savait méprisé par Laval. Encore une fois, nous étions très hostiles à la collaboration mais pas à la personne de Laval que nous respections. Mais, dans les négociations, comment faire ?

Au demeurant, il dégageait, par son regard, une forte personnalité. Je le vois arriver, quand je faisais le tour de la table ce jour-là, et je me suis dit : « C'est un bonhomme, quand même ! » Ce jour-là, il avait le regard brûlant de celui qui tient dans sa main le sceptre du pays des jours tragiques !

Par rapport à Darlan, Laval allait plus loin dans la politique de collaboration, mais la pression allemande était sans doute plus forte à ce moment-là qu'au moment de l'amiral. Et les Allemands tenaient toujours ce langage : « Vous payez, sinon c'est nous qui vous ferons payer à la place... »

Je maintiens que l'existence d'une administration, d'un gouvernement, d'un État incarné par le maréchal Pétain permit de préserver et de protéger la société et les populations civiles, autant que faire se peut, dans un contexte où le rapport de force était totalement disproportionné et complètement en faveur de l'Allemagne. Ce n'est pas, j'en conviens, une solution satisfaisante mais que fallait-il

faire, abandonner le peuple français à son sort tragique ?

C'est mon point de vue. Nous avons perdu dans des conditions désastreuses, malgré l'engagement courageux de nos soldats. Nous étions occupés et nous devions fournir des indemnités quotidiennes écrasantes. La contrainte allemande était incessante, harcelante, sans répit. Nous savions que des centaines de milliers de personnes étaient privées de leurs frères, époux, fiancés, etc. Et nous pensions, dans l'attente de jours meilleurs, limiter la casse... y compris pour les populations scandaleusement pourchassées.

Je me rappelle la visite du grand rabbin en février 1943. Il était venu au Parc pour remercier le Maréchal de ce qu'il faisait ou tentait de faire pour la population juive de France. Il a été introduit auprès du Maréchal par André Lavagne directement, faisant office de directeur du cabinet civil puisque du Moulin n'était plus là à ce moment-là, et par Paul Estebe.

C'était en 1942, je crois. Ce que vous pouvez considérer comme fondamental est le témoignage que je vous rapporte, quelle que soit la date... J'admets que ma thèse puisse être nuancée dans la mesure où, si les Allemands certes avaient les moyens d'occuper tout le pays, en tout cas en 1940, sans aucune difficulté, ils avaient aussi intérêt pour des raisons liées à la géopolitique globale du conflit à s'appuyer sur une administration qui sous-traite, d'une certaine manière, le quotidien dans la France occupée. C'était donc aussi leur intérêt qu'il y ait un État comme celui de Vichy.

D'autant que, ainsi, on pouvait les exonérer de leur propre responsabilité. Si c'était le gouvernement français qui prenait certaines mesures pratiquement pro-allemandes, les Allemands pensaient qu'on ne les rendrait pas responsables, eux, puisqu'ils disaient : « C'est le gouvernement français qui l'a fait. » Le piège de ce point de vue était diabolique : nous faisons ce que nous pouvions et notre action limitait la casse ; mais en même temps nous étions obligés de donner le change et de nous faire condamner par la suite politiquement et surtout moralement.

J'étais fondamentalement anti-allemand, comme Ménétreel, comme Goudard, comme Lavagne également. Ce dernier était une somme de culture chrétienne et française, d'une qualité exquise. Je me souviens de lui avec émotion. Sa compétence administrative était remarquable, un conseiller d'État brillant. Ses relations avec Ménétreel étaient, je n'ose dire cordiales mais empreintes de confiance, même si, pour un haut fonctionnaire comme Lavagne, Ménétreel occupait une place qui pouvait apparaître insolite pour des gens élevés dans la rigueur administrative de leurs corps...

Quoi qu'il en soit, le cabinet était germanophobe autant que nous puissions l'être... Parce que nous avons perdu la guerre ! On oublie trop souvent cette réalité. De Gaulle a occulté à la Libération tout ce que nous étions parvenus à sédimenter de refus à l'occupant par notre action tenace, souterraine, quotidienne, mais forcément contrainte. À la Libération, il avait le pain et le couteau pour faire quelque chose de grand, consistant à dire simplement : « Français, les uns et les autres, par des voies différentes, nous n'avons cherché que le salut de la patrie, remettons-nous tous au travail pour redonner à la France sa grandeur. » De Gaulle s'est refusé à ce geste. Il était aussi prisonnier de son alliance avec les communistes qui n'ont rejoint la lutte contre l'Allemagne, faut-il le rappeler, qu'à partir du moment où l'URSS a été attaquée. Souvenons-nous que, s'ils se sont battus courageusement à partir de 1941, au moment de l'ouverture des hostilités en 1939, ils choisirent sans état d'âme l'alignement sur l'URSS, allant jusqu'à saboter dans les usines d'armement l'effort de guerre. L'un de mes amis a eu ainsi l'une de ses mires anti-aériennes « dézinguée » par des ouvriers militants du PCF. On occulte pudiquement cette réalité.

Je continue à être critique à l'encontre du général de Gaulle. Il s'agissait de la France, et non des

combinaisons politiciennes de Charles de Gaulle ! J'ai conscience de choquer l'orthodoxie du moment mais, à vrai dire, je m'en contrefiche. L'occasion était grande. Voilà un langage qu'attendait la France. J'en ai les larmes aux yeux, mais c'est vrai. De Gaulle n'a pas puisé alors dans son héritage monarchiste pour rassembler. Il a condamné ceux qui ont tenu le manche contre vents et marées. Encore une fois, eussions-nous laissé seul le peuple de France dans un face-à-face mortifère avec les nazis, que se serait-il passé ? Oui, de Gaulle le monarchiste n'a pas pardonné à Pétain, bien plus intellectuellement républicain que ne l'était le Général (quel paradoxe !), de ne pas l'avoir considéré à la hauteur où il s'estimait être. Cette histoire Pétain-de Gaulle relève aussi de l'amour-propre blessé du fils pour le père.

Le procès du Maréchal fut un tissu d'iniquités. Je ne parle même pas de celui de Laval dont tout le monde s'accorde à reconnaître qu'il fut une parodie judiciaire !

Le printemps 1942 avec le départ de -du Moulin, le départ du général -Laure, secrétaire général, de René -Gillouin, l'un des proches conseillers de -Pétain, traduit la défaite des opposants les plus déterminés à -Laval. Comment réagit alors le secrétariat particulier ?

Ménétrel, à l'intérieur de ce microcosme vichyssois, a des adversaires, des gens qui ne l'aiment pas, voire le détestent. D'aucuns le considèrent tout d'abord comme illégitime. C'est à leurs yeux un olibrius. D'autres s'en méfient pour des raisons bien plus fondées car ils savent qu'il n'a pas brûlé tous ses vaisseaux et que, dans le fond, il n'est pas défavorable à une alliance avec ce que l'on appelait alors les milieux anglophiles, y compris certains gaullistes ! Certains membres du cabinet civil trouvaient, à juste titre, qu'il se mêlait de choses qui ne le regardaient pas. Les ultras de la collaboration le détestaient : Brinon, Déat, etc. Et des campagnes de presse, savamment orchestrées, le clouaient au pilori. Au sein du cabinet, les conflits bien sûr ne s'exprimaient pas au grand jour, et le jeune attaché que je fus n'était pas toujours dans la confiance.

L'atmosphère était studieuse, très studieuse. Et Ménétrel ne m'associait pas à toutes ces combinaisons. D'une manière générale, je ne ressentais pas d'hostilité autour de moi. Ma jeunesse, ma guerre, mes blessures plaidaient en ma faveur. Pour autant, nous œuvrions au jour le jour dans un environnement complexe qui, au fur et à mesure du développement des événements, se laissait gagner par des méfiances bien compréhensibles. On ne parlait pas facilement, librement, on s'exprimait avec prudence... d'autant que les agents au service de l'Allemagne ne manquaient pas d'arpenter les antichambres et les couloirs. On s'exprimait d'autant moins que nous étions au cabinet du Maréchal et que toute parole pouvait être interprétée contre le cabinet lui-même.

Nous nous gardions bien de dire, avec les Allemands qui dominaient et occupaient le pays : « On est anti-allemands ! » Il fallait agir, souterrainement, mais on ne pouvait pas le déclarer, sinon les occupants auraient eu la partie belle pour dire : « Voyez, ce gouvernement nous est hostile », cela alors même que Laval de son côté professait la collaboration. Il tenait un « bâton merdeux », mais sa politique choquait mon patriotisme intégral !

Ménétrel, de son côté, était plus circonspect vis-à-vis de Pierre Laval, même s'il ne m'a pas fait ses confidences sur ce sujet. Ménétrel avait confiance en moi pour le rôle que je jouais, c'est-à-dire la gestion du dossier des prisonniers dont il ne s'occupait pas avant que j'accède au cabinet.

Le docteur a commencé à s'intéresser au sort de nos camarades en captivité au moment où je l'ai sensibilisé aux correspondances inappropriées que le cabinet rédigeait ; le cabinet militaire, il convient de le préciser, dont les subtilités pouvaient laisser à désirer...

Comme le Maréchal était militaire, les généraux pensaient qu'ils étaient comme le Maréchal, qui de son côté avait une connaissance bien plus fine de l'humanité que ses collègues. Les militaires ont fait beaucoup de bêtises, ce qui ne fut pas le cas du docteur Ménétrel. Les généraux, par leur raideur, parfois par leur étroitesse intellectuelle (pardon, mais c'est vrai), manquaient cruellement de discernement. Ils n'avaient aucun sens politique, et prenant leur revanche sur les élus qui avaient failli, ils se croyaient plus à même de diriger. Ce qui n'était vraisemblablement pas le cas.

Le seul, parmi eux, qui eut une valeur intrinsèque et pour lequel j'ai une très grande admiration, c'est Weygand ! C'était un personnage assez romanesque, ne serait-ce que par le mystère de ses origines familiales. Weygand n'a jamais su quels étaient ses parents. On se demande si ce n'est pas Léopold de Belgique. Il va de soi que cette énigme a pesé certainement sur lui toute sa vie et a contribué à forger son caractère.

Je n'ai encore une fois qu'admiration pour lui. Il était très bien de sa personne, très vif, très rapide. Il disait ce qu'il pensait, tout de suite et en quelque circonstance que ce fût. Il était animé par le souci de sauvegarder ce qu'il estimait être la pensée et les conséquences de la pensée du Maréchal. Seulement comme il s'exprimait peut-être un peu trop vivement et que cela parfois se faisait sans ménagement, Weygand se créait des inimitiés. Dans tous les cas, il était très mal vu des Allemands, parce qu'il ne dissimulait pas son hostilité à leur encontre. C'était un personnage étonnant dont la démarche était celle d'un jeune homme de 25 ans. Le verbe était clair. Et courageux, disant toujours ce qu'il pensait, dans la mesure où j'ai pu m'en rendre compte. Il était très cordial pour le peu qu'il avait affaire avec un jeune lieutenant de réserve. Weygand était sans concession pour la manière dont le régime précédent nous avait conduits à la catastrophe, mais il n'était pas favorable à la collaboration et jugeait inéluctable la reprise des combats. D'ailleurs, c'est lui qui à la demande de Pétain va réorganiser l'armée en Afrique du Nord après l'armistice.

Donc, en 1942, quand Laval revient, il y a un certain nombre de ministres qui entrent au gouvernement de Pétain, qui sont eux, pour le coup, beaucoup plus partisans de la politique de collaboration. Je pense à l'amiral Platon... Une belle figure, d'ailleurs ! C'était un protestant austère et très droit qui s'était plutôt très bien comporté à Dunkerque en 1940 dans les conditions que l'on sait. Nous avons aidé à réembarquer – et de quelle manière – les Anglais qui s'étaient retirés sans en avertir le commandement français. Platon péchait par inexpérience politique mais c'était un homme courageux et dont encore une fois le comportement dans les jours dramatiques de Dunkerque fut exemplaire.

Mais il pensait que, puisque Laval prônait la collaboration, il fallait le faire. Je n'approuve pas l'amiral Platon d'avoir tenu cette position. Pour autant, je trouve que les résistants à la Libération ont été ignobles : ils l'ont attelé à un char dont ils fouettaient les chevaux pour qu'il mourût écartelé en route devant sa famille. C'est affreux ! Ce qui a été fait à la Libération est atroce. Ce sont souvent des communistes qui ont commis ces exactions ! Cette histoire-là reste encore interdite, à ne pas dire parce qu'elle contribue au mensonge sur lequel on a bâti pour une part les représentations de la France de l'après-guerre.

Un autre partisan de la collaboration entre également au gouvernement en avril 1942 ; il s'agit de Benoist-Méchin. J'étais opposé à sa façon de penser, mais je ne peux pas ne pas l'approuver vis-à-

vis des objectifs qu'il s'assignait. Encore une fois, on peut comprendre ce positionnement puisqu'on ne l'avait pas fait auparavant, quand il était temps et que cela pouvait nous éviter des ennuis ! Certains établissaient, encore une fois, ce constat que nous avions suffisamment perdu d'occasions par le passé de nous entendre avec les Allemands et qu'il était temps d'en finir avec cette discorde meurtrière. C'était bien entendu totalement naïf. Bien sûr que l'entente avec l'Allemagne était un objectif qu'il fallait s'assigner, mais il ne fallait pas s'efforcer de la pratiquer au moment où les Allemands dominaient la France !

Et j'étais bien évidemment opposé de toutes mes fibres à ces orientations. Le paradoxe, c'est qu'aujourd'hui mon regard est plus mesuré par rapport à une tendance à laquelle nous étions opposés alors.

Je n'avais pas de colère pour autant contre ceux qui prônaient cette politique. Mais j'étais contre le principe de la collaboration, tout en comprenant qu'il y eût des gens qui le tinssent comme inévitable. Benoist-Méchin étaient de ceux-là. Il avait de l'allure, et même une certaine classe, de la prestance intellectuelle. Il était convaincu. C'était un fin lettré, pacifiste avant-guerre, qui avait été choqué par l'occupation de la Rhénanie en 1923. Benoist-Méchin était très cultivé. Son aura intellectuelle a vraisemblablement joué sur le ralliement de certains à sa conception. Sa culture, ses passions esthétiques ont joué politiquement en sa faveur.

À partir de 1942, au moment du retour de Laval avec le départ de du Moulin de Labarthète, qui était une très forte personnalité avec un charisme certain, nonobstant les immenses qualités de Lavagne, le cabinet est quand même affaibli politiquement.

De toutes les manières, si du Moulin était parti, c'est que la pression des Allemands était devenue trop forte. Par conséquent, Lavagne ne pouvait pas la diminuer pour autant, nonobstant son anti-germanisme. C'était un chrétien profond, discrètement, et cela se lisait dans ses réactions. Mais Lavagne n'avait pas le poids politique de son prédécesseur. Il est clair qu'au cabinet civil, et encore plus au secrétariat particulier alors, nous voyions d'un mauvais œil la montée en puissance dans le sillage de Laval de partisans de la collaboration comme Brinon, Benoist-Méchin ou Platon... Mais, en dépit de notre hostilité à la politique de Laval, nous ne pouvions le crier par une sorte de solidarité de façade qui dictait notre attitude publique. Encore une fois, l'immense majorité de nos compatriotes était anti-allemande. Pétain pouvait peut-être sembler énigmatique, mais il l'était du fait de la pression de l'occupant qui s'exerçait en permanence et de manière croissante.

Laval prononce son fameux discours du 2 juin 1942...

« Je souhaite la victoire de l'Allemagne... » J'ai sursauté, même si la phrase est aujourd'hui citée en dehors de son contexte puisque Laval précisait : « ... de l'Allemagne sinon l'URSS gagnera la guerre... » Je l'ai entendu le dire à la radio dans mon bureau avec mon ami Goudard. J'ai sursauté. Je me suis dit : « Ce n'est pas à lui de le dire. C'est insensé ! » Ma stupéfaction est immense. Nous attendions son discours car nous avions été prévenus que le président Laval ferait une déclaration dont nous ignorions le contenu, à commencer par le Maréchal qui ne fut pas le moins surpris par les mots du président du Conseil.

Je me vois encore en train de l'écouter et je me rappelle en effet ma stupeur. Cela m'a choqué énormément, pour ne pas dire plus. À ses yeux, cette déclaration scandaleuse n'avait d'autre objectif

que de desserrer l'étau allemand car il pouvait toujours leur dire ainsi : « Vous voyez, j'ai souhaité votre victoire. » La souhaitait-il intérieurement ? Je n'ai aucune idée dessus mais je pense que Laval considérait que la domination allemande était une donnée de fait durablement installée en Europe. Lui, si intelligent, n'a pas mesuré à sa juste valeur le rapport de force. Il n'a pas compris que la démesure hitlérienne coalisait le monde entier contre une Allemagne qui n'était plus la Prusse du XIX^e siècle mais un totalitarisme furieux... Je persiste néanmoins à penser que Laval est un patriote qui aimait son pays. Et qui était de souche modeste, quand même. Je trouve ignoble le sort que lui a fait subir de Gaulle. Le procès de Laval est une farce cruelle, son exécution, un martyre, et le procureur Mornay qui, avant de se faire l'accusateur public, avait servi l'État dont il exigeait l'expiation, un triste individu qui demanda que l'on ranimât Laval, après qu'il se fut administré le poison, pour l'exécuter ensuite. Pas très glorieux, tout cela... La Libération fut souvent sordide... comme l'Occupation au demeurant, je vous le concède !

Quoi qu'il en soit, le discours de Laval est une faute, la politique de collaboration également. Et tous au secrétariat particulier, nous sommes abattus : moi, Goudard et bien sûr Ménétrel, anti-collabo, c'est-à-dire anti-Laval. Ménétrel réagit de la même manière que nous vis-à-vis de Laval : il est choqué. Et nous sommes d'autant plus hostiles aux déclarations de Laval qu'elles portent tort au Maréchal qui a désigné Laval comme président du Conseil. Nous sommes d'autant plus surpris que l'entourage du président n'est pas un réceptacle d'enragés, mais de gens sensés, habiles et pour certains très brillants comme Jean Jardin, son directeur de cabinet. Ah ! Jean Jardin, c'est un personnage. J'ai beaucoup d'admiration pour lui. Il faisait la politique de son patron en étant foncièrement français. Je l'ai croisé souvent durant et après la guerre également.

Il était très sympathique, très séduisant, véloce, cultivé, intelligent. Il ne reste pas jusqu'au bout car il part en Suisse à partir de l'automne 1943. Le gendre de Laval également, le comte de Chambrun, descendant de La Fayette, s'efforça aussi d'entretenir des liens étroits avec l'administration Roosevelt. Il connaissait personnellement le président américain. De Chambrun, d'ailleurs bien après l'armistice de juin 1940 et alors que les États-Unis devaient livrer des armes à la France commandées avant le démarrage des hostilités, insista pour que ces stocks fussent envoyés à Londres...

D'une manière générale, les cabinets ne sont pas ce que l'on peut imaginer soixante-dix ans après, c'est-à-dire un ramassis de nervis de la collaboration ou d'opportunistes à tout-va. Prenez le cas de Bernard de Chalvron : il était au cabinet civil, chargé des affaires étrangères. J'avais beaucoup d'admiration pour lui. Parce qu'il a eu le courage de dénoncer certaines choses. Il s'est levé contre la tendance qui gagnait, à partir de 1942, c'est-à-dire la mainmise de Laval sur tout l'appareil d'État. De Chalvron était viscéralement anti-collabo. D'ailleurs, il sera arrêté et déporté pour avoir été membre des NAP (Noyautage des administrations publiques) particulièrement en charge des préfets résistants. Je l'aimais beaucoup. Il avait la classe du Quai d'Orsay et je n'ai pas été étonné par son arrestation en 1944, compte tenu de ce que je savais de lui. D'autres membres des cabinets seront arrêtés comme Estebe que j'ai déjà évoqué, de Saivre mais aussi Jacques de La Chaise qui sera abattu par les Allemands en essayant de sauter du train qui l'emmenait en déportation.

Pour en revenir à Ménétrel, il est en 1942 dans une position très particulière : il est tout à la fois extrêmement attaqué par les milieux les plus collaborationnistes qui sont à Paris, qui ne l'aiment pas parce qu'il est considéré comme anti-allemand, et il est contesté aussi à l'intérieur du cabinet par des gens qui considèrent que « Ménétrel, c'est bien gentil mais qu'il n'est pas des nôtres, ce n'est pas un

haut fonctionnaire, il n'appartient pas aux corps, il n'est pas préparé à ça, il ferait bien de s'occuper de ce qui le regarde, à la limite de la médecine, éventuellement de quelques affaires réservées du maréchal Pétain, mais ne pas aller au-delà ». Or, plus la situation évolue, plus le pouvoir de Ménétrel s'accroît et prend une place importante dans le dispositif du maréchal Pétain. Il est au centre de beaucoup de critiques, provenant tout autant des idéologues les plus ultras de la collaboration que des technocrates les plus ambitieux au sein du cabinet...

De Chalvron, qui a témoigné après la guerre, dit : « En 1942, Ménétrel est complètement grillé », pas auprès de Pétain, mais il s'est fait un nombre d'ennemis incalculables. Est-ce que vous aviez ce sentiment à ce moment-là ?

Non. Je veux bien le croire, mais non. Je ne me rendais pas compte. De Chalvron ne peut pas mettre en doute les sentiments anti-allemands de Ménétrel qui est tout autant que lui hostile à Laval. Sauf qu'il ne peut s'exprimer sans doute aussi librement, encore que de Chalvron savait se taire aussi... C'était quelqu'un de très indépendant, fort sympathique et qui savait au sein du cabinet départir le bon grain de l'ivraie.

Mais, bien sûr, Ménétrel, par sa proximité de tous les instants avec le Maréchal, est crédité d'une autorité certaine et son expression peut être très vite associée à la pensée profonde de Pétain. Il en joue d'ailleurs mais n'abuse pas pour autant par respect pour le Maréchal. Son lien avec ce dernier était tissé d'une indéniable, indiscutable affection ! Cette proximité suscitait naturellement aussi des jalousies.

Mais Ménétrel était totalement associé à l'image du Maréchal. Tout ce qu'il pouvait dire pouvait être interprété de fait comme une conviction, une orientation du Maréchal.

Certains membres du cabinet civil trouvaient que ce n'était pas au docteur de s'occuper de dossiers politiques relevant de leurs compétences. Personnellement, pour ce qui est de ma modeste personne, je ne ressentais aucune hostilité du fait d'être de mon côté proche de Ménétrel.

Quand j'ai remplacé Ménétrel quelques semaines, dans son bureau, un matin, Lavagne est arrivé et, si je puis dire, il a réagi sympathiquement à mon endroit, sans doute à cause de mon comportement personnel et de mon attitude générale dans notre environnement immédiat. Je comprends que les gens n'aimassent pas le docteur Ménétrel parce qu'il les bousculait, en usant ou en abusant peut-être de sa fonction. Peut-être. Mais, pour ce qui me concerne, je crois que dans l'ensemble les gens m'appréciaient. Du Moulin et Lavagne en tous les cas, de Chalvron également.

Le capitaine de vaisseau Fréat s'oppose également avec force à Ménétrel. Il reproche à celui-ci d'avoir été à l'origine du départ de du Moulin et du général Laure. C'est ce que mentionne la biographe du docteur Ménétrel, Bénédicte Vergez-Chaignon¹ qui a retrouvé une lettre explicite de Fréat à ce sujet. Je ne dis pas que c'est la réalité, je ne fais que citer Fréat. Et il y a là un véritable réquisitoire contre Ménétrel, qu'il accuse entre autres d'avoir suscité le départ du directeur du cabinet civil et du secrétaire général, et il écrit ceci : « Vous êtes absolument sorti de votre fonction de secrétaire particulier et vous avez entrepris de diriger tout seul la politique française. »

Voilà qui ne m'étonne pas. Mais Fréat était un grand, calme, si j'ai bonne mémoire. Je n'étais pas habilité à connaître sa pensée secrète et ses agissements.

Et même si je savais un certain nombre de choses, parfois, en raison de ma jeunesse, des nuances pouvaient m'échapper. Dans la mesure où Fréat avait été peut-être obligé de soutenir une ligne plus collaboratrice (je n'y pouvais rien et je respectais sa façon de penser). Je pense que les résistances du docteur vis-à-vis de cette option l'indisposaient. Fréat était proche de l'amiral Platon et Platon était collabo...

Encore une fois, je veux à nouveau insister sur cette propriété de l'époque : il existait une différence fondamentale entre l'appréciation de la situation telle qu'elle émanait du secrétariat particulier et telle qu'elle pouvait être portée par un certain nombre de ministres du gouvernement, voire d'autres membres du cabinet de Pétain ou de celui de Laval. Le secrétariat particulier était un îlot anti-allemand bien identifié et sans doute nous prêtait-on, surtout au docteur, une influence sur le Maréchal que l'on estimait illégitime et néfaste, notamment quand on était partisans de Laval. Il faut bien saisir que rien n'était étanche dans cette époque. Et l'on pouvait servir le Maréchal et entretenir des liens avec la Résistance. C'était par exemple le cas de Georges Reynald qui était responsable du service photo situé au rez-de-chaussée de l'Hôtel du parc. On l'appelait « Jonquille » à cause du liseré jaune de son pantalon parce qu'il avait servi dans les chasseurs alpins dont il parlait avec émotion. La qualité de résistant de Reynald est incontestable. Il fut reconnu d'ailleurs comme tel après-guerre.

Cela dit, même si je suis au centre d'un dispositif, si je peux voir ce qui se passe, évaluer les réactions, mon influence réelle s'exercera essentiellement sur le milieu des prisonniers rapatriés.

Arrive novembre 1942. Qu'est-ce qui se passe ? L'Algérie, le Maroc, l'Afrique du Nord sont libérés au moment de l'opération Torch. Darlan se trouve lui-même en Afrique du Nord... Et à ce moment-là les Allemands décident par mesure de rétorsion d'occuper l'ensemble du pays et de passer la ligne de démarcation. Comment se dessine cette nouvelle donne dans l'entourage du Maréchal ?

Je me souviens très bien du jour où les Alliés débarquent en Afrique du Nord. Cela me réconforte parce que j'y vois un incontestable affaiblissement des positions allemandes. Le Maréchal était, je vous l'ai dit, fortement pro-américain et, depuis le début, il est convaincu que les États-Unis constitueront le point d'appui d'une possible libération. Nous nous attendions à un débarquement en Méditerranée, mais à vrai dire nous ne savions pas vraiment où et quand. Des bruits, des rumeurs circulaient... Pour le Maréchal, c'est vécu comme une bonne nouvelle finalement. Et pour Ménétreel aussi. Le 11, les Allemands franchissent la ligne de démarcation. Le 12, Weygand, qui pousse d'une manière ou d'une autre à la reprise des combats, après avoir passé une nuit au quatrième étage de sa chambre de l'Hôtel du parc, décide de regagner sa propriété dans le Sud. Je me rappelle précisément les derniers moments du général avant son interpellation par les Allemands ! Ménétreel m'avait confié une enveloppe que je devais lui remettre et que je lui donnai d'ailleurs quelques minutes avant qu'il ne quitte Vichy et l'Hôtel du parc. Ce que contient le courrier, ce qu'il en advint reste un mystère puisque deux heures plus tard Weygand était arrêté sur la route de Gannat par les Allemands et placé en résidence surveillée avant d'être déporté en Allemagne.

Pour en revenir à la suite du débarquement américain en Afrique du Nord, à ce moment-là, Darlan se trouve en Algérie pour des raisons personnelles. Le général Juin également à qui Pétain, après que le futur vainqueur de Monte Cassino eut manifesté, semble-t-il, une forme de déception de ne pas être nommé ministre, a dit qu'il serait bien plus utile en Afrique du Nord le moment venu. « Vous aurez entre autres à réorganiser l'armée là-bas », lui avait lancé Pétain... Ce qui indéniablement ne manquait pas de clairvoyance.

L'amiral, lui, se met très vite au service des Alliés. Nous disposions d'un code de secours, appelé le code de « la Cuisinière », qui nous permettait de communiquer avec l'amiral, puisque le code de la marine était, lui, décrypté par les Allemands. Officiellement, le ralliement de Darlan aux Américains est dénoncé par Vichy ; en réalité, le Maréchal l'approuve et il le signifie à l'amiral à travers l'activation de ce code. C'est le contre-amiral Auphan qui, après un contact avec le Maréchal dans la journée du 10 novembre, confirmera officiellement à Darlan la position de Pétain. Il faut savoir qu'en 1940 Pétain avait prévenu Darlan que, si un jour il l'entendait tenir des propos contraires à son honneur et à celui du pays, il devrait le considérer comme n'étant plus libre mais prisonnier. Le message de Pétain se résume de la sorte : « Je suis obligé de vous condamner officiellement mais ne tenez pas compte de mes paroles... Je suis obligé de vous désavouer, mais traitez. » « Traitez » parce qu'il fallait le faire, et « désavouer » parce que, vis-à-vis des Fritz, nous devions nous dissimuler. Darlan, en prenant connaissance du message, aurait dit : « Le vieux est OK, donc je traite avec les Américains. » Le seul reproche qu'on puisse faire au Maréchal, c'est que les Français n'aient pas très bien compris sa pensée dans les circonstances qui étaient les nôtres.

Mais il est vrai que la propagande de Londres était très efficace, d'autant plus que de Gaulle craignait de se faire doubler. Mais, avec habileté, il retournera la situation en sa faveur... Moi qui n'étais pas collaborateur, même pas pétainiste mais maréchaliste, j'étais mu par un attachement profond au Maréchal parce que je sentais que ce qu'il désirait était profondément français. Et que les apparences qui pouvaient être données ne correspondaient pas à sa réalité française profonde. C'est tout. Le docteur Ménétrel était dans les mêmes dispositions. Ce sont les circonstances du moment. Et la faute de De Gaulle est d'avoir transformé les circonstances du moment en données fondamentales. Et il l'a fait au détriment de l'union des Français. C'est cela qui est grave. Et il l'a fait en sachant que c'était peut-être l'escabeau qui lui permettrait d'arriver.

Il y a quand même une question qu'on se pose dans ce moment très précis où les Allemands vont occuper l'ensemble du territoire, où les Alliés sont en Afrique du Nord ; c'est une question que les historiens n'ont jamais vraiment résolue, parce que Pétain, dans cet instant crucial, s'il décide de partir, de faire le saut en Algérie, de quitter Vichy, devient le personnage politique incontournable pour l'après-guerre. C'est la grande question que tout le monde se pose. Raymond Aron, peu suspect de pétainisme, se la pose aussi dans ses *Mémoires*. On ne comprend pas pourquoi Pétain n'a pas fait ce choix, celui de partir en novembre 1942, de quitter le territoire et de rejoindre Alger.

Parce qu'il avait dit en 1940 : « Je n'abandonnerai pas le peuple français. » C'est tout. Le reste, c'est de la littérature. Il avait dit : « Je sais ce qui m'attend, mais je limiterai les souffrances de la

France. » Et il l'a dit dès 1940 ! Il est dans le sacrifice absolu. C'est une position sacrificielle. Pétain intuitivement sent depuis le début qu'il risque de traverser une vallée de larmes. Il aura ce mot extraordinaire, qui résume à lui tout seul sa tragédie : « Je brûlerai ma gloire ! » Si un Plutarque réécrivait la vie de gens illustres, il écrirait à coup sûr la vie du maréchal Pétain.

En effet, par calcul politique, il aurait pu faire le choix du grand saut et partir en Afrique du Nord ; et là, il n'y a plus personne, plus de Gaulle, et compte tenu de l'aura qui est la sienne... même de Gaulle d'ailleurs se posait la question, il l'a dit : « Pourquoi reste-t-il ? Pourquoi ne rejoint-il pas Alger ? » Parce que de Gaulle est finalement plus politique que le maréchal Pétain... C'est évident. Le maréchal Pétain ne procédait à aucun calcul politique. Il n'avait que l'amour de la France. Alors, que de Gaulle l'ait exploité, parce qu'il était très intelligent et très habile, c'est possible.

Quand j'apprends l'assassinat de Darlan en décembre, j'ai évidemment pensé que, si de Gaulle avait fait procéder à cet attentat, c'était d'abord pour servir son intérêt personnel. De Gaulle dira : « Darlan n'a pas été assassiné. Il a été exécuté. » En faisant passer Darlan pour un collabo, ce qu'il avait été d'une certaine manière, cela grandissait de Gaulle dans l'idée qu'il se faisait de lui-même. Car Darlan, s'il n'est pas abattu par le jeune Bonnier de La Chapelle, peut remporter la partie à ce moment-là et prendre le leadership. Les Américains n'y sont pas hostiles, loin de là...

C'est tout à fait vraisemblable, bien sûr, parce que de Gaulle ne serait pas alors allé en Afrique du Nord. Ce qui m'a étonné, à l'époque, c'est que Châtel, le gouverneur de l'Algérie, et Noguès, au Maroc, aient quand même suivi de Gaulle ! Ils avaient les moyens de l'éliminer. Ils disaient à un tirailleur : « Tu vois un général, tu tires ! » Je n'ai pas compris. Ni Châtel ni Noguès. Noguès était très patriote d'ailleurs. Et marocain si je puis dire. Je n'ai pas compris, cela m'a échappé. Et cela m'échappe encore. Parce que de Gaulle a pris le risque de diviser les Français. Mais de Gaulle, qui était tout autant culturellement conservateur que nous l'étions, a su circonvier des militaires initialement acquis à Vichy, cela en occultant son alliance avec les communistes.

Dans tous les cas, la première conséquence du débarquement en Afrique du Nord réside dans le fait que Pétain délègue la signature de la plupart des actes du gouvernement à Laval. Le 17 novembre, l'Acte constitutionnel procède à ce transfert.

J'ai pensé alors que, comme des décisions pro-allemandes seraient inévitablement prises, le Maréchal ne voulait pas que le peuple français pensât qu'il en était l'inspirateur ou l'auteur. C'était sans doute aussi, et plus encore, la pensée du docteur qui a veillé à cette dévolution. Ménétrel était animé par un attachement indéfectible à Pétain. Ménétrel l'a sans doute incité à accepter cet Acte constitutionnel. C'est un Acte constitutionnel qui remet la signature de tous les décrets, toutes les lois à Laval, sans qu'il soit nécessaire de les soumettre au paraphe de Pétain. C'est aussi pour préserver la personnalité et sanctuariser d'une certaine manière le Maréchal aux yeux de l'opinion et de l'histoire.

Ménétrel n'avait de pensée que dans la mesure où il estimait que c'était la pensée profonde du Maréchal. (*Silence.*) Je ne nie pas des erreurs ; il y en a eu, et de nombreuses. Le procès de Riom en fut une et d'ailleurs il fut interrompu sur instruction de Vichy ; Blum, Daladier, Gamelin devant une Haute Cour... Je considérais que les gouvernements successifs de la République avaient abandonné les intérêts de la France et à ce titre j'étais contre eux, mais honnêtement je me disais qu'il eût mieux valu ne pas faire ce procès qui contenait des ferments de division. C'était une erreur. Bien sûr. Parce que cela divisait. Et que nous étions dans une période où il fallait au contraire que les Français fussent rassemblés, centrés sur le redressement de la France. C'est une erreur d'avoir donné aux

Français une occasion d'être encore divisés, même si le régime précédent dans ses années finissantes ne s'était pas montré à la hauteur dans toutes ses dimensions, y compris administratives.

Je me souviens ainsi que lorsque mon frère a été reçu au Conseil d'État en 1934, on a fait passer devant lui le fils d'un conseiller d'État, que le concours pourtant avait classé plusieurs places après lui. André Lavagne en avait eu connaissance aussi et avait évoqué cet épisode devant moi alors que nous étions au cabinet. Alors que penser d'un pays où le Conseil d'État se livre à ce genre de manœuvres ? Mais si vous dénoncez aujourd'hui les frasques de la III^e République finissante, vous êtes encore suspect.

Je suis très content qu'on m'ait foutu la paix après-guerre, mais je n'ai jamais dissimulé mes opinions. J'ai toujours été libre d'expression et de propos ; et d'ailleurs je vais vous livrer la réaction de ce mannequin chez Balmain... Quand le Maréchal est mort, fin juillet 1951, nous avons la collection le lendemain ou le surlendemain ; je suis entré dans le bureau de Balmain à 9 heures du matin en lui disant : « Demain, si tu permets, je serai absent toute la journée. » Il a compris. Je suis allé aux obsèques du Maréchal, je suis revenu et, deux jours plus tard, je crois, j'entre dans la cabine des mannequins pour surveiller le départ d'un modèle. J'entends alors l'un d'eux dire : « C'est bien, les hommes qui ont le courage de leur opinion ! – Pourquoi dites-vous ça, Carole ? – Vous n'avez pas vu *Match*, monsieur Racine ? – Non. – Vous pourriez. » Je prends *Match* et, en effet, je vois la photographie du transport du cercueil du Maréchal, puis une grande place vide et moi, derrière, avec la légende : « Racine, ancien membre du cabinet du maréchal Pétain. » Eh bien, ça m'a fait réfléchir. Parce que la fille en question, quelques années auparavant, pour la seule fois où le Maréchal avait pu venir à Paris en 1944, était à Paris, avait vu et entendu le Maréchal ovationné place de l'Hôtel-de-Ville par les Parisiens, dont la presse était plus ou moins collabo d'ailleurs. Mais la réaction profonde du peuple de Paris, c'est d'avoir pensé que le Maréchal incarnait la patrie et que jamais il n'avait trahi les Français. Et place de l'Hôtel-de-Ville, ça a été un hurra ! Je n'y étais pas, mais j'ai vu des gens qui y étaient. Les images de l'époque sont éloquentes.

La réalité du climat de ces années, c'est qu'à l'exception d'une minorité, et ce jusqu'au bout du conflit, le Maréchal reste une icône sacrée ! C'est de Gaulle qui politiquement va désacraliser le Maréchal tout d'abord pour donner des gages aux communistes et ensuite pour satisfaire son amour-propre et se substituer à la figure tutélaire.

En août 1942, Pétain va rencontrer le comte de Paris. Cela se passe moyennement d'ailleurs entre le comte de Paris et lui. Vous, vous vous sentez monarchiste encore à ce moment-là ou plus du tout ?

Non. Je pense que la France a été faite par la monarchie absolue, qui a joué le rôle fondamental de construction du pays car nous étions des peuples sympathiques les uns vis-à-vis des autres, mais qui passaient leur temps à se disputer entre eux. Mais je n'étais pas monarchiste pour autant, parce que je pensais que les Français n'étaient pas préparés à ce retour, même si nous vivions et vivons toujours en monarchie républicaine... Et entre 1919 et 1939, combien de fois ai-je vu de fait les pleins pouvoirs octroyés aux gouvernements de la République. C'est cela, la monarchie absolue. Pour en revenir à l'entrevue que vous évoquez, j'en ai entendu parler sans y être associé. Je crois que cette rencontre a été facilitée par un officier basque, fort sympathique, Gorostazu, que nous

affublions du sobriquet de « Goros ». C'était quelqu'un de très énergique, de vif...

Je n'ose pas me prononcer de façon précise. Il me semble que le Maréchal dit au comte : « Je respecte votre façon de penser mais moi, j'ai été porté à la tête de l'État par la République française. » Le comte de Paris est reparti extrêmement frustré de sa rencontre avec Pétain, voire amer. Il a même été assez aigre en écrivant, je ne sais où : « Amitiés et intrigues, médecine et police parallèle alimentaient et entretenaient leurs multiples influences », en parlant de Vichy. Le comte de Paris pensait qu'il lui appartenait d'être à la tête de la France puisqu'il était le chef de la Maison de France et que, s'il y avait des obstacles, il trouvait que c'était regrettable. Mais, encore une fois, Pétain était bien plus de culture républicaine qu'on ne l'imagine. Il était par principe partisan de faire exprimer la volonté populaire dans la mesure où cela servait les intérêts du pays. C'est tout le paradoxe de notre affaire si je puis dire ! Mais, de cette entrevue avec le comte de Paris, Ménétreel ne nous a pas parlé.

Encore une fois, le docteur était au courant de tas de choses, mais ses adjoints ne l'étaient pas nécessairement. Seulement, quand il ne parlait pas de certaines choses, il avait une certaine façon de n'en pas parler ou d'en parler, qui laissait entendre qu'il faisait confiance à ses jeunes interlocuteurs pour comprendre ce qu'il leur disait. C'était ainsi, souvent, à demi-mot...

Questions diverses

Fin 1941 est créé le Commissariat général au reclassement des prisonniers. Quelle était la fonction, la mission de ce commissariat ?

Il faut tout d'abord insister sur un point. La question des prisonniers est matricielle pour comprendre le comportement de Pétain. C'est elle qui dicte prioritairement les choix qu'il pourra effectuer. Le Maréchal pensait, à juste titre d'ailleurs, que les Allemands disposaient d'un moyen, que personne ne pouvait par la force des choses leur contester, pour faire ce qu'ils voulaient de cette masse d'hommes qui de fait étaient des otages. C'est l'une des raisons pour lesquelles on a été contraint, dans tel ou tel cas, de céder aux pressions allemandes.

Quand les prisonniers qui avaient eu une activité avant la guerre, qui avaient fait la guerre et qui étaient restés pendant des mois, voire des années dans un camp revenaient, il fallait bien leur trouver du travail. L'époque était difficile, parce que très souvent le travail qu'on faisait permettait aux Allemands de prendre tout, c'est-à-dire de participer indirectement à leur effort de guerre. Nous étions littéralement pillés.

Le reclassement des prisonniers consistait à répondre pratiquement à une question : « Que faire des prisonniers ? » D'autant plus qu'il y en avait qui habitaient la zone occupée ! De la zone non occupée, que pouvions-nous faire pour la zone occupée ? Les Allemands décidaient de tout de l'autre côté de la ligne de démarcation.

Le Commissariat est *de facto* créé pour procurer une activité aux prisonniers libérés, d'autant plus que certains, parfois évadés, parfois séparés de leur famille par la ligne de démarcation, ne parvenaient pas également à rentrer chez eux.

Le premier commissaire sera Maurice Pinot. Je m'en souviens bien ! C'était un homme très intelligent et très patriote. Et très anti-collabo, mais maréchaliste comme nombre d'entre nous. Je crois qu'il avait été élu dans le 16^e arrondissement de Paris. C'était un bourgeois éclairé. Pinot s'opposera à Laval à qui il conseillera entre autres de démissionner après le débarquement en Afrique du Nord. À partir d'un moment, alors que l'Occupation se fait de plus en plus pressante, s'est posée la question de l'attitude des prisonniers car les Allemands avaient intérêt à ce que ces derniers eussent une attitude collaborationniste. Et tout en évitant de dire le contraire officiellement, il convenait de persuader les prisonniers qu'il ne fallait pas être pro-allemands. C'était l'une des missions de Pinot que d'éviter que les prisonniers soient récupérés à des fins « collaborationnistes ». C'est pour cela qu'il va être « vidé » par Laval d'ailleurs et remplacé par André Masson.

Masson, je l'ai reçu dans mon bureau pour lui faire comprendre que ce qu'il faisait n'allait pas dans la direction que nous souhaitions, c'est-à-dire éviter que le Commissariat ne devienne un relais de la politique de collaboration activée par Laval.

Seulement, il fallait le faire entendre sans trop le dire ; car Masson, proche de Laval, n'aurait pas manqué de rapporter mes propos à celui qui l'avait nommé, et Laval s'en serait ému ainsi que plaint

automatiquement auprès du Maréchal sur le ton : « Vous avez avec vous un membre de votre entourage qui est en train de trahir ma politique... »

Je pensais que le Commissariat aux prisonniers constituait un instrument qui devait soustraire les prisonniers à l'influence allemande et à l'influence collaborationniste. Globalement, ce fut le cas jusqu'au printemps 1942, date du retour de Laval aux affaires. Mais, avec ce dernier, le Commissariat devient un enjeu de lutte entre collaborationnistes et anti-collaborationnistes. D'ailleurs, le cabinet de Pétain sera réservé, voire opposé à la relève et au STO. Et les luttes d'influence autour du Commissariat traduisent une chose : Vichy n'était pas un bloc mais une myriade de forces qui s'affrontaient autour du Maréchal, se revendiquant souvent à tort de lui pour certaines d'entre elles.

C'est au Commissariat aux prisonniers que je vais faire la connaissance de quelqu'un qui, par la suite, fera son chemin et jouera un rôle important dans la vie politique française, mais qui à l'époque est un jeune homme qui, après s'être évadé, revient de captivité. Il s'agit de François Mitterrand qui vient d'être recruté comme responsable du service de presse du Commissariat en zone non occupée. Je le croisais de temps à autre, sans plus, à la Maison du prisonnier. Il s'agissait d'une antenne qui s'occupait soit de reclasser, soit de procurer des aides diverses. J'approuvais silencieusement son action qui consistait à progressivement structurer les prisonniers dans une opposition à la collaboration et aux Allemands. Je savais parfaitement qu'il avait une action de noyautage du Commissariat au service de certains milieux résistants. Nous étions parfaitement au courant et son action était silencieusement approuvée et confortée. On ne pouvait pas l'approuver officiellement mais nous le favorisions soit activement, souterrainement, soit en ne le contrariant pas.

Et Mitterrand, tout en étant maréchaliste, est résistant, mais mon sentiment, dès cette époque, est que Mitterrand était pour Mitterrand et qu'il avait envie de jouer un rôle. Une ambition personnelle le guidait ; néanmoins il a pris des risques et il était très habile. Il a bien su exploiter ce sentiment anti-allemand, bien naturel, des prisonniers. Afin de le préserver de toutes parts et parce que nous savions parfaitement les liens qu'il nouait avec la Résistance, nous prîmes l'initiative de lui faire remettre la Francisque par le Maréchal.

Il s'agissait de le couvrir afin qu'on ne puisse douter de son attachement au régime, nonobstant ses actions « subversives ». C'est Gabriel Jeantet, un sacré personnage, qui un jour est venu me solliciter pour qu'on accordât la Francisque à François. Jeantet avait une forte personnalité et nous l'approuvions secrètement dans son action anti-allemande. C'était un ancien de la Cagoule, très à droite, germanophobe, contre Laval et admirateur du Maréchal. Il était proche de Dungler aussi dont j'ai déjà parlé. Autant vous dire que ses états de service dans la Cagoule nous laissaient parfaitement indifférents. C'est donc à la demande de Jeantet que je vais favoriser le dossier de Francisque de Mitterrand, dont j'appréciais d'abord la qualité du travail au Commissariat, ensuite l'évidente opposition aux menées de Laval pour noyauter les prisonniers, enfin l'attachement non feint et sincère à la personnalité du Maréchal. J'ai donc insisté pour que Mitterrand fût reçu par le Maréchal lui-même. Il a d'ailleurs été reçu. Je le vois encore en octobre 1942. Je le vois même dans l'embrasure de la porte du 126 entrant, avec Ménétreel, dans le bureau du Maréchal. Il s'agissait de démontrer aux milieux des prisonniers qu'il avait l'approbation du Maréchal sans pour autant favoriser son action de résistant gaulliste. Parce que la notion de résistance était vécue par un certain nombre de Français comme étant pro-gaulliste. Ce qu'il fallait se dire, c'est qu'on pouvait être résistant tout en étant anti-gaulliste. Nous avions la volonté de casser dans l'esprit des gens cette assimilation qui commençait à

prendre corps entre l'idée de résister et le général de Gaulle. Ce dernier avait préempté cette idée en l'incarnant. Or, nous considérons que par notre action nous nous opposions avec autant d'efficacité à l'occupant et en nous souciant des conséquences immédiates pour le peuple français. D'ailleurs, les Allemands nous soupçonnaient d'entraver en permanence leur volonté. La meilleure preuve en est le courrier, dont j'ai déjà parlé, de Ribbentrop à Abetz désignant le docteur Ménétreel chef secret de la Résistance ! On ne peut pas mieux dire les choses. Mais, au contraire de De Gaulle, nous étions silencieux.

Naturellement, pour que la Résistance puisse exister, il fallut qu'elle fût secrète. Sans cela nous aurions pris la direction des camps. Et ce sera le cas au demeurant pour certains : je pense à de Chalvron mais à Jeantet également qui sera déporté et que de Gaulle « remerciera » en le frappant... « d'indignité nationale » à la Libération. À l'époque, nous estimions que de Gaulle parlait de résistance, alors que nous autres, nous la pratiquions au jour le jour sans en parler. C'est la différence entre de Gaulle et la réalité française d'alors, telle que nous la ressentions. C'était cela, notre vérité, une vérité dont je mesure combien elle est éloignée de ce qu'on vous a transmis et enseigné.

Pour en revenir au cas Mitterrand, je facilite son dossier de Francisque pour deux raisons : tout d'abord pour prouver aux prisonniers ou aux milieux des prisonniers que ce jeune homme qui a une activité de résistance est soutenu par le maréchal Pétain et que, d'une certaine manière, il n'est pas le jouet du général de Gaulle ; ensuite aussi pour le couvrir. Ce sont ces deux raisons qui me guidaient. C'est aussi bête que cela. Voilà qui résume assez bien notre vie sous l'Occupation !

Avez-vous le souvenir d'autres cas très concrets de protection que vous auriez pu accorder à des gens qui, comme Mitterrand, avaient une action clandestine ou tout de même un lien avec la clandestinité ?

Je me souviens d'avoir reçu Pierre Chigot et Jean Védrine, le père d'Hubert Védrine. Tous deux étaient membres du Commissariat et en lien avec Mitterrand qu'ils soutenaient et accompagnaient dans ses activités au service de la Résistance. J'ai favorisé leurs actions et je les autorisais à se réclamer d'avoir été reçus par moi. Ils ne s'en privèrent pas. C'était de mémoire début 1943, en janvier précisément. Chigot et Védrine, tous deux anciens prisonniers, s'étonnaient des conséquences désastreuses dans le milieu des prisonniers de la nomination de Masson à la tête du Commissariat. En effet, à ce moment-là, c'est eux qui m'apprennent que Pinot est en train de se faire débarquer. De mémoire, ce doit être le 10 ou le 11 janvier. Je me vois encore les recevant. Tout le problème alors consiste à savoir comment je peux entraver cette nomination qui est soutenue au plus haut niveau. Car je sais bien qu'avec Masson, c'est la ligne collaboratrice qu'on s'efforce d'imposer au Commissariat et par la suite au milieu prisonnier. Il nous faut jouer serré, si j'ose dire. C'est une époque où pleuvent les coups et où le moindre faux pas peut être lourd de conséquences... Védrine, indiscutablement, est très abattu... Il est là pour me prévenir mais pour chercher un appui aussi, c'est évident, que je vais lui apporter tout en évitant d'être dévoilé... Ménétreel m'a demandé de le recevoir avec Chigot parce que le lendemain le Maréchal leur accordera une audience. Védrine m'explique la situation, qu'autour de Mitterrand nombreux sont ceux qui veulent démissionner de leur poste suite à la nomination imminente de Masson. Pour finir, Védrine m'interroge sur le langage qu'il

faut tenir au Maréchal le lendemain et s'il peut lui faire part du fort mécontentement que suscite le limogeage de Pinot. Je lui donne bien évidemment l'aval pour qu'il s'exprime franchement avec le Maréchal. Celui-ci est très préoccupé par la question. C'est un dossier qu'il suit de très près. Et je me souviens d'avoir exhorté Védrine à vider l'abcès, à casser le morceau lors de sa rencontre avec Pétain qui devait se dérouler le lendemain en présence d'autres délégations dans la grande salle à manger du rez-de-chaussée de l'Hôtel. Ce jour-là, quand vint le tour des prisonniers d'être reçus par le Maréchal et, après quelques échanges fort cordiaux, Védrine se lança et dit tout de go, non sans émotion, la situation, celle du Commissariat. Pétain fut très surpris d'apprendre que l'on fit croire que le remplacement de Pinot, dont il apprend la nouvelle, puisse s'effectuer avec son accord. Je me souviens qu'un proche de Laval qui nous accompagnait durant cette audience s'insurgea de son côté du comportement de Védrine. Ménétreel le fit taire et encouragea Védrine à poursuivre. Bien que nous fussions révoltés par l'arrivée de Masson, Laval parvint à l'imposer, malgré le mécontentement réel du Maréchal. Nous pensions avec raison que Masson incarnait la collaboration dans le droit fil de la politique de Laval. Et Pinot, je le connaissais personnellement dans son action et sa manière de diriger le Commissariat. Dans la mesure où nous pouvions le favoriser, l'aider, nous le faisons : Pinot était maréchaliste et anti-collabo. Comme Ménétreel, comme Védrine, comme Mitterrand, comme moi, comme bien d'autres... Mais le résultat, c'est que Pinot fut remplacé par Masson.

Ainsi, le Commissariat aux prisonniers passe aux mains de quelqu'un qui est proche de Laval. Lequel est obligé de dire qu'il est pour la collaboration. Qu'il le soit ou qu'il ne le soit pas, il est obligé de le dire.

Je suis, soixante-dix ans après, beaucoup moins sévère pour Laval que je ne le fus à l'époque où mon action était guidée par la volonté de contrecarrer ce que je ressentais comme une compromission inacceptable. Depuis son retour aux affaires, je n'avais de cesse dans mon périmètre de favoriser l'action de ceux qui s'opposaient à la collaboration telle que la défendait Laval. D'où la Francisque à Mitterrand pour laquelle Védrine me sollicita avec ses deux parrains : Gabriel Jeantet et Arbellot, lequel était responsable de la presse à la délégation à l'information.

J'ai beaucoup ri le jour où Védrine est venu me demander que l'on instruisse un dossier de Francisque pour Mitterrand, car encore une fois, son action en faveur de la Résistance était bien connue. Et d'ailleurs, elle ne cessa de s'affirmer pour être de plus en plus visible.

Je me souviens de m'être rendu à l'été 1943 à Paris, en juillet. Une vraie tristesse que de voir les principales artères de la capitale aux couleurs allemandes. Une réunion autour des prisonniers en présence de Masson devait se tenir salle Wagram. J'étais parti de Vichy jusqu'à Paris pour assister à la Journée nationale des prisonniers, une grand-messe instituée par Masson. Je savais que ce serait un moment important. J'étais missionné par Ménétreel pour tester de visu la réaction des prisonniers à la prestation de Masson dont je pressentais qu'elle serait très « collaborationniste » : je ne fus pas déçu ! Mitterrand, que je croisai, me prévint en souriant de ne pas me mettre à côté de lui, car cela risquerait de me compromettre. J'ai rigolé, je me souviens. Après une succession interminable de discours prononcés par des orateurs proches de Masson, Mitterrand a pris la parole et a clairement remis en cause l'évolution récente du Commissariat. Masson était furieux : il a même menacé Mitterrand. Mais la salle, tout acquise à l'ancien commissaire, Pinot, a réagi avec force contre les propos collaborationnistes de Masson. Un brouhaha indescriptible s'en est suivi et Mitterrand en profita, je crois, pour filer à l'anglaise...

Encore une fois, j'étais résolument hostile aux méthodes de Masson et à sa politique dont

j'estimais, sur la foi des rapports que m'adressait Védrine, et Mitterrand pensait la même chose, qu'elle conduisait les prisonniers à grossir les rangs des communistes et à les éloigner du Maréchal. Masson était à côté de la plaque, incapable de pragmatisme. C'était un ancien des « Jeunesses patriotes », bien plus militant que responsable. Son action était contre-productive pour le Maréchal. Ses soutiens traînaient Pinot dans la boue en en faisant un relais de la banque Worms et des synarques. J'ai conservé des liens avec celui-ci après qu'il eut été limogé et qu'il se fut mis au service exclusif de la Résistance avec Mitterrand. À plusieurs reprises, je vais le rencontrer. Pinot était profondément anti-allemand. Il a eu un rôle positif et difficile. Et au cabinet, ce qu'on pouvait faire, c'était l'aider moralement, concrètement parfois et financièrement, mais on ne pouvait pas officiellement dire : « On est contre la politique de collaboration. » Il y aurait eu une intervention immédiate des Allemands.

D'autant plus qu'après le chahut dont Masson avait été l'objet nous allions nous efforcer de porter l'avantage car le Commissariat traversait une crise dont il fallait sortir. Au pire, il convenait de réorganiser en reprenant le contrôle de l'aide sociale, tout au moins pour couper les prisonniers de la propagande collabo ; au mieux, il fallait parvenir à évincer Masson. Je me souviens de m'en être entretenu discrètement avec le Maréchal qui, en présence de Ménétrel, nous a incités à trouver une solution avec le cabinet de Laval. Je me souviens : nous sommes le 14 juillet 1943. Après déjeuner, une réunion est organisée avec Jardin et Villar du cabinet Laval. Tous deux, si mes souvenirs sont bons, ont parfaitement conscience de la difficulté, et d'ailleurs, Jardin, un esprit d'une très grande intelligence, peu enclin au « collaborationnisme », quoi qu'en disent certains, évoque toutes les solutions envisageables... Le résultat, c'est que la pression est si grande que Masson va venir quelques jours plus tard, ulcéré, me présenter sa démission, que je ne suis pas habilité, cela va de soi, à accepter. Ce qui ne m'empêche pas de réfléchir à une solution alternative. Ménétrel et moi, de concert avec Védrine et Pinot, nous évoquons le nom de Mitterrand pour remplacer Masson et nous lui faisons même, discrètement, passer le message. Je pensais que François Mitterrand ferait une politique plus souple. C'est le moins que l'on puisse dire. Il n'avait pas une ossature très figée et nous avions sans doute la même façon de concevoir les choses. D'après ce que je crois savoir, il a hésité. Mais, parce qu'il doit se rendre compte à ce moment-là que tout tourne en faveur des Alliés et donc de De Gaulle, il aura l'intelligence de refuser. Eût-il accepté, je pense que son destin n'eût pas été le même et celui de la France également... C'était une situation impossible, en effet.

Mais, quand on a perdu la guerre, on paie la note, c'est tout ! Et ce qu'on peut essayer, c'est qu'elle soit la moins coûteuse possible ! Et ne pas s'étonner qu'on nous la fasse payer. Moralement, en tous les cas. Je subodorais tout naturellement que les Allemands étaient au courant de mon rôle et qu'ils savaient que j'étais fondamentalement opposé à leur politique. Je devais être dans leur radar. Mais, proche de Ménétrel et de Pétain, ils n'osent pas s'en prendre à moi. Ils concentraient encore leur méfiance sur le docteur. Il ne fallait pas s'étonner que ses deux adjoints fussent aussi anti-allemands. Ce qui était notre cas avec Goudard et nous ne nous en cachions pas.

Quand j'ai quitté Vichy en septembre 1944 pour Marseille après la Libération, j'ai mis toutes sortes de documents capitaux dans une grande caisse : elle ne m'est pas arrivée. Elle a été détournée. Parce que j'avais eu la maladresse de me l'envoyer à mon nom, « Paul Racine », chez ma sœur, au lieu de mettre le nom de ma sœur comme destinataire. Certains de ces documents sont aux Archives nationales, d'autres se sont perdus... Et c'est bien regrettable...

À la Libération, les membres du cabinet du Maréchal étaient surveillés, pour le moins... Mais

j'ai eu de la chance, et quelque part, la Résistance savait quel avait été le rôle de Ménétrel et de son entourage. Cela nous a évité sans doute bien des ennuis.

Quel jugement vous portez sur Mitterrand ?

Je ne sais pas s'il avait toujours été habité par le désir d'arriver à être ce qu'il a été, mais cela ne m'étonnerait pas. Un jour, à Vichy, je me suis retrouvé à côté de lui, à la Maison du prisonnier, lui sachant ce que je faisais et moi sachant ce qu'il faisait, aucun de nous ne disant un mot à l'autre. Voilà qui en dit long sur le personnage, sur sa maîtrise de soi qui est quand même le signe d'une immense volonté. Il savait que j'étais opposé à la collaboration mais aussi que je lui rendais quelques services.

J'ai protégé François Mitterrand, clairement, pendant la guerre. Mais c'était bien normal. Et il m'est arrivé plus tard de voter pour lui en raison de son attachement à ce passé. Mitterrand a suivi son évolution par la suite, mais il était quelqu'un auquel on pouvait transmettre des messages et qui, sur l'essentiel, nonobstant quelques compromis, ne lâchait rien. Et force est de constater qu'il tint bon !

Quant à Jean Védrine – je ne veux pas être déplaisant –, il était un peu démocrate-chrétien. Cela m'agaçait quelque part. Mais il était assez maréchaliste, aussi. Il l'était dans la mesure où il savait que le Maréchal s'opposait implicitement à Laval. Et Mitterrand était maréchaliste aussi.

Un autre sujet, le plus difficile quand on aborde cette époque parce que c'est devenu le sujet central de l'histoire, des historiographies, même si cela ne l'était pas à l'époque, c'est la question des Juifs, du statut des Juifs et de la responsabilité de Vichy dans la tragédie de la Shoah. Quel est votre regard à l'époque sur ce qui se passe alors ? L'état de vos informations ? Et quel est le regard que vous portez aujourd'hui sur cette histoire ?

Dans l'ensemble, il me semble que le pays avant guerre était traversé par un fort courant antisémite. Cet antisémitisme pouvait être intellectuel, voire religieux, mais aussi populaire, c'est-à-dire plus instinctif au regard d'une situation économique qui se dégradait. Quoi qu'il en soit, cet antisémitisme se nourrissait de ce sentiment que les Juifs sont juifs avant toute chose. Certains de nos compatriotes considéraient que les Juifs entre plusieurs fidélités optaient toujours pour leur judaïté et qu'en conséquence leur attachement à la France était nécessairement secondaire, voire pour les plus excessifs des antisémites un leurre au service d'un complot. L'antisémitisme pathologique, maladif était le fruit d'une poignée de gens. Pour des raisons familiales notamment, pour ce qui me concerne, je n'étais pas antisémite. L'une de mes belles-sœurs était juive par son père, qui était originaire de Russie. Je ne nie pas pour autant qu'il pouvait y avoir dans mes relations, et notamment parmi ceux qui comme moi étaient profondément nationaux, des gens qui considéraient que les Juifs constituaient un problème pour la société française. J'étais moi-même très réceptif au thème de l'anti-France mais, à mes yeux, il ne s'incarnait pas dans les Juifs mais bien plus dans la gauche et notamment les communistes. J'étais indéniablement national, membre d'ailleurs des Volontaires nationaux, très anti-franc-maçon mais en aucun cas sensible à l'antisémitisme. Pour autant je ne condamnais pas les

antisémites, même si je ne les comprenais pas. J'étais, je dois l'avouer, relativement indifférent. Ce qui est certain, c'est que je ne pensais en aucune manière que les Juifs étaient responsables de nos maux – ce qui était le cas quand même d'une bonne partie des cadres des mouvements nationaux qui eux, sans être toujours virulents, estimaient que les Juifs, et notamment les Juifs les plus fraîchement arrivés en France, posaient problème. Mais encore une fois je n'ai pas été élevé dans une famille antisémite, même si celle-ci était traditionnelle, conservatrice, légitimiste. Mon grand-père avait même été dreyfusard tout en étant monarchiste. Et sans doute le fait que mon frère soit marié à une femme d'origine juive m'immunisait contre cette tentation, même si l'on peut être ami, voire parent avec des Juifs et être antisémite. Dans tous les cas, ce n'était pas une obsession, ni une question. Je ne me rappelle pas quelle était mon opinion au moment du premier statut des Juifs en octobre 1940. Pour une raison au demeurant explicable : j'étais captif à ce moment. Ce que je savais, et ce dont je me suis rendu compte par la suite, c'était que cette institutionnalisation de l'antisémitisme d'État était diversement appréciée, même à Vichy, tout au moins au moment où j'y prends mes fonctions en 1941. Certains pensaient que les Juifs se considéraient comme juifs avant d'être français ; d'autres étaient dubitatifs sur l'efficacité des mesures ; d'autres encore étaient hostiles à ce statut, comme René Gillouin, l'un des conseillers du Maréchal, qui, lui, était clairement philosémite ; il y avait ceux aussi qui considéraient que la priorité était de préserver les Juifs français. Ménétrel, lui, était empreint d'une forme d'antisémitisme. Il pensait qu'il existait *de facto* un lobby juif qui défendait d'abord ses intérêts. De toutes les manières, la législation antisémite a été une faute morale et bien sûr politique. Il pouvait y avoir des gens qui étaient fondamentalement antisémites alors que le reste de la population, majoritaire, ne l'était pas ; ce qui n'excluait pas parfois des réflexes ponctuels d'antisémitisme qui ne se traduisaient certainement pas pour autant par une volonté de discrimination.

L'Action française, dont je me sentais proche et dont je lisais de temps en temps la publication comme mes frères jusqu'au moment où elle fut condamnée par Rome, était indéniablement antisémite. C'était un point de leur doctrine que nous ne partagions pas.

Mon frère Pierre, le futur directeur du cabinet de Michel Debré, avait été Action française. Mais il s'en était retiré au moment de la condamnation par le pape. Pour comprendre un tant soit peu ces temps d'équivoque, il faut se garder de toute lecture rétrospective et simplificatrice. Il peut y avoir dans la vie des hommes des engagements paradoxaux, contradictoires, apparemment incohérents, mais au moment où ils se manifestent, ils obéissent à une forme de cohérence. C'était notre cas. D'une manière générale, l'Action française était néanmoins fortement antisémite et faisait partie indéniablement de ceux qui, après la défaite de 1940, rendirent responsables les Juifs de la catastrophe. Ce qui n'exclut pas que certains membres de l'Action décidèrent aussi de s'engager dans la Résistance et de combattre ouvertement les Allemands ! Encore une fois, ceux qui cherchent des simplifications limpides dans les événements de ces années-là n'y trouveront que du désordre, du bruit et de la fureur. C'est le propre, je crois, des grandes séquences historiques !

Une partie de l'épiscopat a condamné fortement les rafles de 1942. Ce qu'on constate par exemple quand on lit les rapports des préfets sur l'opinion publique, c'est que justement l'opinion va massivement, dans ses profondeurs, condamner les rafles, considérant que la France a manqué à son devoir en raflant et en aidant

à rafler les Juifs. L'épiscopat réagit en 1942, notamment monseigneur Saliège avec son fameux message où il écrit : « Les Juifs sont d'abord des humains, ce sont nos frères... » Et les autorités religieuses dans leur ensemble, les protestants aussi, je pense au pasteur Boegner notamment, se mobilisent... Quel est votre sentiment au moment où l'épiscopat réagit ?

Ma réaction profonde est la suivante : « Je condamne tous ceux qui condamnent les Juifs. » Je suis chrétien et mon christianisme n'est pas soluble dans l'antisémitisme, même si certains de mes amis versent dans cette déraison... Je dois dire que je n'avais aucune idée, à ce moment-là, avec les rafles, opérées par la police française, du sort qui était réservé aux Juifs. Jamais je n'ai imaginé que ce processus conduirait à l'extermination, à la Shoah. Comme beaucoup, je pensais de bonne foi que la politique conduite en cette matière préservait les Juifs français. La question de savoir quelle était l'issue de ces rafles exigées par les nazis ne se posait pas, explicitement. C'est terrifiant. Et l'interrogation visant à savoir qui est informé de la finalité réelle de cette exigence allemande, encore moins. L'histoire nous a appris que les Alliés étaient au courant et qu'ils n'ont pas pris les mesures pour entraver ce meurtre de masse parce qu'ils se concentraient d'abord sur l'objectif qui visait à abattre l'Allemagne et son régime.

Et la Résistance gaulliste, dont on parle tant, n'a jamais ou presque levé le petit doigt, que je sache, pour le sort des populations juives. Ceux qui ont sauvé les Juifs, ce sont soit les civils, soit les religieux, soit des fonctionnaires, etc., mais pas les organes centraux de la Résistance en l'occurrence, pour lesquels il s'agissait d'une question périphérique dans la mesure où leur priorité était la libération et la conquête du leadership d'après-guerre. D'ailleurs, si une majorité de nos compatriotes juifs a pu échapper, fort heureusement, aux traques, c'est parce que les Allemands n'administraient pas directement le pays. Ce constat peut déplaire, mais l'écran constitué par Pétain a permis, ne serait-ce que mécaniquement, peut-être pas toujours volontairement, de protéger bien plus qu'on ne l'imagine. Cela n'excuse en rien, je tiens à le préciser, la persécution dont furent victimes les Juifs.

Dans tous les cas, je n'ai pas eu connaissance, à l'époque, tout au moins, à mon niveau, de l'exécution massive des déportés. Et encore une fois, quand j'aurais été personnellement anti-juif (ce qui ne fut pas du tout mon cas), je ne me serais pas senti autorisé de penser qu'il fallait les persécuter. Je condamne sans ambiguïté sur un plan moral et politique, moral d'abord, la politique antisémite... Les statuts des Juifs constituaient une faute morale et une erreur politique. À mon sens, aujourd'hui, c'est principalement ce qui pèse dans la condamnation de Vichy. L'armistice, c'est une solution qui a préservé l'essentiel, quoi qu'en disent les gaullistes dont la propension à réécrire l'histoire demeure une faculté jamais démentie. Je pense que ce qui entache désormais fondamentalement le jugement que l'on peut porter sur Vichy, c'est cette question-là. Ce n'est pas le fait de l'armistice : c'est le sort des Juifs.

C'est cette question-là qui pèse encore aujourd'hui et qui est devenue centrale. Et ce que je n'arrive pas à comprendre, c'est pour quelle raison à un moment donné on a édicté un statut que les autorités allemandes ne nous demandaient pas. Enfin, je le comprends car encore une fois la sensibilité antisémite était influente. Le premier garde des Sceaux de Pétain, Alibert, par exemple, des gens comme lui ont œuvré pour éditer une législation antisémite en prétendant sans doute que ces gages donnés aux nazis nous ouvriraient des marges pour mieux manœuvrer ces derniers. Encore une

fois, l'Action française, indéniablement, incriminait, rendait responsables les Juifs de notre catastrophe. Et Alibert avait été proche de l'Action française. Pour ma part, je raisonnais plus politiquement, en considérant que la gauche et les radicaux dans leur ensemble nous avaient conduits là où nous en étions dorénavant.

Je pense sincèrement encore soixante-dix ans après que la politique antisémite de Vichy ne correspondait pas à la pensée profonde du Maréchal, qui avait des amis juifs d'ailleurs, la comtesse de Chasseloup-Laubat, des amis intimes, si intimes que le Maréchal, pendant l'Occupation, est intervenu auprès d'Hitler lui-même pour que la comtesse qui était en zone occupée fût dispensée de porter l'étoile. Et son fils l'a écrit par la suite. Le Maréchal est intervenu personnellement à plusieurs reprises pour protéger, voire pour s'indigner. Je ne l'ai jamais entendu de près ou de loin tenir un propos contre les Juifs. Contre les politiciens, oui, mais certainement pas contre les Juifs.

Quant à Laval, il a une responsabilité particulière, mais alors que je lui étais opposé, je pense aujourd'hui qu'il fut un grand Français. Je ne pense pas qu'il fût antisémite. Il me semble qu'il était contre tout ce qui portait atteinte à l'intégrité française fondamentale. C'est tout. Il m'avait dans son collimateur. J'étais résolument contre certaines de ses mesures, car je les jugeais opposées, contraires à l'esprit du Maréchal. Mais mon influence, vous vous en doutez, était fortement circonscrite. J'étais un gamin dans une cour de ténors, de statues de marbre !

Sur le dossier des prisonniers, en effet, j'ai joué un rôle. Mon attitude fut toujours nettement animée par le souci de contourner la mainmise de Laval. Ce dernier aurait pu demander mon renvoi. Il ne l'a pas fait ; le Maréchal ne m'aurait pas sacrifié pour autant. Je ne crois pas. Il eût fait remarquer à Laval qu'il respectait sa façon de penser mais que lui-même devait respecter la sienne. Je crois qu'à partir de novembre 1942 et même avril, c'est-à-dire dès le retour de Laval, Pétain se garde de tout interventionnisme. Il laisse Laval piloter, sans pour autant et de loin adhérer aux orientations de celui-ci. Ce n'est pas un secret. Le Maréchal n'aimait pas Laval. Il n'aimait pas ce qu'il était, il n'aimait pas ses manières jusqu'à cette façon de fumer qui l'importunait au plus haut point. Leur alliance était avant tout circonstancielle, tant les deux hommes étaient différents.

Le Maréchal pensait sans doute que les mesures prises par Laval étaient une des conséquences inévitables de la perte de la guerre mais il ne les approuvait pas pour autant. Il ne pouvait pas désavouer son Premier ministre. Jean Jardin était à coup sûr un élément facilitant les relations entre les deux cabinets. Mais, dans l'organisation générale du dispositif, le secrétariat particulier était très indépendant, parce que Ménétrel fondamentalement était peu soucieux du formalisme des administrations... C'était un médecin, c'est-à-dire un « libéral » en quelque sorte, au sens professionnel. Il ne rendait des comptes qu'au Maréchal et peut-être ne lui disait-il pas toujours tout. Nous disposions également d'un bureau parisien du secrétariat, dirigé par Manoury, qui rapportait directement au docteur. Sa mission consistait à diffuser ce que le cabinet du Maréchal à Vichy pouvait trouver utile à la propagande. Dans la mesure où on pouvait le faire sans être en contradiction apparente avec le gouvernement Laval...

Fin 1941, les Américains entrent dans le conflit. Qu'est-ce que vous pensez à ce moment-là ? Quelle est la réaction à Vichy ?

Je pense ce que pensait le Maréchal en 1940... C'est-à-dire que les Américains nous

délivreraient. Puisqu'on n'était pas capable de le faire par nos propres moyens et que les Anglais ne nous facilitaient pas la chose... Cette entrée en guerre ne nous a pas surpris, bien au contraire ; nous avons repris espoir ; dans nos cœurs, nous ne voulions pas d'une Europe allemande et nous aspirions à la libération de notre pays.

1943 ou les derniers feux de la maison Pétain

En février 1943, un événement intérieur va changer la donne pour la relation du régime avec l'opinion. C'est l'instauration du Service du travail obligatoire. L'opinion publique désapprouve. La rupture, c'est le STO...

J'étais hostile au STO, mais qu'est-ce qu'on pouvait faire ? Autour de Pétain, on s'opposait au STO, mesure qui était soutenue par Laval, par contre. Pétain aurait pu refuser de signer la loi instituant le STO. Il a pensé le faire et ne l'a pas fait *in fine*. Mais nous considérions volontiers que la pression des Allemands était telle que, si le Maréchal avait refusé de signer, il y aurait eu des conséquences beaucoup plus graves que s'il ne signait pas. C'était toujours un calcul coûts-bénéfices qui présidait à nos décisions. Nous réfléchissions toujours à la conséquence de nos actes.

Le STO n'en demeure pas moins une erreur. Nous avons eu à traiter des dossiers de jeunes gens au cabinet et nous faisions le nécessaire pour trouver une solution favorable. Une fois encore, on en parle comme d'une donnée qu'on considère objectivement, mais nous avons déclaré la guerre et perdu celle-ci. Chaque fois qu'on discutait avec les Allemands, ils nous le rappelaient. Je me souviens du climat émollient des années 1930. C'était des discussions quotidiennes dans la presse, et je trouvais que le gouvernement de Blum avait été déplorable sur ce plan-là. Parce que, quand on sait qu'on a affaire à une puissance comme l'Allemagne, fondamentalement anti-française depuis son origine, on prend ses dispositions et on les favorise.

Donc, 1943, c'est le STO. C'est aussi un moment où l'étau se resserre pour les Allemands : capitulation de Stalingrad, capitulation italienne, victoire anglaise à El-Alamein, débarquement en Corse... Le problème est que la légitimité du régime, au fur et à mesure que les Allemands perdent du terrain, est quand même remise en cause par l'opinion.

Qu'est-ce que l'opinion ? C'est l'opinion qui avait accepté après le désastre de porter le Maréchal au pouvoir, et sachant qu'on avait perdu la guerre, elle ne pouvait pas attendre autre chose que les conséquences de la guerre. On a perdu ! Mais on sait que l'opinion ne réagit pas en fonction de considérations générales mais immédiates. On le sait. Elle ne veut pas savoir, et c'est d'autant plus grave, d'ailleurs...

À Vichy, en 1943, je vois bien que sur le théâtre international les Allemands commencent à subir des revers extrêmement importants, l'Afrique, l'Italie, la Corse. Je me dis naturellement que c'est le début de la fin pour les Allemands, mais je ne pensais pas en profondeur aux suites de tout cela. Je pensais que les Américains nous libéreraient. C'est tout. Un espoir éclairé, quand même. Une aspiration que l'Europe ne fût plus sous la coupe allemande ! J'avais peur néanmoins du

communisme. Et, par conséquent, de tout ce qui pouvait le favoriser. Car je pensais en effet que le communisme, qui avait quand même tué 70 millions de personnes, constituait une force intrinsèque telle qu'elle se manifestait au détriment des hommes avec le paravent cynique des meilleures intentions du monde... Je me souviens encore de ma rencontre avec Bassompierre.

« Bassom », comme nous l'appelions, était un très chic type. Il avait dû être Camelot du roi avant guerre. C'était un grand gaillard. Je le connaissais par Michel Mohrt, qui devint l'écrivain talentueux que l'on sait et qui était un de mes camarades à Saint-Maixent. À sa sortie, Mohrt opta pour un régiment à Marseille et moi pour Toul... Et à la Libération, je l'ai retrouvé. Il venait de publier son premier ouvrage, *Les Intellectuels devant la défaite de 1870*. J'étais très copain et admiratif de Michel Mohrt, parce qu'il écrivait. Bassompierre, lui, était un officier d'active. Il avait fait une très belle guerre en 1940, avec des actions terriblement audacieuses. Puis, après, il avait contribué à créer le Service d'ordre légionnaire qui se transformera en Milice avec Darnand. Par hasard, ce doit être en 1942, je le rencontre dans un train. Il m'annonce très calmement qu'il s'apprête à rejoindre la LVF (la Ligue des volontaires français) ; je m'en étonne. Comme il était pro-collabo, je lui dis pour le provoquer : « Qu'est-ce que tu vas foutre là-bas avec ces gens-là ? » Je l'entends encore me dire : « Mon vieux, tu ne saisis pas le problème ! Sais-tu que le communisme a déjà détruit 70 millions de personnes ? C'est le plus grand danger qui soit ; ils ne s'arrêteront pas, alors il faut être contre eux. » C'est en gros ce qu'il m'avait répondu, ajoutant : « Paul, tu penseras à moi quand la moitié de l'Europe sera envahie par les Soviétiques... » Oui, il m'avait répondu cela. C'était dans le couloir du train. Après la guerre, « Bassom » sera condamné à mort et fusillé. Il avait 33 ans... Il commandera lui-même le peloton chargé de l'exécution.

De fait, avant 1943, l'année 1942 sera une année de cristallisation des engagements : certains se radicaliseront en se faisant les supplétifs des Allemands et d'autres, germanophobes, vont se détacher de Vichy pour rejoindre Londres. Je pense notamment à quelqu'un comme de Lattre de Tassigny, qui va partir, être arrêté et rejoindre ensuite l'Afrique du Nord. Valentin, de la Légion des combattants, rallie aussi la Résistance à ce moment-là, ainsi que Charles Vallin, ancien député, membre du PSF, le Parti social français, plutôt maréchaliste, même pétainiste, un soutien à l'origine du régime, qui va choisir Londres. Ce sont des gens qui progressivement rejoignent de Gaulle sans être hostiles à Pétain, mais qui à un moment donné, parce qu'ils considèrent que la situation n'est plus tenable politiquement en France, font ce choix. Ce sont des personnalités qui suivent le Maréchal mais ne désapprouvent pas de Gaulle, parce qu'il défend, comme il l'écrira, « une certaine idée de la France ».

À ce moment-là, même si ces défections me troublent, je pense que leurs auteurs n'ont pas pensé assez profondément. Et que pour se détacher du Maréchal pour des raisons accidentelles, on ne pouvait pas mettre en cause sa légitimité et la profondeur de sa volonté de rénover la France.

Mais, par exemple Valentin, qu'on ne peut pas soupçonner d'être particulièrement à gauche, et c'est quelqu'un plutôt de courageux, écrit : « On ne construit pas une maison pendant qu'elle flambe. » Est-ce que c'était raisonnable de penser qu'on pouvait réformer la France ? Que le maréchal Pétain se sacrifie, entretienne un État, une administration, un gouvernement pour protéger la population française, on peut l'envisager. Ce qui est peut-être plus délicat à comprendre, c'est : est-ce qu'on peut

réformer un pays alors qu'il est occupé ? Est-ce qu'on peut changer un pays alors qu'il est sous la botte de l'occupant ?

Oui, s'il faut changer sa mentalité en l'orientant vers des données fondamentales et permanentes. Parce que l'Occupation, c'est un accident. Ce n'est pas quelque chose qui modifie les données fondamentales de l'attachement des membres d'un pays à leur patrie. Qu'est-ce que vous voulez ? La vie d'un pays est ce qu'elle est ! Ces réactions étaient basées sur une absence de données fondamentales. Et le premier qui paie la note, c'est le Maréchal. Car il a pressenti dès le début ce qui arriverait : c'est-à-dire la lourdeur de l'Occupation, mais aussi, le moment venu, la Libération. Il a dit : « Je resterai ! » Et là où de Gaulle a commis à mes yeux une faute, c'est d'avoir combattu toute réconciliation avec Pétain à la Libération. Surtout que le Maréchal était prisonnier, ce qu'on ne disait pas. J'ai assisté le 20 août 1944 à l'enlèvement de Pétain comme je vous vois. Depuis la veille, on savait par Renthe-Fink, un officier Allemand qui avait été délégué à Vichy début 1944 pour surveiller Pétain, que soit le Maréchal ferait ce qu'on lui dirait, soit on l'arrêterait. Et le 20 août 1944, à 7 heures du matin, les Allemands sont venus, ont débloqué la porte de l'Hôtel du parc à Vichy et ont enlevé le Maréchal pour le conduire en Allemagne. J'étais dans la même pièce que le Maréchal. Ils lui ont dit : « Monsieur le maréchal, vous descendez dans la voiture. » Et ils l'ont emmené. Jusqu'au bout, l'entourage de Pétain a imaginé des solutions pour desserrer l'étau, parce que nous pensions incarner la légitimité.

Fin 1943, c'est l'épisode du fameux complot constituant, c'est-à-dire que, sous l'influence de Lucien Romier entre autres, de Bouthillier aussi, deux ministres hostiles à Laval, l'idée germe de mettre en œuvre une nouvelle Constitution qui rétablira le Parlement dans ses droits. Lucien Romier, qui est ministre d'État, pousse dans ce sens. Romier était « un bon gros », très fatigué, souffrant de problèmes cardiaques. Il avait été un bon conseiller, un ami sincère du Maréchal. C'était l'un des convives que l'on retrouvait fréquemment à sa table. Ce dernier, lors de ces occasions, était toujours très détendu. Il plaisantait volontiers, il essayait alors d'évacuer tous ses soucis. Les convives étaient choisis soit par le Maréchal, soit par Mme la Maréchale, qui n'avait pas toujours une influence très heureuse parce qu'elle se substituait à son époux. Cela pouvait être aussi les membres du cabinet qui proposaient des invités ; quand du Moulin de Labarthète voulait faire venir quelqu'un, il l'invitait. *Idem* pour le docteur Ménétrel. J'y participais surtout quand le docteur Ménétrel n'était pas là. Mais aussi quand il était là, et cela m'est arrivé assez souvent.

Pour revenir au complot constituant en 1943, un certain nombre de personnes vont convaincre Pétain qu'il est absolument indispensable qu'on prépare enfin une nouvelle Constitution. C'était quand même l'objectif de Vichy, et pour ce faire, il faut réunir à nouveau le Parlement ou ce qu'il en reste... Il s'agit d'appliquer en quelque sorte le mandat confié en juillet 1940 au chef de l'État. Ménétrel est aussi à la manœuvre. C'est donc un épisode essentiel. Car, pour le docteur, conscient que la situation se complique, il s'agit avant toute chose de préserver son mentor au regard de l'histoire. Il souhaitait par-dessus tout que l'image de Pétain demeurât celle d'un grand Français, quelles que fussent les circonstances qui puissent porter atteinte à cette donnée.

Sur les questions générales, le docteur Ménétrel nous tenait au courant, mais sur les questions plus spécifiques, il nous informait avec parcimonie. Je n'ai pas été impliqué en 1943 sur les projets de Constitution. Je n'avais aucune légitimité sur le sujet. Je me souviens seulement que Lavagne m'en avait touché quelques mots sur le fond mais je n'étais pas au courant des tractations en cours.

De toute façon, ce complot constituant va échouer *in fine* puisque les Allemands vont refuser de fait que Pétain réunisse à nouveau l'Assemblée nationale pour statuer sur une nouvelle Constitution. Cet échec va déboucher en 1944 sur un nouveau tournant dans le régime, puisque vont entrer au gouvernement des gens que Pétain avait jusque-là toujours refusé de voir nommer : Marcel Déat, Darnand et Henriot. Le début de 1944 commence dans une espèce d'atmosphère un peu crépusculaire : Romier, le bon Romier, décède d'un infarctus, et l'officier d'ordonnance de Pétain, le commandant Bonhomme, périt dans un accident de voiture.

Je me rappelle alors avoir éprouvé une immense émotion, une grande désolation. Bonhomme savait beaucoup de choses. C'était quelqu'un qui était dans la confiance. D'abord parce que c'était un officier, ce qui aux yeux du Maréchal avait une valeur intrinsèque. Et ensuite parce que je pense que les personnes qui ont de très, très grandes responsabilités sont toujours heureuses d'en parler, pour connaître l'opinion ou parfois pour modifier la leur. Bonhomme avait la confiance du Maréchal, peut-être pas sur tous les sujets, mais sur un certain nombre d'entre eux. Quant à Romier, c'était un homme réfléchi. On le considérait comme tel. Ce n'était pas un ultra, loin de là, mais plutôt un modéré.

En 1944, le cabinet change également puisque Lavagne part. C'est très important, le départ de Lavagne, parce qu'il signifie la liquidation de l'un des derniers symboles de la germanophobie et de l'opposition aux Allemands. Cela signifie que, début 1944, les marges de manœuvre du maréchal Pétain sont devenues en effet inexistantes.

Je le sens. Plus la pression allemande s'exerce, plus les réactions sont vaines. Chacun à ce moment se pose la question : comment tout cela va finir ? Chacun en effet se demandait comment les événements tourneraient. Et moi comme les autres. Surtout, nous pressentions que les Allemands n'épargneraient plus les serviteurs de Pétain ! À tous les niveaux : cabinet, politiques, administrations. Toute modération serait suspecte, d'autant plus que les occupants souhaitaient imposer un personnel politique et administratif ouvertement « collaborationniste ». Et les collaborationnistes à Paris attendaient leur tour depuis 1940, ne cessaient de nous insulter...

Je pensais secrètement aussi que les Américains interviendraient définitivement. Mais c'était un espoir, basé sur l'intérêt des États-Unis d'empêcher l'Europe d'être sous la coupe allemande. Ce n'est pas amour, amour, amour. Je veux bien : La Fayette, nous voici ! D'accord. Mais les Américains ne pouvaient envisager que l'Europe fût sous la coupe allemande, voire soviétique. Parce qu'ils savaient ce que c'était que l'Allemagne. Le cabinet est donc renouvelé. Lavagne part ; il est remplacé par l'amiral Tracou. Celui-ci va gérer les affaires courantes, sans trop d'influence. C'est un marin, vaguement passé par la préfectorale du temps de Darlan...

Quant à Ménétrel, il reste docteur mais officiellement il n'est plus secrétaire particulier. Sur le fond, cela ne change rien. Il faut être naïf pour croire que cela pouvait changer quelque chose. Il reste là. Et puis c'est le médecin du Maréchal, et la résonance internationale qui en aurait découlé si on lui avait porté tort eût été un atout pour lui. Aux yeux du monde, arrêter le médecin du Maréchal, dans ces circonstances, cela aurait été défavorable aux Allemands. Sûrement. Pour ma part, je continue ma tâche, je gère les courriers. Il y en a beaucoup qui arrivent, même encore à ce moment-là. Je continue surtout, dans le milieu prisonnier, à faire sentir que d'une façon très nette, quelles que fussent les déclarations officielles du gouvernement, en ce qui concernait le cabinet du Maréchal, nous demeurions résolument hostiles aux Allemands et aux directives de Laval.

Mes relations avec Masson se détériorent progressivement. De mémoire, il était très « fort en

gueule ». Il savait que je lui étais opposé. Je vous ai dit que je l'avais reçu lors de sa prise de fonction en 1943 pour lui dire de suivre la politique du Maréchal. Ce qui signifiait : « Ne suivez pas nécessairement les instructions officielles. » Mais, de fait, il suivait les instructions officielles et ne rapportait qu'à Laval. Qu'est-ce qui permettait à celui-ci ou celui-là de savoir ce qu'il fallait prendre de ceci ou de cela ? Quelle était la vraie pensée du Maréchal ? Ce dernier ne pouvait pas l'exprimer librement. Il ne pouvait pas dire : « Je suis anti-collabo », alors qu'il avait désigné son Premier ministre qui disait : « Il faut collaborer. » Je comprends que les gens fussent perdus à ce moment-là. Mon rôle consistait subrepticement à dire : « Non, la pensée du Maréchal n'est pas celle dont se réclame le gouvernement. Le Maréchal ne demande pas au Premier ministre de collaborer. » Et Laval le savait, parce qu'il m'avait dans son collimateur. Mais il ne pouvait pas me faire virer. Je ne vois pas comment il aurait fait. Pour en revenir au Commissariat, force est de constater qu'en 1943 et 1944 Mitterrand, Védrine, Pinot et d'autres ont contrebalancé son influence en noyant les milieux prisonniers avec notre bénédiction bienveillante.

Au cabinet de Laval, quels étaient les gens avec qui vous aviez le plus de contacts ?

Sans conteste, je vous l'ai déjà dit : Jean Jardin, que j'estimais beaucoup, le Français le plus intelligent qu'il me fût donné de côtoyer. J'étais en contact avec lui, et j'avais un beau-frère qui était très ami avec lui également : Pierre Armageon, le mari de l'une de mes sœurs cadettes. Celui-ci était journaliste, au *Nouvelliste de Lyon*. Il a été agrippé à la fin de la guerre parce qu'il avait écrit parfois dans un autre journal que *Le Nouvelliste* des articles qui ne plurent pas aux autorités de la Libération. Un tribunal, qui a été chargé de le juger, l'a condamné. La famille a acheté pour un certain prix un des membres du jury qui ensuite a fait libérer Pierre Armageon. C'était aussi cela, l'après-guerre. Mais mon beau-frère a été blanchi. Il était sans doute excessif dans l'expression de ses opinions. Sa plume bousculait sa pensée. Il faut faire très attention à sa plume. Parfois, on veut se faire plaisir pour un bon mot et ce n'est pas toujours une heureuse solution. Il y en a qui se feraient damner pour un bon mot. Ce ne fut jamais mon cas. Mes contacts avec Jardin étaient donc facilités, entre autres, par ce relais familial.

Nous lui laissions entendre que la pensée du Maréchal, aussi curieux que cela pût être, ne correspondait pas à celle de son Premier ministre. Jardin était suffisamment intelligent ; il avait l'esprit suffisamment délié pour comprendre ce genre de nuances... Mais il était obligé officiellement de dire le contraire. Il était contraint d'affirmer la pensée de son patron, mais toujours avec prudence et avec modération.

Je le répète : j'ai été stupéfait quand j'ai entendu Laval à la radio dire qu'il était favorable à la victoire de l'Allemagne ! Je me suis dit : ce n'est pas la pensée du Maréchal, bien qu'il soit son Premier ministre ! C'était l'équivoque de l'époque. Cette équivoque reposait sur un autre paradoxe. Nous avions déclaré une guerre que nous n'avions jamais préparée et que nous avions perdue ! Je ne cesserai jamais de le répéter !

Début 1944, un autre personnage arrive. C'est le lieutenant Renthe-Fink, un officier que les Allemands délèguent, comme je vous l'ai dit, auprès de Pétain pour mieux le surveiller. Le Maréchal, qui avait le sens de l'humour et de la formule, l'affublera d'un titre : « ma bonne d'enfant ».

Je me rappelle très bien. C'était un grand garçon. Il parlait français. C'est lui qui dirigera l'opération d'enlèvement du Maréchal en août. Nous l'avons vu arriver, forcer les portes de l'Hôtel du parc et emmener le Maréchal. J'entends encore ses derniers mots aux membres de son cabinet : « Continuez à bien travailler. » Ce sont ses ultimes propos. Cela voulait dire aussi : « Témoignez de ce que vous voyez maintenant. » Et à ce moment-là il n'y a plus Pétain, plus rien : on ne peut témoigner que de ce qu'on a vu. Après, cela nous dépassait.

Fin de partie à Vichy

Les ultras entrent au gouvernement. Vous les croisez ?

Très franchement, Déat, Darnand ? Je les croise sans plus. L'un était un intellectuel, un socialiste reconverti dans le fascisme – ce qui n'est pas si rare ; l'autre fut un magnifique soldat tant en 1914 qu'en 1940, mais dont l'intelligence politique était bornée ! La Milice fut une erreur. C'était la pensée aussi de Ménétreel. On ne peut pas, dans un pays occupé, qui a déclaré la guerre et qui l'a perdue, reprocher ensuite à l'occupant de conduire la politique qu'il entend mener. Il faut tirer toutes les conséquences du choix du rapport de force dans lequel nous nous étions engouffrés de manière imprévoyante. Pour autant, nous n'avions pas à nous faire les supplétifs policiers et militaires des nazis. La Milice est une erreur... une erreur tragique et une faute morale. Elle agissait avec des gens convaincus, d'ailleurs, et parfois des voyous, aussi. Ce n'étaient pas tous des salauds. Certains le furent incontestablement. Mais ils étaient persuadés qu'il fallait faire cela pour s'entendre avec les Allemands. En ce qui me concerne, j'étais farouchement hostile à cette conception.

Je pensais que tout ce qui était favorable aux Allemands était défavorable au Maréchal. Dans mon for intérieur, à ce moment-là, l'entrée de Darnand, de Déat, d'Henriot m'indigne, car elle consacre notre défaite politique et un alignement sur l'Allemagne que j'ai combattu ! Mais, dans les circonstances d'alors, ces entrées étaient presque inévitables. Les ultras étaient opposés à la pensée profonde du Maréchal ; ils négociaient avec les moyens du bord dans des circonstances déterminées mais ils trahissaient le Maréchal tout en s'en réclamant.

Et pourtant, personnellement, je ne me pose même pas la question de mon départ. Interrogation que j'aurais pu avoir : après tout, j'ai vécu des événements tellement exceptionnels, totalement hors norme par rapport à ce que l'on peut vivre aujourd'hui, que la tentation de tout plaquer eût pu me saisir. « Ça ne vaut plus la peine, je pars, je fais autre chose ! » Mais jamais je n'aurais pensé abandonner le Maréchal. Si modeste que fût mon influence, jamais je ne l'aurais abandonné. Jamais !

Tout en étant conscient que ça ne servait plus à rien...

Non. Cela servait au moins pour prouver qu'on était contre, qu'on n'était pas d'accord. Je n'ai jamais traversé de moments de doute. Parce que je pensais que ce qu'on faisait à contrecœur était fatalement obligatoire. Surtout avec un patron comme le mien, qui était fondamentalement anti-allemand, comme l'étaient les hommes de l'Est à cette époque.

En 1944, au printemps, une vague d'arrestations va avoir lieu, notamment dans une partie de l'administration française, et même au sein du cabinet de Pétain et du cabinet de Laval. Des gens qui sont arrêtés ; il y a toute une vague de préfets, quelqu'un comme de Chalvron, Bousquet lui-même. De Chalvron est arrêté : c'est quand même un membre du cabinet de Pétain et il est arrêté par les

Allemands ! C'est dire si nous sommes désormais alors dans la seringue de toutes parts. Combattus par Londres, harcelés par les communistes, écrasés par les Allemands : on peut difficilement faire pire, vous en conviendrez !

Je déplore ces arrestations. Si les Allemands le font, c'est qu'ils ont des raisons de le faire et il est regrettable, pour ne pas dire révoltant, qu'on ne puisse pas s'y opposer. Mais nous subissons. Et je n'admets pas, je ne reconnais pas le bien-fondé de ces arrestations, mais je m'explique sans problème les raisons qui ont conduit à procéder à ces interpellations. Je ne me suis même pas posé la question. Je me suis dit : « De Chalvron est anti-allemand, il est arrêté, il ne faut pas s'en étonner. » L'administration, les cabinets aussi étaient des foyers souvent actifs de résistance. Au demeurant, j'ai revu de Chalvron après la guerre. Mondainement si je peux dire. Je sais que de Chalvron m'aimait bien. Et il savait que je l'aimais bien et que je l'admirais... Je savais ce qu'il avait fait. Il était membre du réseau de Noyautage des administrations publiques (NAP) en charge de la coordination de quelques préfets qui étaient eux-mêmes engagés dans le NAP. Il a été arrêté à ce moment-là.

Nous avions connaissance à l'époque de ce réseau. Nous ignorions son nom à proprement parler, mais on savait qu'il y existait un réseau chargé de recruter parmi les fonctionnaires.

L'arrestation de de Chalvron m'a peiné. Fort heureusement, il est revenu, car, au regard de son engagement, il risquait gros une fois aux mains des nazis. On n'imagine pas aussi le nombre d'actes d'héroïsme que cette époque suscita. Sans compter les drames. Je pense à Pucheu par exemple qui sera le premier des ministres de Vichy à être exécuté à Alger en mars 1944. Nous n'avons pas toujours été favorables à Pucheu et même assez hostiles. Pour autant, il était animé d'une indéniable foi patriotique.

J'imagine volontiers que, ayant pensé que les difficultés augmentaient d'une façon permanente et inévitable pour les Allemands, il était inévitable qu'il soit amené à prendre des mesures de plus en plus déplaisantes pour les Français. Mais les sections spéciales furent une monstruosité judiciaire...

Cependant, on ne pouvait pas reprocher à des Français d'être partisans d'une entente avec l'Allemagne maintenant, alors que l'on avait refusé celle-ci auparavant. Mais je pensais que ce n'était pas le moment. Même s'il fallait le faire, je trouvais qu'il ne nous appartenait pas de le faire alors que l'ennemi nous occupait. C'était ainsi que raisonnait ma modeste personne.

Quand je parlais avec Bassompierre, qui était un type brave, honnête, etc., et partisan de la collaboration, ou avec des gens comme lui, je ne pouvais pas mettre en doute leur patriotisme. Je respectais leur façon de penser bien que ce ne fût pas la mienne. Le paradoxe veut qu'en vieillissant j'aie beaucoup plus d'indulgence que j'en éprouvais *in vivo* pour les partisans de la collaboration. Le temps apaise, sans doute : tous ces gens ont été « écrasés par les dieux », pour parler comme les Anciens. C'est le souffle d'une tragédie grecque quelque part où s'affrontent les grandes idées, les grandes valeurs : Devoir, Patrie, Fidélité, Honneur, etc. Quand l'histoire s'emballe, nous ne sommes plus grand-chose !

Comment vous vivez les derniers mois de 1944 ? Parce que les événements se précipitent. Pétain continue à voyager ?

Il ne voyage plus trop en 1944. En avril 1944, il est quand même à Paris où il est ovationné, place de l'Hôtel-de-Ville, comme en témoignent les actualités de l'époque. Pour une fois, il avait

l'autorisation de se rendre à Paris. Cela nous a fait à tous un plaisir profond, à Vichy, de savoir que Paris acclamait dans la liesse le Maréchal, place de l'Hôtel-de-Ville. C'était la capitale, quand même. On était à Vichy, très bien, mais Paris restait la capitale de la France. Et dans ces moments de doute, d'espoir, d'incertitude, de ce qu'il faut bien appeler une fin de règne même si nous nous efforçons de nous tenir à distance de ce sentiment, la visite de Pétain à Paris apporte, le temps d'un instant, une bouffée d'oxygène.

À vrai dire, quand vous êtes emporté par la cascade des événements, quelque part vous flottez comme un bouchon au fil de l'eau. C'est étrange mais c'est ainsi. Et puis vous pensez aussi à vos proches, à votre famille. Je pensais beaucoup à mon frère Pierre, qui était retenu en captivité depuis... quatre ans ! J'avais des nouvelles par ma famille parce que mes parents avaient accueilli sa femme et leurs trois enfants, à Marseille. Mon frère avait connu sa future femme à la Cité universitaire où je préparais le concours d'entrée aux Arts déco, quand lui préparait le Conseil d'État. Son épouse était russo-américaine et était restée en France alors que son père ne le voulait pas : elle fut un temps secrétaire de bibliothèque du pavillon des États-Unis à la Cité universitaire.

Quand le débarquement survint en juin, je me suis dit que c'était le début du salut de la France. On n'attendait que cela ! Quelles que fussent les déclarations du gouvernement, qui ne reflétaient pas la pensée du Maréchal, lequel était pro-américain. Il l'avait dit en 1940 et n'avait pas changé d'avis : « L'Allemagne ne gagnera pas la guerre, etc. » Même si cela déplaisait aux services gouvernementaux, ces derniers étaient bien obligés de prendre acte du débarquement et d'en rendre compte. Et nous étions nombreux à penser que c'était là le début de notre libération, y compris à Vichy !

Étais-je inquiet parce que je savais que les gaullistes et les communistes nous étaient hostiles ? De l'inquiétude, j'ai pu en avoir, mais qu'y pouvais-je ? Et je savais qu'en ce qui concernait les prisonniers, avec lesquels j'avais des contacts, avec les représentants dans tous les cas des mouvements de prisonniers engagés dans la Résistance, on ne doutait pas de mes convictions. On savait qu'au sein du cabinet du Maréchal des gens étaient hostiles à la collaboration et que celui qui s'occupait plus spécialement des prisonniers, Paul Racine, était anti-allemand.

Le 6 juin 1944, c'est un moment d'espoir comme pour l'immense majorité de nos compatriotes qui ne sont pas pour autant devenus gaullistes et qui, tout en se réjouissant avec chaleur du débarquement, conservent de l'affection pour Pétain...

Les gens n'étaient pas collabos en France, à l'exception d'une poignée. Je m'interroge, bien sûr, à ce moment quant à l'issue politique de tout ce fracas passé et présent. La libération de la France par les Américains et les Alliés, puisque les Américains viennent de débarquer avec les Anglais en Normandie, c'est une chose. Mais l'issue politique pour Pétain, c'en est une autre... Je me disais secrètement que ce que pensaient les Américains du Maréchal et le Maréchal des Américains permettrait à la France de dépasser les ferments de la division. Parce que j'espérais sans doute que l'influence des Américains, vainqueurs, pèserait quand même sur la politique française. Je ne croyais pas que de Gaulle cautionnerait une atmosphère de guerre civile.

Ménétrel à ce moment-là va s'appuyer sur Jeantet, qui a des activités de résistance, pour essayer de tenter un rapprochement entre Pétain et de Gaulle. Est-ce que le docteur a exagéré l'influence de Jeantet ? C'est possible. Je pense. Il n'y a qu'à voir ce qui s'est passé. Jeantet était un personnage avec une forte personnalité, très germanophobe, mais maréchaliste, et il disait ce qu'il pensait. Il venait régulièrement à Vichy. C'était en tout cas quelqu'un qui avait clairement ses entrées à

l'Hôtel du parc. Le docteur était donc amené à le recevoir. Mais Ménétrel, homme de tractations, savait se faire discret, secret. Il savait bien plus de choses qu'il ne pouvait le laisser entendre. Et parfois bien moins aussi ; au fond, je crois qu'il avait pris goût à un rôle auquel sa vie antérieure ne l'avait pas préparé.

Pour vous, c'est un espoir qui se lève au moment où les Américains débarquent. Le fait est que le débarquement américain va coïncider avec des exactions de l'armée allemande, notamment à Oradour-sur-Glane.

Pétain a été outré par Oradour ! Il a « éjecté » physiquement l'officier allemand venu lui rendre compte de sa version des faits. L'impression qu'on avait au cabinet, c'est que le Maréchal, cette fois, n'avait qu'une pensée, qui était la France. Tout ce qui portait atteinte à la France était insupportable. Et Oradour, c'est le sommet de l'insupportable ! J'ai appris Oradour assez rapidement, bien avant que la nouvelle se propage. C'est un moment d'immense consternation, de stupéfaction absolue ! Je sais qu'on a par la suite essayé de faire porter la responsabilité de ces exactions sur des Français, alors que c'étaient les Allemands eux-mêmes qui avaient décidé de mener cette opération pour impressionner les maquis. On a monté en épingle la participation des Alsaciens qui appartenaient à la division Das Reich, mais il s'agit d'un crime de guerre commis par l'armée d'occupation qui est alors une armée exclusivement allemande. Quelle époque !

Comment ça se passe concrètement pour vous, après ?

Après le départ du Maréchal, on a eu des nouvelles quand il était en Lorraine à Morvillars, parce qu'il résidait dans une famille qui était en liaison avec la Résistance française en Suisse. Je vais d'ailleurs vous raconter un épisode qui illustre à merveille, à mon sens, l'âme française. La maîtresse de maison qui accueillait Pétain était gaulliste. Elle avait même un temps été inquiétée par la Gestapo. Lors de ce séjour à Morvillars, cette dame et le Maréchal se sont naturellement découverts. Si bien que le jour où Pétain a dû quitter cette villégiature, tout le personnel en rang a lancé : « Vive le Maréchal ! Vive le Général ! Vive la France ! » Après son départ de Morvillars, on a perdu ensuite toute possibilité de contact avec le Maréchal, car celui-ci a été alors transféré à Sigmaringen en Allemagne.

Je le vois encore comme si c'était hier ce 20 août à Vichy. Tout est très transparent dans ma mémoire. Ce sont des moments ultimes. Le jour se lève, les uniformes des Allemands, quelques brisements de verre, des piétinements, etc. Le général von Neubronn, un officier de très grande qualité, avait ordre d'arrêter Pétain. Il était obligé d'exécuter cet ordre car sa femme et ses enfants en répondraient sur leur tête. Von Neubronn est arrivé et il s'est adressé au Maréchal dans les termes suivants : « Monsieur le maréchal, vous savez la mission qui m'amène... » Je me souviens qu'il se tourna vers nous à ce moment et qu'il nous dit : « Si j'avais su un jour que j'aurais à conduire une telle tâche, jamais sans doute n'aurais-je embrassé la carrière d'officier » Et le Maréchal qui s'en va, encadré par cette étrange escorte et accompagné du fidèle parmi les fidèles : Ménétrel. Quelle destinée... Nous étions là, les armes à la main, prêts au moindre signe à nous battre. Mais Pétain jusqu'au bout refusa que du sang français ne soit versé pour lui... Pétain ne voulait pas que nous

résistions, même si les hommes de sa garde personnelle commandés par le colonel Barré ne rêvaient que d'en découdre. Cela eût été un massacre inutile. Il y avait près de 5 000 Allemands autour de Vichy. La ville eût été rasée. Et lui dans le hall du Parc de nous dire : « Continuez à bien travailler. » Je vois encore le Maréchal partant et attirant notre attention sur la façon dont il partait. Quatre années de ma jeunesse qui disparaissent dans ce décor de station thermale où l'espace d'une guerre je m'étais pris à rêver de sauver et de redresser la France ! Cette arrestation voulue par Hitler fournit à ce dernier un otage de luxe dans l'hypothèse de négociations.

J'étais compatissant à tout ce qui arrivait de déplaisant au Maréchal, c'est tout. Et je restais fidèle à sa pensée et à son œuvre. Et dans la mesure où on pouvait le critiquer, c'est que les gens ne comprenaient pas que tout, dans cette déflagration, nous avait échappé ; c'était là une conséquence fatale d'une guerre déclarée et perdue.

Je pense qu'on m'a foutu la paix parce qu'on savait très bien que j'étais anti-allemand.

Je suis parti de Vichy après avoir accompagné Mme Ménétreel et ses enfants dans la Creuse, où le docteur avait, dès le début de la guerre, loué une maison. J'ai obtenu l'autorisation de quitter l'Allier qui était sous contrôle résistant, grâce à quelqu'un qui était auparavant au cabinet de l'amiral Platon et qui était l'un des responsables de l'armée secrète dans la zone. Il s'agissait de l'officier d'ordonnance de Platon, le capitaine Chavonin. C'est ce dernier qui m'a donné l'autorisation de quitter Vichy avec un laissez-passer tamponné d'une croix de Lorraine. C'est à lui que je dois sans doute d'avoir évité quelques ennuis au moment où Vichy est investi par les nouvelles autorités. Il savait ce qu'avait été mon activité personnelle. Quand je suis rentré un soir à l'Hôtel du parc tout simplement, au moment où j'allais pénétrer dans le hall et que je posais ma bicyclette contre un arbre, j'ai vu alors deux voitures, deux tractions, s'arrêter et un groupe faire irruption dans le bâtiment. Je me suis approché du gardien et je lui ai demandé : « Qui sont ces gens-là ? » Je ne sais plus ce qu'il me répond et je me dis de mon côté : « Ce sont des résistants, on va voir. C'est la direction nouvelle de Vichy... » Je monte, tranquille, un peu gonflé d'ailleurs, et tout d'un coup je me trouve devant quelqu'un qui me dit : « Mais qu'est-ce que vous faites là ? » Je dis : « Je viens voir le veilleur de nuit mais il n'est pas là ce soir... – Vous avez vos papiers ? – Oui. » Arrive sur ces entrefaites le veilleur de nuit auquel le commissaire demande s'il le connaît... Le pauvre homme passablement impressionné lâche mon nom. « Ah bon, occupe-toi de monsieur », lance-t-il à l'un de ses collègues. Un certain temps se passe et le commissaire dirigeant les opérations revient en disant : « Maintenant, nous allons chez vous. » Nous entrons dans le couloir ; un peu plus loin, j'ouvre la porte et je vois un papier glissé sous la porte. Le commissaire, toujours lui, me fait remarquer : « Vous avez un message. » Et je réponds : « Oui, je vois bien, monsieur. » Je le prends, il le lit par-dessus mon épaule : « Ne couchez pas au Parc cette nuit. » Il me dit : « Qui vous a écrit ça ? » Et moi, pour montrer que je ne me dégonfle pas, je lui rétorque : « Je ne sais pas, vous avez sans doute mieux que moi l'habitude de ce genre de question, monsieur ; c'est sûrement une personne qui me veut du bien. » Ma réponse l'irrita manifestement quelque peu. Alors il se met à fouiller, ouvre mes grands placards, pour voir ce qu'il y avait et, heureusement, dans l'un de ceux-ci, j'avais mis dans une chemise un dossier qui comportait la liste du gouvernement provisoire que j'avais fait taper par ma secrétaire. Il se met à lire à haute voix : « Gouvernement provisoire de la République, chef du gouvernement : général de Gaulle ; ministre de la Justice : François de Menthon », il ne s'arrête pas et il me dit : « Ah bon ! »... Puis son regard tombe sur le premier placard qu'il avait ouvert, dans lequel étaient accrochées ma vareuse d'officier et ma décoration de la Légion d'honneur reçue des

maines mêmes du Maréchal un ou deux ans auparavant. Il reconnaît mon écusson de régiment de tirailleurs nord-africain. Il me dit : « Ah, vous avez fait... – Oui. » Depuis quelque temps je disposais d'une fausse carte d'identité au nom de René Poquet. En effet, comme nombre de mes collègues (de Chalvron, de Saivre, etc.) avaient été arrêtés par les Allemands, par précaution, compte tenu de mes activités et de mes liens avec certains cercles résistants, je m'étais fait établir de faux papiers pour le cas où il me faudrait m'évaporer pour échapper à une interpellation éventuelle.

Et nous voilà partis sur des souvenirs d'anciens combattants... Là-dessus, on a bu de l'armagnac et on a trinqué à la France ensemble, moi au Maréchal et lui à de Gaulle. « Revenez demain me voir pour justifier votre situation, notamment au sujet de cette fausse carte, on trouvera une solution », m'a-t-il alors lancé en prenant congé. Une fois parti, je me suis affalé sur ma chaise, j'ai tombé ma veste, il faisait une chaleur épouvantable, j'ai soufflé un bon coup avant de boire cul sec un nouveau verre d'armagnac.

Le lendemain matin, en me rendant à la convocation du commissaire à la préfecture, je tombe nez à nez sur Chavonin que j'avais perdu de vue depuis un certain temps. En effet, celui-ci en novembre 1942 avait demandé à Platon de reprendre sa liberté, ce que l'amiral avait accepté. Il avait ainsi rejoint l'armée secrète. Nous discutons alors amicalement comme deux collègues heureux de se revoir et je lui explique ma situation. Chavonin me dit alors de préciser au commissaire que c'est lui qui en tant que responsable m'a fourni cette fausse carte. Et avec un sourire amusé, il conclut : « Une de plus, une de moins... » Para, c'est le nom du commissaire, n'a pas cherché à en savoir plus, à partir du moment où Chavonin répondait de moi. Il m'a seulement conseillé fort amicalement de ne pas trop traîner à Vichy en me précisant qu'il existait beaucoup d'éléments difficiles à contrôler.

Aussi surprenant que cela puisse paraître, je suis resté quelques jours supplémentaires à Vichy afin de mettre en ordre mes affaires. Drôle d'atmosphère où je me sens très seul. Le monde dans lequel j'ai œuvré pendant près de quatre ans s'est envolé. Je flotte un peu, mais comme je suis assez pragmatique, je retrouve assez vite mes esprits.

Il s'agissait tout simplement pour moi de regagner Marseille avec le maximum d'affaires. Je file à bicyclette jusqu'à Clermont-Ferrand ; cela fait peut-être 30 kilomètres. Là, je mets ma bicyclette dans le train en direction de Marseille, l'un des rares trains autorisés à circuler, parce qu'à cette époque-là tous les trains étaient réquisitionnés par les troupes américaines et françaises. J'arrive tant bien que mal à Marseille où je me rends chez mes parents qui habitaient le cours Puget.

J'apprends que des FTP sont passés quelques jours auparavant pour me chercher et m'interroger... Je n'avais, vous vous en doutez, rien à attendre de positif de la part des communistes. Je reste quelques jours à Marseille, le temps de retrouver mon frère Jacques qui avec l'armée de De Lattre libère le Sud-Est. Nous tombons dans les bras l'un de l'autre. Nos trajectoires, lui, le libérateur, moi, l'ancien de Vichy, ont fini par se croiser !

Au bout de quelques jours, je suis parti dans un village perdu, en Haute-Savoie. J'y suis resté quelques mois pour faire du ski en hiver et des promenades au printemps. J'y ai séjourné plusieurs mois, tranquille... On m'y écrivait sans aucune difficulté. Tout le monde connaissait mon adresse. Je ne me cachais pas. J'avais pris seulement quelques distances au regard des événements... Ce qui est bien compréhensible.

Je ne devais pas faire et être l'objet d'une surveillance particulière du ministère de l'Intérieur. Si tel avait été le cas, on m'eût retrouvé sans problème. En d'autres termes : on m'a foutu la paix. Il est vrai que j'avais rendu des services très signalés à des membres éminents de la Résistance dans le

mouvement des prisonniers. Mais le pays était dans un tel état de désorganisation que je n'étais pas à l'abri de règlements de comptes.

Je suis resté en correspondance dans la mesure du possible avec Goudard, lequel était dans le Sud-Ouest, je crois. Et bien évidemment avec la famille du docteur Ménétrel.

De Savoie, je passais de temps à autre en Suisse pour y voir des amis, notamment les enfants de l'ambassadeur de Suisse en France. Les nouvelles autorités à la Libération ne m'ont nullement ennuyé. Goudard non plus. À un moment, il y a eu quelques recherches, mais on l'a laissé tranquille. Sans doute que les résistants étaient profondément renseignés sur mon comportement personnel et celui de Goudard. Je ne sais pas. Je n'ai pas eu de problèmes, alors que je le craignais...

D'ailleurs, j'étais prêt à répondre à toute convocation : « J'ai la Légion d'honneur, la croix de guerre, je t'emmerde ! » C'est vrai : parce que résistants... ceux qui étaient désormais installés à Vichy et ailleurs n'étaient pas tous et pas plus résistants que vous et moi maintenant... et sans doute beaucoup moins que je le fus !

Il convient de s'arrêter avec ce mythe... Il y avait la même densité de salopards dans la Résistance de la dernière heure que dans la collaboration de la première heure. C'est la condition humaine, si je puis dire !

Durant toute cette période, entre septembre 1944 et l'été 1945, j'en profite pour me reposer, pour renouer avec mes frères. Mon frère Georges, qui était industriel, avait suivi le Maréchal sans plus, comme tant d'autres... Il n'a pas été inquiété. Mon frère Jacques était au Maroc, dans l'organisation administrative française ; lui s'est engagé, il a fait la guerre, il l'a payé d'un an d'hôpital. Mon frère Pierre était prisonnier. Mon frère André était au Maroc, lui aussi. Nous étions assez éparpillés.

Je ne retrouve Pierre qu'en mai 1945 à son retour de captivité où il réintègre le Conseil d'État et où il va participer à la fondation de l'ENA. Durant toute cette période, je ne m'en fais pas particulièrement. Après l'intensité des activités passées, je redécouvre le temps. Je ne suis donc pas resté à Marseille, où, si on avait voulu me poursuivre, on l'aurait fait sans doute avec plus de facilité...

J'ai vécu ainsi à la montagne, six mois, à marcher ou faire du ski. Tout en gardant la liaison avec Mme Ménétrel.

Quel regard vous portez sur cette période de la Libération ?

Ignoble ! Ignoble de se réclamer de la Résistance pour des gens qui n'en avaient jamais fait. Alors que cela devait être un moment d'union nationale, on a installé dans le pays une division plus ou moins factice entre un camp qui était le bien et l'autre qui était le mal, oubliant que la proportion d'erreurs, d'incompréhensions et de maladresses était équaniment répartie. Mais c'est un fait que l'histoire est écrite par et pour les vainqueurs... mais là elle fut écrite pour les vainqueurs qui ne l'étaient pas vraiment et des vaincus qui ne le furent que parce que de Gaulle les rejeta unilatéralement et sans nuance dans le camp de la collaboration et de la trahison : tout cela pour imposer une vision manichéenne de cette histoire propre à légitimer sa domination politique.

Pour ma part, je me suis efforcé de reprendre des activités professionnelles. J'ai fait quelque chose de très intéressant, sans savoir exactement pour qui, tout en sachant quel était mon donneur d'ordre immédiat. Il s'agissait de Maurice Pinot. Il m'a dit : « Racine, il faudrait que vous fassiez

une enquête sur la presse. » C'était quelque temps après la Libération. J'ai trouvé cela intéressant. Cela m'a permis de revoir la France que j'ai parcourue pour la circonstance de Lille à Perpignan. J'ai produit sans doute un rapport suffisamment intéressant pour que plusieurs mois après on me propose d'en faire un autre avec Maurice Pinot, fidèle au Maréchal, mais engagé dans la Résistance avec des gens courageux et intègres. Mais j'étais alors déjà chez Balmain.

Cette enquête consistait à établir un état des lieux des grandes orientations des journaux dans chacune des régions. Je me rappelle très bien que Pinot avait fait appel à moi car mes fonctions au cabinet m'avaient préparé au contact avec les patrons de journaux, mais aussi parce que mon carnet d'adresses confectionné à Vichy m'avait permis d'appréhender de nombreuses notabilités dans tout le pays. C'est ainsi que j'ai eu l'occasion d'en retrouver un certain nombre pour leur demander des renseignements. C'était le cas de maître Nourrissat qui était notaire à Dijon, qui était venu voir le Maréchal, et avec lequel j'avais déjeuné.

Fin 1945, je rejoins néanmoins mon camarade Balmain comme je vous l'ai déjà dit. J'avais rendu quelques services à Balmain pendant la guerre et il s'en est souvenu quand je l'ai sollicité. C'était un garçon entreprenant, doué, mais dont la mère était très possessive. Dans la mesure du possible, il s'en défendait. J'ai travaillé pendant douze ans avec lui. De 1945 à 1958.

En 1958, quelqu'un est venu me voir chez Balmain, un de mes proches, pour me dire : « Avec un groupe, nous mettons sur pied une affaire en Savoie, peux-tu venir ? » J'étais lassé de la haute couture où j'avais même dirigé durant un an les collections. Je ne créais plus à ce moment-là, car Balmain avait vendu l'affaire des parfums à notre représentant pour la Suisse. J'ai donc quitté ce secteur bien volontiers, sans regret particulier. J'étais content d'y avoir travaillé et je m'y étais fait une certaine réputation. On m'a donc proposé de prêter mes services à une société de mise en bouteilles d'une eau thermale. Je me suis aperçu très vite que c'était de la rigolade. C'était la station qui faisait maigrir les gens, la cure qu'ils faisaient, une cure diététique évidemment, mais certainement pas l'eau. Mais je m'en suis occupé et nous avons relancé la station de Brides-les-Bains, qui était dans la production d'eaux parce que, pendant la guerre, il n'y avait pas besoin de maigrir... J'ai relancé ainsi une station thermale où avant 1939 toutes les jolies femmes allaient prendre les eaux, comme l'on disait alors.

Comment vivez-vous le procès Pétain, le procès du Maréchal ?

J'ai trouvé cela injuste et indigne. De Gaulle aurait sans doute préféré que Pétain restât en Suisse et ne revînt pas. Mais Pétain considérait qu'il n'avait rien à se reprocher et a fait le choix de son retour, pensant à tort qu'il disposerait d'un procès équitable. Ce qui ne fut pas le cas.

Ménétrel n'a pas déposé pendant le procès. Il paraît que c'est Pétain qui n'a pas voulu qu'il témoigne, pour le protéger, le préserver. Je ne le sais pas de façon formelle, bien que j'aie gardé des relations avec sa famille. Je n'ai pas vu Ménétrel lorsqu'il fut arrêté. Je voyais régulièrement son épouse qui habitait quai de Béthune, me semble-t-il.

J'ai proposé de témoigner au procès qui n'aura pas lieu de toute façon. Ménétrel sera libéré au bout de quelques mois. Son procès de toutes les manières eût gêné beaucoup de gens, car Ménétrel était un puits de secrets. Il était extrêmement bien renseigné, notamment sur la Résistance qu'il avait aidée à travers entre autres Louis Guillaume, Georges Groussard ou Paul Dungler, mais bien d'autres

encore. J'ai conservé des liens avec la famille Ménétrel : avec son fils, ses filles, sa fille aînée, Catherine, notamment. Le docteur est mort quelques mois après sa libération dans un accident de voiture. Des rumeurs ont circulé sur un éventuel attentat qui eût été maquillé en accident. Mais c'est une hypothèse qui ne tient pas debout, totalement farfelue.

Ménétrel se rendait sur la Côte d'Azur, où sa belle-famille avait une villa, un hôtel même, je crois. Il s'est endormi au volant. C'est ce que m'a dit sa fille aînée, Catherine, qui était à côté de lui. Quelqu'un qui veut arriver à tout prix le matin sur la Côte d'Azur et qui roule toute la nuit, à un moment...

Une expression revient souvent dans vos propos : c'est dans l'ordre des choses... Êtes-vous fataliste ?

Non, je suis lucide. On n'est pas fataliste en constatant que, les choses étant ce qu'elles sont, il en découle naturellement tout un enchaînement de conséquences. Je constate seulement que si l'ordre des choses est faux, il est logique qu'un certain nombre de choses en résulte. Je ne suis pas fataliste dans la mesure où être fataliste, c'est s'imaginer qu'il existe une force supérieure à l'enchaînement des causalités, indépendamment de notre action. Non, je pense que dans des circonstances données, il devient inévitable que les événements se déroulent ainsi... Cela s'appelle la logique. Je ne crois pas à la fatalité mais à la logique dans ce qu'elle a d'irréremédiablement implacable.

Après la guerre, n'avez-vous eu jamais la tentation d'un engagement politique ?

Non, jamais. Je me suis pleinement investi comme je vous l'ai dit dans ma vie professionnelle. Avec un certain succès d'ailleurs. Ce qui ne signifie pas que je me désintéressais de la vie de mon pays. Je votais tout d'abord. Et aussi surprenant que cela puisse paraître, j'ai même voté de Gaulle au moment de son retour aux affaires en 1958. Et j'ai voté aussi pour les gens qui se réclamaient de lui. Je vais même vous faire une confidence : un jour, alors que je circulais près de Colombey, je suis allé me recueillir sur la tombe du Général, comme si ce geste pour moi visait à me réconcilier avec les contradictions de tous ceux qui aimaient la France et s'étaient entre-déchirés. Ce qui démontre que je ne suis pas rancunier. De la même manière, quelques années plus tard, j'ai glissé – je crois vous l'avoir dit – un bulletin de vote Mitterrand, car avec ce dernier on savait qu'il y avait quelqu'un pour combattre la déliquescence... des esprits.

Mais j'ai refusé néanmoins tout engagement. Tout d'abord parce que, comme le dit le vieil adage français, « Toute vérité n'est pas bonne à dire », du moins à un certain moment. Ensuite parce que je ne sais pas ce que signifie la République. On demande à un citoyen de voter pour un autre qui parle de tout sans en savoir plus que vous et moi. *In fine*, le corporatisme a au moins un avantage dans la mesure où la démocratie s'exerce dans le périmètre de l'activité de chacun. Enfin, je ne comprends pas cette détestation républicaine du christianisme alors que la République est fille du christianisme. Je m'explique : la civilisation romaine fonctionnait certes, mais il y avait en son sein des hommes libres et des esclaves, sur lesquels les premiers avaient droit de vie et de mort. L'apport du christianisme, c'est de considérer que chaque être, chaque individu, chaque personne est unique et irremplaçable aux yeux de Dieu. C'est d'une certaine manière la matrice de l'égalité républicaine...

Et le paradoxe, c'est que la politique républicaine, aveugle et ignorante, oublie qu'à sa base, à son origine, il y a une aurore très chrétienne. Le républicanisme est à mes yeux une idéologie bien ingrate !

Après la guerre, mes engagements ont été principalement professionnels, sociaux ou associatifs. J'ai été entre autres membre du comité Colbert en même temps que j'œuvrais pour la maison Balmain, 44, rue François-I^{er}. Mais j'ai également travaillé pour les Compagnons du devoir et leur président, dont j'avais fait la connaissance durant la guerre : il s'agissait de Jean Bernard, un honnête compagnon du Devoir, tailleur de pierre. C'est lui qui, un jour, voulant mettre sur pied cette association, et se rappelant que je lui avais ménagé plusieurs entrevues avec le Maréchal sous l'Occupation, m'a dit : « Voulez-vous vous en occuper ? » Cela n'a pas été simple, d'ailleurs, parce que, d'une part, les compagnons étaient contents qu'en leur nom il y ait quelqu'un disposant, si j'ose dire, d'une certaine surface sociale ; et, d'autre part, ils n'étaient pas satisfaits que ce ne fût pas l'un d'eux qui eût en charge la conduite de cette association.

Jean Bernard avait entendu, dans un message de 1940, le Maréchal parler des valeurs du travail : il était allé le voir pour qu'il l'aide à mettre sur pied une formation d'ouvriers de grande qualité. Par la suite, Ménétrel m'a demandé de m'occuper de ce dossier. J'ai écouté Bernard et j'ai décidé de l'aider. Après la guerre, il est revenu me trouver pour l'aider à mettre sur pied son association. C'était le fils de quelqu'un que j'admirais profondément : Joseph Bernard. Quand je sortais des Arts décoratifs où j'étais étudiant et que je traversais le Luxembourg, je passais, arrivant de la rue de Fleurus, devant les deux statues de Joseph Bernard que j'admirais beaucoup : une jeune femme faisant danser ses enfants et une jeune fille portant une cruche d'eau. J'admirais beaucoup ces œuvres par leur côté décané, très simple, très purifié. Et un jour j'en ai parlé à Jean Bernard, sans savoir qu'il était le fils de Joseph, et il m'a dit : « C'était mon père... »

Qu'est-ce que vous retirez de cette expérience de quatre ans ?

Je suis heureux d'avoir été au cabinet du Maréchal ; non seulement je ne m'en cache pas, mais je le dis chaque fois qu'on m'interroge... Quand le *Who's Who* il y a quelques années m'a écrit, j'ai dit : « Chargé de mission au cabinet du maréchal Pétain. » Je recommencerais ce que j'ai fait. Dans mes contacts quotidiens, quand il s'agit d'évoquer ces années si lointaines, j'ai le langage que je vous tiens. Pour autant, je ne cultive aucune nostalgie. Je ne suis pas par tempérament un ancien combattant. Loin de là. J'ai toujours été dans le mouvement et, même si je suis attaché à la mémoire du Maréchal, je ne suis plus membre de l'association chargée de la défense de celle-ci. Je trouve que ses responsables ne comprennent pas certaines choses et manquent de subtilité.

Après son départ, le 20 août 1944, je n'ai plus revu le maréchal Pétain. Ce n'était plus possible : il était prisonnier des Allemands. Et après on l'a incarcéré, lui, le vieux soldat, au fort du Portalet.

Lors de son enterrement, je suis quasiment aux premières loges, juste derrière le cercueil. J'y retrouve Weygand, Lehideux, Lavagne, Borotra, Ybarnégaray, un autre Basque, très nationaliste et qui un temps fut secrétaire d'État avant de prendre ses distances. Je crois avoir été le dernier à le voir sur son lit de mort, juste avant sa mise en bière. Jusque dans la mort, il en imposait. Ce fut un moment d'une intense émotion. Voir le sépulcre de ce maréchal de France relégué dans une île où il pouvait se promener quelques pas par jour pendant des années et puis mourir dans une cellule... J'en ai

encore des larmes dans la voix. Tout cela est indigne de notre histoire. Je me souviens que le jour des obsèques, afin de limiter un afflux trop massif qui eût pu être interprété politiquement, le gouvernement avait limité fortement les liaisons entre l'île et le continent. Petitesse de cette République...

J'ai conservé le numéro de *Match* du 4 août 1951 que je vous ai montré... C'est quand même drôle : mon frère qui a été directeur de cabinet du Premier ministre du général de Gaulle et moi, qui était membre du cabinet du maréchal Pétain. C'est quand même rigolo dans une famille... Mon frère Pierre respectait ma façon de penser. De toutes les manières, il avait été maréchaliste comme l'ensemble de la fratrie. Mon autre frère Jacques qui, lui, s'était engagé dans l'armée d'Afrique le fut également. C'est l'histoire de la France dont on ne veut pas admettre qu'elle fut bien plus complexe que le catéchisme simplificateur que l'on ne cesse de nous réciter.

On dit et on entretient en permanence de tels mensonges sur cette époque que je ne pense pas vous répondre avec pertinence, ni toujours avec objectivité – je vous le concède. Je ne comprends pas néanmoins pourquoi on continue à entretenir le mythe résistancialiste. Une fois encore, le docteur Ménétreel était l'un des supports de nombreux résistants. Les Allemands le savaient et les Américains en avaient connaissance.

Est-ce que le jugement sur cette histoire va évoluer ? Je ne suis pas sûr, car il existe certains mensonges tenaces qui prennent la force du mythe. Et tout le système de la République après guerre est lié à ce mensonge. Car on représente le gouvernement du Maréchal volontiers comme une destruction de la République. Ce n'est pas une destruction. C'est une réponse imparfaite à une situation de temps d'exception et cette réponse fut le produit d'une République qui fut incapable de préparer le pays aux menaces qui mettaient en péril son existence.

Pétain a été mandaté pour établir une nouvelle Constitution, mais il n'a pu l'établir parce que les Allemands occupaient le sol français. Et quand il put le faire fin 1943, c'était trop tard. C'est cela, cette histoire, cette histoire de France, et je ne suis pas certain que de Gaulle fût un grand républicain. On a volé cette histoire, on l'a morcelée pour sauver la face du personnel politique de la III^e République qui avait échoué. De Gaulle, qui était fort intelligent, a compris tout de suite le parti qu'il pourrait tirer de la Résistance. Mais si le 20 août le Maréchal n'avait pas été enlevé, on ne parlerait pas de la Résistance comme étant le phénomène qu'elle est devenue par la suite, c'est-à-dire une sorte de récit légendaire qui gommait tout ce que l'entourage proche de Pétain avait sécrété de refus et de contournement des occupants. De Gaulle a exploité les circonstances du moment, c'est-à-dire l'absence de Pétain sur le territoire national, pour s'imposer aux Alliés d'abord, imposer sa vision ensuite. Le Maréchal présent, de Gaulle n'eût pas réussi son entreprise. Il eût été contraint par les Américains, qui respectaient Pétain, de cohabiter avec ce dernier et de trouver un arrangement. Or, le 20 août, l'enlèvement du Maréchal laisse le champ libre à son principal concurrent : de Gaulle. Il s'agit à mes yeux d'un tournant capital de l'histoire et des représentations ultérieures de cette histoire. Les Anglais auraient suivi les Américains. Et d'ailleurs, quand les Alliés débarquèrent en Normandie, ce fut pour libérer la France et non contre Pétain. Ils veulent libérer la France de l'Allemagne car, économiquement, comme je vous l'ai déjà dit, les Américains n'envisageaient pas que l'Europe fût dominée par l'Allemagne. Pour en revenir à de Gaulle, il n'avait lui-même que mépris pour ces parlementaires mais il avait besoin d'eux ainsi que des communistes pour conquérir le bouclier sur lequel il serait hissé comme triomphateur et libérateur. C'est de Gaulle qui de Londres a sollicité directement, *via* l'ambassadeur soviétique en Grande-Bretagne Ivan Maisky, le

soutien de Staline alors que Roosevelt ne voulait pas entendre parler de ce général dont il se méfiait. C'est ainsi que les communistes ont décidé de se rallier à lui, sur instruction de Moscou. Ils se sont, il faut l'admettre, battus courageusement à partir de 1941 contre les Allemands mais ils se sont comportés ignominieusement à la Libération. Je ne nie pas par ailleurs l'immense courage de beaucoup de combattants qui rejoignirent de Gaulle à diverses périodes. Pensez à ces merveilleux pêcheurs de l'île de Sein. Pensez à la merveilleuse figure de Leclerc. Je reproche à de Gaulle ses calculs, son cynisme...

Je ne veux pour preuve de son mépris pour les jeux parlementaires que la Constitution qu'il imposa en 1958 et qui prend acte de l'impuissance des combinaisons politiques pour conduire un vieux pays centralisé et pour tout dire... monarchiste. De Gaulle, c'est quelque part un Pétain qui a réussi avec cette nuance que lui était nostalgique des rois et en même temps beaucoup plus politique que le vieux Maréchal dont il avait été le disciple. À la Libération, il eût pu procéder à la réconciliation, il ne l'a pas fait, couvrant de sa stature indéniable le mensonge résistancialiste. Ses calculs politiques mais aussi son orgueil démesuré l'ont amené à opter pour une France faussement rassemblée mais profondément divisée. Il a ramené en 1944 tous ceux qui n'ont pas préparé la guerre, l'ont déclarée avec une légèreté coupable et nous l'ont fait perdre. Son orgueil encore une fois fut criminel : cela relève de la psychopathologie. Depuis Jeanne d'Arc, on n'avait pas vu cela. À lui tout seul, il prétendait incarner la France. C'est une hypertrophie du moi ! Il considérait que sa pensée était celle de la France même si je reconnais bien volontiers qu'il était habité, comme Pétain, par un immense amour du pays. Je lui accorde également le génie du style, de l'écriture. Le lire, c'est se laisser entraîner par le souffle d'un Chateaubriand du ^{xx}e siècle.

Mais, s'il avait voulu réconcilier son peuple, il aurait réuni les Français à la Libération. Vous réfléchissez : cela ne vous est pas venu à l'esprit avec cette force. De Gaulle pensait qu'il était la France ! En quoi était-il plus ou mieux français que le Maréchal qui, à 80 ans, avait décidé d'affronter dans un face-à-face permanent les Allemands ? Voilà la vraie question, parce que depuis soixante-dix ans, on vit sur un mensonge qui tient lieu de vérité officielle...

Je n'ai aucun regret de ces années qui, malgré la grisaille de ces temps, furent pour moi des années de bonheur. J'ai aimé Pétain, j'ai aimé Ménétreel. Je recommencerais ce que j'ai fait. Et je suis presque fier quand j'en parle. La preuve : je pourrais ne pas le dire quand on m'interroge...

J'ai continué à entretenir des liens avec des gens que j'avais connus au cabinet. Avec Mme Ménétreel, avec Lavagne, avec Goudard bien sûr. Même avec des anciens ministres de Pétain. J'étais personnellement lié à des diplomates étrangers, Pierre Dupont, qui était ambassadeur en France, dont j'ai la photo là, prise à Genève. J'ai conservé des liens avec tous ceux que je pouvais connaître et, dans la mesure du possible, avec ceux à qui je pouvais être utile, ce qui a pu m'arriver. Dans l'adversité de nos malédictions, il fallait rester fidèles, solidaires.

Parce que par ma famille, d'abord, d'industriels et par ma première activité chez Balmain, pendant une période de ma vie j'ai connu beaucoup de monde à Paris. Je pouvais donc faciliter les desseins de celui-ci ou de celui-là. Maintenant je ne connais plus personne et je suis un vioque ! La jeunesse d'esprit, c'est pour l'agrément, mais ce qui me paraît le plus important, pour le fond, c'est la fidélité morale. Ça, je le dis partout : j'ai été au cabinet du Maréchal, et c'est l'honneur de ma vie. Et si on n'est pas content, c'est la même chose ! Et je le pense et je continuerai à le penser jusqu'à mon dernier souffle. Je suis le dernier des Mohicans et jamais je ne renoncerai à cette fidélité. Que cela plaise ou non, je crois à l'éternel retour...

Postface

Ces entretiens dessinent quelques lignes de force qu'il convient de décrypter. Le cœur du sujet est bien évidemment constitué par une question qui explicitement ou implicitement ne cesse de se poser tout au long de notre enquête : Pétain approuve-t-il, oui ou non, la politique de collaboration ? Paul Racine affirme avec force le contraire, faisant du Maréchal un homme uniquement soucieux de protéger durant toutes ces années, autant qu'il était possible de le faire dans le contexte d'un pays occupé, un peuple vaincu par les armes. Afin d'étayer sa thèse, il cite d'abord les propos tenus par Pétain à Lamirand selon lesquels l'entrée des États-Unis, le moment venu, constituerait un tournant majeur dans un conflit immanquablement long. Il prolonge ensuite son interprétation en décrivant avec précision les conflits qui, autour du sujet des prisonniers, et surtout des prisonniers à reclasser, opposèrent le secrétariat particulier dirigé par le docteur Ménétreel à Laval et à son cabinet. Il poursuit enfin en s'appuyant sur un courrier de von Ribbentrop à Abetz faisant de Ménétreel, « Le chef secret de la Résistance ». De ce faisceau d'indices, et de bien d'autres encore, on retirera des enseignements qui, selon les cas, nuanceront, infirmeront ou valideront certains des points mis en exergue par notre interlocuteur.

1/ La germanophobie est un élément constitutif d'une partie importante de la sensibilité vichyssoise. Pétain participe indéniablement de cette dernière. Il ne doute pas par ailleurs que les États-Unis, tôt ou tard, seront conduits à intervenir, et il conserve le souvenir du premier conflit où l'entrée en guerre des Américains sous la conduite du général Pershing se révéla décisive. Pour autant, il ne croit vraisemblablement pas à une défaite définitive de l'Allemagne, malgré le poids militaire des États-Unis. Plus vraisemblablement parie-t-il sur un arrangement à terme entre les Anglo-Américains et les Allemands, un jeu d'équilibre dans lequel la France finira par retrouver sa souveraineté. Néanmoins, la conférence de Casablanca en janvier 1943 rend caduque, dans la mesure où les Alliés y proclament la reddition sans condition de l'Allemagne, comme but de guerre, une telle option. Dans ce contexte, le comportement de Pétain continue d'interroger puisqu'il est clair qu'après 1943 toute idée d'une entente entre les belligérants est désormais exclue.

Il n'en demeure pas moins que, sur la ligne continue de la politique de collaboration, il existe des degrés entre les ultras qui, idéologiquement, à l'instar de Déat ou Doriot, sont à Paris, les pragmatiques qui reviennent tel Laval en 1942 et les récalcitrants, voire opposants qui dans le proche entourage de Pétain manifestent une hostilité à cette orientation tout en demeurant fidèles à la personnalité du chef de l'État. Entre ces courants, quelle est la vérité de Pétain ? Selon Paul Racine, il faut rechercher cette dernière du côté de son cabinet et plus particulièrement du secrétariat particulier dirigé par Ménétreel. C'est bien sûr le point de vue d'un acteur engagé dans les convulsions de son temps.

2/ Vichy n'est pas imperméable à la Résistance à la fois en tant qu'idée et en tant que mouvement. Il s'agit de la conséquence directe de la germanophobie qui règne parmi certains cadres de l'Hôtel du parc, et encore une fois plus particulièrement au sein du cabinet de Pétain. Mais cet état d'esprit, comment se manifeste-t-il ? Des voies multiples, parallèles peuvent l'incarner sans qu'elles se croisent nécessairement, sans qu'elles se complètent, allant parfois même jusqu'à s'affronter mais toutes se retrouvant autour de ce dénominateur commun que constitue le rejet de l'Allemand. Illustration initiale, dominante sans doute, de cette forme si ce n'est de « résistance », tout au moins de germanophobie, celle qui vise tout d'abord au jour le jour dans le registre coûts-bénéfices à contenir la pression de l'occupant pour préserver au mieux le pays et ses habitants. Par ses atermoiements, sa logique d'acceptation de la négociation permanente avec l'occupant, sa recherche du compromis, cette attitude a été mécaniquement rangée du côté de la soumission, voire de la compromission et *in fine* interprétée comme une position moyenne représentative de la mentalité collaboratrice. Dans le cours agité des événements, des gens, en toute bonne foi, pouvaient en effet s'imaginer « résister » en adoptant un comportement que l'histoire ne manquera pas par la suite de condamner... Paul Racine n'appartient pas à cette catégorie, mais soixante-dix ans après, considérant s'être opposé à cet état d'esprit, il se reconnaît beaucoup plus indulgent qu'il ne le fut alors à l'encontre d'acteurs qui pensaient sans doute protéger au mieux leurs compatriotes, nonobstant un jeu clair-obscur avec l'ennemi. Le regard qu'il porte à cet égard sur Laval est éloquent : l'ayant combattu de l'intérieur, il en vient au soir de sa vie à exaucer une prière en forme de pardon pour un homme qu'il juge dépassé par des circonstances monstrueuses.

Seconde figure ensuite d'une Résistance issue de la matrice vichyssoise, celle qui à l'instar de Racine condamne la collaboration, combat celle-ci mais ne se rallie pas à Londres par fidélité assumée à Pétain : il s'agit là d'un indéniable impensé de l'historiographie de la France sous l'Occupation, un objet historique à ce stade inconnu parce que n'entrant dans aucun des stéréotypes communément légués par la mémoire. À son poste, modeste au début, plus consistant par la suite, Racine développe non sans courage une stratégie de lutte camouflée mais parfois aussi à ciel ouvert contre les directives de Laval au sujet des prisonniers. Mais cette opposition à la politique de collaboration ne va pas jusqu'à ce terme logique qui se traduirait par le ralliement à ceux que l'on qualifiait alors de dissidents ; d'autres prendront ce chemin dès 1941 mais surtout en 1942 et 1943, et tout en conservant une affection certaine pour le Maréchal, ils rejoindront les gaullistes et leurs divers satellites... Pour Paul Racine, l'attachement à Pétain a sans doute quelque chose de plus fort que la tentation gaulliste... Mais cette fidélité indéfectible dans ce qu'elle suscite d'inhibitions entrave toute idée de ralliement à la France libre, à la différence de ce que d'autres comme Vallin, Valentin et Mitterrand effectueront. Lui, le jeune Racine, dans le sillage de son supérieur, l'énigmatique Ménétrel, ne consentira pas à cet *aggiornamento*.

Ni collabo, pas plus « vichysso-résistant » (l'interrogeant sur ce modèle il objecte que « l'histoire ne devrait pas s'écrire avec des innovations sémantiques »...), Paul Racine appartient à ce que l'héritage mémoriel ne capte pas – et c'est en ce sens que son parcours bouscule nos modèles interprétatifs. Il est hors champ, faisant « La nique » à toutes nos

certitudes... Mais son propos, au-delà de sa trajectoire dont il ne faut pas selon toute vraisemblance considérer qu'elle fut unique dans l'appareil de cet État, nous interpelle par ce qu'il révèle de la porosité s'installant au fur et à mesure des événements entre une partie du personnel vichyssois et les mouvements résistants. Les allées et venues dès 1941 du mystérieux Louis Guillaume, les initiatives anglophiles du colonel Groussard, les entrevues Ménétreel-Dungler, le Noyautage des administrations publiques au sein même des cabinets Pétain et Laval témoignent d'une réalité si ce n'est ignorée mais tout au moins minorée. Des contacts sont non seulement établis avec les milieux proches de Londres mais des complicités sont également nouées et entraîneront au printemps 1944 une vague d'arrestations tout à la fois dans les cercles de l'Hôtel du parc et de la haute fonction publique. Paul Racine y voit là un élément correcteur d'une histoire qu'il juge essentiellement écrite par le général de Gaulle et ses alliés communistes.

3/ Le mythe de la Résistance serait le produit d'un récit gaulliste. Paul Racine demeure aujourd'hui aussi farouchement anti-gaulliste qu'il ne le fut après guerre. Si l'on suit le mouvement de sa démonstration, de Gaulle a capté un état d'esprit, une hostilité majoritaire, un combat au service d'une ambition toute personnelle. La Résistance, avec ce qu'elle charrie de symboles, de représentations, de charges affectives résulterait d'abord d'un discours et d'une trame visant à conquérir le pouvoir. De là à faire du chef de la France libre un « *storyteller* » avant l'heure, il n'y a qu'un pas que d'aucuns, adhérant sans réserve à cette interprétation, ne manqueront pas de franchir. Néanmoins, l'histoire du Général est tout aussi complexe que celle du Maréchal : elle ne saurait se réduire à une lecture qui pour être critique n'est pas exempte d'une forte subjectivité, elle-même partisane. Paul Racine soulève cependant un lièvre que d'autres avant lui n'avaient cessé de traquer : la concurrence gaullo-pétainiste n'excluait pas des passerelles mais parfois aussi un même fond commun fait de patriotisme barrésien, de réflexes réactionnaires, d'objectifs connexes mais avec des moyens différents... Quand les gaullistes prônent une lutte frontale et la poursuite de la guerre par tous les moyens, certains à Vichy parmi les plus germanophobes envisagent un combat plus politique qui fasse la part entre la protection des Français, la nécessaire préparation de la reprise de la lutte le moment opportun et, dans l'attente, la recherche de marges de manœuvre face aux exigences de l'occupant. Pour conforter sa thèse, Paul Racine observe que les premiers actes de résistance furent effectués au sein même de l'armée d'armistice afin de substituer des stocks d'armes aux demandes allemandes. À l'origine, il n'y a pas de résistance formalisée, construite, mais des gestes désordonnés, plus ou moins concertés, des esquisses d'insoumission et de révoltes d'origines différentes... Mais n'est-ce pas la force du général de Gaulle d'avoir avec succès et intransigeance pris le soin de préempter dès le début un vocable et d'y avoir ensuite adjoint une organisation qui au fil des mois finit par imposer sa légitimité politique, non sans mal mais avec obstination, au reste des adversaires de l'Axe ?

Entre celui qui fit « don de sa personne » au pays et celui qui levait la rébellion au nom d'« une certaine idée de la France », les divergences résultèrent à plus d'un titre aussi d'une appréciation différente de la nature de l'ennemi : pour le Maréchal, celui-ci n'était pas sans évoquer le Prussien éternel, alors que le Général y vit très rapidement un belligérant dont la

dimension totalitaire rompaît avec l'Allemagne du XIX^e siècle... Pour autant, tout l'intérêt de l'interprétation livrée par Paul Racine, aussi partielle soit-elle, consiste à restaurer la complexité toujours tremblante de l'histoire.

4/ Laval administrerait la nécessité quand Pétain s'opposerait à la collaboration. C'est à vrai dire une théorie que la défense du Maréchal n'a jamais cessé de mettre en exergue, sauf que Paul Racine voit dans la démarche de Laval la conséquence inévitable de la mécanique du conflit ; en d'autres termes, ce dernier n'eut pas d'autre choix que celui qui s'imposa à lui dans la distorsion considérable du rapport de force. Laval pratique une politique dont il n'est pas le maître et il le fait non seulement convaincu qu'il limite la casse, mais que l'histoire *in fine* ne l'en remerciera même pas. Quelque part, Laval est le méchant, le coupable idéal, le bouc émissaire indispensable pour effectuer un sale boulot auquel nous ne pouvions échapper, à moins de laisser les Allemands eux-mêmes diriger le pays sur le modèle polonais. Pétain de son côté n'approuverait pas la collaboration, préférant déléguer à son président du Conseil le soin de se salir les mains. Cette cohabitation, faite d'ententes tacites dans la répartition des rôles mais de méfiances explicites entre deux personnalités si opposées, a été à maintes reprises soulignée par nombre d'historiens. Paul Racine l'a faite sienne mais il en dessine les contours en s'appuyant sur le cas d'école que les luttes intestines inhérentes à la question des prisonniers fournissent. On y voit clairement deux lignes s'y affronter entre ceux qui souhaitent soustraire à l'influence « collaborationniste » le Commissariat et ceux qui au contraire veulent en faire un instrument au service de celle-ci. Pétain, clairement, ne partage pas le point de vue de Laval sur l'enjeu « prisonniers ». Indéniablement, l'influence de Paul Racine, adoubé sur ce dossier par Ménétreel, est pour beaucoup dans cette position. Mais il est vrai aussi qu'il s'agit là pour le Maréchal, et ce depuis les premiers jours de l'Occupation, d'une préoccupation centrale dont il s'estime personnellement comptable vis-à-vis du pays. Sur le gradient de la politique élaborée par Laval, ne faut-il pas voir en Pétain un homme qui utilise selon un registre tout personnel les touches de celle-ci, se désintéressant de certaines d'entre elles mais se concentrant sur d'autres au gré d'un domaine réservé qu'il constituerait à sa main ? Au pire, le chef de l'État français manifeste une indifférence souveraine pour certains aspects de la collaboration, au mieux y joue-t-il sa partition, une partition en opposition mais qui est toujours l'objet d'une traduction par l'intermédiaire d'un entourage chargé d'interpréter l'oracle. Pétain croit sans doute plus en la révolution nationale qu'en la collaboration quand Laval doute de la première mais voit dans la seconde le levier indispensable pour arracher la France à la fatalité de son sort de vaincue. Paul Racine, lui, dans la force de ses jeunes années, ne croit ni à l'une ni à l'autre, tant la première lui paraît un arbre idéologique mal taillé, la seconde une médication cynique pire que le mal. Il demeure au service d'un homme – le Maréchal – qui jusqu'au bout a promis de rester à son poste sur le sol de France. Il existe des serments que ni la force intrinsèque des événements ni la raison des vainqueurs ne peuvent délier.

5/ Pétain a contraint les Allemands, limitant les effets de l'Occupation. De ce parti pris, que faut-il retenir ? Indéniablement, l'un des arguments les plus pénétrants avancés par notre témoin consiste à présenter l'armistice comme un facteur qui non seulement préserve l'avenir

mais piégera à terme Hitler. Au printemps 1940, la France est militairement à terre ; mais d'une certaine manière Pétain souhaite la sanctuariser, et principalement son empire. C'est l'interprétation de Paul Racine. De ce point de vue, la demande d'armistice interrompt l'élan inévitablement irrésistible de l'armée allemande. Toute solution alternative, notamment le repli en Afrique du Nord et la continuation de la guerre, consisterait d'abord à laisser la métropole sans défense face à un ennemi qui se chargerait d'administrer directement le pays en l'occupant dans son intégralité et en poursuivant (qui sait ?) sur l'autre rive de la Méditerranée... Cette perspective eût modifié la donne géopolitique du conflit et son issue – Hitler en acceptant l'armistice aurait aux yeux de Paul Racine commis une faute stratégique majeure, évitant l'écrasement définitif et total de la France. Ce choix se serait par la suite retourné contre l'Allemagne. Bien évidemment, cette analyse suppose d'anticiper ce que l'occupation totale du territoire et éventuellement d'une partie de l'Afrique du Nord eût entraîné comme effets dans la construction des rapports de force inhérents au conflit. *Quid* des Anglais en Afrique du Nord ? *Quid* de l'armée d'armistice ? Mais *quid* aussi des options à venir d'Hitler, notamment de son engagement en 1941 sur le front soviétique ? Nous pressentons assurément que l'histoire quand elle devient hypothétique ne gagne pas plus en clarté. Mais toujours est-il qu'en explorant les bénéfices potentiels de l'armistice Paul Racine y voit surtout l'existence d'un État qui malgré ses défauts constituera un écran protecteur entre la société et l'occupant. C'est l'une des ambiguïtés essentielles de cette séquence historique où l'administration offre un double visage : elle peut se faire supplétive des exigences toujours plus excessives de l'occupant, mais dans le même temps sa présence contribue mécaniquement à préserver les populations en atténuant les effets des injonctions allemandes. Ces dernières donnent lieu à interprétation et, en conséquence, à des applications diversement exécutées, notamment par les autorités préfectorales. On sait bien que, en matière de réquisition de main-d'œuvre, Sauckel en charge de cette question pour le Reich juge les efforts français notoirement insuffisants ; des études récentes tendent également à élucider les dispositifs de sauvetage des populations pourchassées et le rôle joué par des fonctionnaires dans ces opérations... En sous-traitant l'administration du pays à un gouvernement français, les Allemands s'économisent certes un déploiement supplémentaire d'hommes sur le terrain, pouvant mieux se concentrer ainsi sur leurs objectifs de guerre – l'Angleterre, puis l'Union soviétique ; mais du coup ils entrouvrent un espace pour une autorité française susceptible de freiner et de limiter leurs exigences. Néanmoins, la dynamique du conflit réduira au fur et à mesure des événements l'autonomie des dirigeants de Vichy, éliminant de manière évidente leurs marges de manœuvre. Mais la question qui consiste à comprendre ce qu'une solution sans armistice eût apporté au pays reste entière – et le restera sans doute définitivement.

6/ Sur la question de l'antisémitisme, Paul Racine condamne sans ambiguïté une démarche qu'il ne comprend pas. Il la dénonce moralement en tant que chrétien. Il l'inscrit néanmoins dans une double filiation, à la fois politique et tactique. L'héritage de l'Action française dont il reconnaît avoir été proche est à ses yeux le terreau qui « fertilisa » tout au long des années 1930 le courant antisémite. De ce point de vue, « rien de nouveau sous le soleil », si ce n'est que l'admiration qu'il voue à Maurras confirme la domination intellectuelle de ce dernier sur les jeunes et moins jeunes esprits, et d'un temps où culturellement la droite

monarchiste constitue une référence, une alternative à une République en proie à une crise de confiance et de légitimité. De ce point de vue, les propos consacrés à l'Action française durant ces entretiens sont des plus saisissants et intenses, illustrant la passion pour la pensée maurrassienne, les déchirements suscités par la condamnation par l'Église, la fascination pour le legs monarchiste... C'est une adhésion quasiment esthétique que celle du jeune homme à un mouvement qui rêve d'en finir avec le régime ! Mais il concède néanmoins être plus un compagnon qu'un militant, car l'instrumentalisation de la religion et la fibre antisémite l'éloignent *in fine* de Maurras et de ses affidés.

Quoi qu'il en soit, le statut des Juifs édicté par Vichy puise indéniablement ses racines dans cette « AF », comme l'on disait alors, pour laquelle l'obsession antisémite était, hélas, une donnée intrinsèque. Ce que reconnaît bien volontiers Paul Racine ; mais il adjoint une autre matrice à la politique de l'État français en cette matière, celle d'un choix d'autant plus cynique qu'il se veut tactique. Le statut ne répond pas à une demande allemande, encore moins à une anticipation « rationnelle », mais à un levier susceptible de conférer du jeu dans d'éventuelles négociations avec le Reich... Ce qui n'exclut pas qu'il puisse coïncider aussi avec des motivations idéologiques rendant les Juifs responsables du désastre... Reste à s'interroger sur les motivations de Pétain et de Laval : notre interlocuteur dit n'avoir jamais entendu la moindre trace d'antisémitisme dans les mots du Maréchal ; et il évoque même une visite d'un responsable religieux juif à l'Hôtel du parc. Quant à Laval, il en fait un « réaliste » mais certainement pas un antisémite, tant il est vrai que ce dernier est d'abord un politique de la III^e République peu enclin aux mauvaises passions, si ce n'est à celle qui consiste à vouloir prendre une revanche sur un système dont il estime l'avoir insuffisamment reconnu... Il n'en demeure pas moins que c'est bien le régime de Vichy qui prit des mesures discriminatoires à l'encontre des Juifs et qui pour satisfaire l'appétit meurtrier des nazis contribua à la déportation de près de 70 000 d'entre eux. Paul Racine, non sans pertinence, observe que c'est cette faute-là qui enferme dans une imprescriptibilité mémorielle le jugement auquel on assigne les hommes qui à l'époque eurent en charge le destin d'un pays occupé.

7/ Vichy masque le délitement républicain. La condamnation politique et morale de l'État français a laissé dans l'ombre la question des responsabilités qui ont conduit au désastre. C'est l'un des motifs les plus affirmés de l'indignation de Paul Racine. Avec une force jamais démentie, il ne cesse de revenir sur l'impréparation du pays à la veille du conflit. Il y voit une double trahison : tout d'abord vis-à-vis d'un peuple élevé dans le sacrifice combattant de 1914-1918 ; mais aussi parce qu'on a entretenu le pays dans l'illusion d'une victoire certaine, trompant de la sorte l'intelligence et la confiance des citoyens (« nous y avons cru comme des cons », s'exclame-t-il plus de soixante-dix ans après, toujours aussi ulcéré). C'est quelque part un « mensonge républicain » qui est dénoncé tout au long de ce témoignage. Cependant, cette critique virulente résulte bien plus d'un dégoût circonstanciel qui voit dans le personnel politique d'alors l'expression d'une impuissance chronique qu'un rejet *a priori* du modèle démocratique. Même s'il assume une généalogie politique empreinte de conservatisme et de tradition où le roi et la foi nourrissent son imaginaire, Paul Racine n'est pas plus un adepte des modèles fascistes qui émergent ailleurs qu'un champion des démocraties libérales et

capitalistes. Il est d'abord et essentiellement un jeune homme qui assiste à un aveuglement collectif où les combinaisons politiciennes sont autant de convulsions mortifiantes. Les récriminations qu'il exprime tout à la fois contre les radicaux francs-maçons et le Front populaire, qu'il juge excessif mais dont il reconnaît certaines des avancées sociales, traduisent l'état d'une sensibilité dominante qui à droite mais aussi sur les franges incertaines de la gauche se désespère de l'impéritie républicaine de la fin des années 1930. L'instabilité gouvernementale conjuguée à l'inaptitude à regarder en face l'évolution de l'Europe explique sa condamnation politique d'un régime qui ajoute à l'inefficacité, la faillite morale.

Est-ce là une imprécation excessive ? Après tout, de bons et vrais républicains, hommes de gauche avérés, n'ont pas manqué de dénoncer les errements successifs d'une classe dirigeante plus soucieuse de se perpétuer que de se régénérer. Les années 1930 ont indéniablement préparé tout autant par pacifisme que par immobilisme cette « étrange défaite » dont les ingrédients combinent tout autant l'abandon d'une forme de sentiment national qu'une crispation conservatrice. Marc Bloch, peu suspect d'affinités pour les chauvinismes et les exaltations réactionnaires, ne dit pas autre chose dans son inventaire des causes de la débâcle : sclérose bourgeoise, délitement patriotique, inaptitude politique, autisme de l'état-major, névroses corporatistes, corruption de l'esprit public, autant de maux qui paralysent un corps social et que les « élites » demeurent inaptes à combattre. Cette République est un continent à la dérive parce qu'elle a oublié que ce qui faisait sens pour une société organisée exigeait aptitude à l'effort et au sacrifice. Quand Athènes se morfond dans des délibérations stériles, Sparte nous rappelle qu'il n'y a pas de collectivité si l'homme ne se fait pas soldat et ne s'y prépare pas.

Sur ce dernier point, c'est-à-dire celui de l'improvisation stratégique du pays et sur sa mobilisation soudaine sans que nous eussions pris la mesure de ce que fut une armée moderne, Paul Racine en déplace la responsabilité sur les épaules des politiques. Sans doute a-t-il logiquement raison dans la mesure où une démocratie est d'abord ce que les hommes qui ont mandat de la diriger en font. Et de ce point de vue, a-t-on trop souvent oublié pour autopsier les causes de la défaite, et plus vraisemblablement volontairement occulté, ce principe d'une République qui s'honore d'être *in fine* un pouvoir civil fondé sur le consentement du peuple. Sur le plan des principes, et de la philosophie politique, le raisonnement de Paul Racine est implacable ; mais parce qu'une société ne saurait se réduire à des seuls mots d'ordre, concepts et symboles, il faut également tenir compte de la mécanique sociale qui préside à son fonctionnement. Dans l'enchaînement des causalités qui déterminent la dynamique des événements, les responsabilités sont rarement uniques ; elles se répartissent, ce qui ne signifie pas qu'elles se diluent, dans des processus forcément complexes où c'est toute une chaîne de commandements, de décisions et de choix qui en vient à altérer le jugement des hommes. On sait que les orientations des états-majors, auxquelles Pétain dans l'entre-deux-guerres parmi d'autres ne fut pas lui non plus étranger, n'ont pas intégré les évolutions techniques qu'exigeait la modernisation de notre armement, et *mutatis mutandis* les *aggiornamentos* doctrinaux et tactiques impliqués par ces innovations. Dans ce contexte, l'armée victorieuse du premier conflit n'a manifestement tiré aucun enseignement de ces bouleversements. Or, l'expertise des professionnels, c'est-à-dire des états-majors, ne pouvait être dissociée de la prise de décisions politique. Si indéniablement les

gouvernements et les élus portent en dernière instance le fardeau des échecs à venir, force est de constater qu'en amont ceux en charge de les éclairer n'ont pas anticipé les adaptations qui s'imposaient. Pour autant, l'erreur des uns n'annule en rien les fautes des autres, mais tout au moins contribue-t-elle à les expliquer, à défaut de les excuser. Quelque part, s'il fallait une métaphore pour « éclairer » le tableau d'une époque, c'est à un grand maître de la peinture flamande qu'il faudrait recourir : Bruegel, lorsqu'il nous offre sa parabole hallucinante des aveugles, nous délivre un message éternel sur cette fatalité collective des hommes à s'enfermer et à s'enfoncer dans leur propre nuit...

8/ À la question de la déclaration de la guerre, Paul Racine la juge anti-constitutionnelle et pour le moins d'une brutalité telle qu'elle rompt sans grande cohérence avec des années d'atermolements pacifistes. La problématique constitutionnelle est complexe ; encore faut-il en dissocier l'esprit de la lettre. Formellement, l'article 9 de la Constitution de 1875 stipule que le président de la République ne peut déclarer la guerre sans l'approbation préalable du Parlement. Le 2 septembre 1939, Édouard Daladier, alors président du Conseil, se présente certes devant les deux assemblées. Il ne sollicite pas un vote sur la déclaration de la guerre mais sur l'obtention de plus de 10 milliards de crédits supplémentaires à usage militaire. Il s'agit d'une procédure d'urgence ne visant pas *de facto* à demander l'autorisation à engager les hostilités. Mais, ainsi que le rappelle Henri Michel dans l'un de ses ouvrages¹, les auteurs constitutionnalistes estiment généralement que l'assentiment des parlementaires sur un tel volume de crédits ne peut faire douter de l'utilisation, parfaitement explicite, de ces derniers.

Et l'historien d'exonérer le régime de l'imputation d'anti-constitutionnalité, en observant qu'il existe de jurisprudence constante deux exceptions qui dispensent de toute approbation parlementaire : la guerre défensive bien entendu, mais aussi l'application d'une alliance – ce qui est manifestement le cas à l'été 1939 dans la mesure où la France était tenue par un accord international de porter secours à la Pologne en cas d'agression de celle-ci... Pour autant le soupçon demeure. Il fut hélas l'une des charges qui pesa entre autres sur Daladier lors de l'inique procès de Riom, mais le garde des Sceaux du moment, Joseph Barthélemy, lui-même juriste, la jugea insuffisamment fondée en droit et prit l'initiative de la retirer. Quoiqu'il en soit, le gouvernement prit peut-être quelques libertés avec le texte constitutionnel au moment d'engager le pays dans un conflit dont nul ne pouvait se faire une idée précise et claire de la tournure à venir... L'ordre du jour du 2 septembre ne pose pas explicitement la question de la guerre. C'est une indication en soi, qui, au-delà de tout juridisme, traduit sur le fond un état d'esprit empreint d'indécisions, de non-dits et d'hésitations intrinsèques. C'est d'une certaine manière un aveu : on y va mais sans le dire vraiment et en espérant que tout cela ne débordera pas du seul espace symbolique... On se résout à la belligérance, mais en s'évitant le débat dont on mesure qu'il sera taraudé par le doute. Ainsi, c'est la main tremblante que la démocratie française, encore stupéfaite de ses années de tranchées, se décide à un combat qu'elle n' imagine pas vraiment. En dépit de l'inexpérience de ses 25 ans, Paul Racine en a le pressentiment tragique et il en livre avec émotion les intuitions qui l'étreignirent à l'aube de ces heures incertaines.

J'achève ce livre mais puis-je conclure ? Terminant son enquête² sur la jeunesse de François Mitterrand, Pierre Péan, auquel on doit d'avoir, le premier, exhumé au grand jour quelques-uns de nos secrets de famille, à nous autres Français trop souvent rivés à nos certitudes, cite ce mot de Flaubert selon lequel « La bêtise, ce serait de conclure ». François Mitterrand, maître expert en clair-obscur et autres ambiguïtés, affectionnait tout particulièrement, paraît-il, cette citation. Ne jamais fermer, demeurer en suspens, toujours laisser ouvert, voire entrouvert... J'ai cette tentation de clore un chapitre, d'être l'ultime de ceux qui eurent à recueillir les dernières bribes d'une mémoire. C'est vrai que Paul Racine se qualifie lui-même de « dernier des Mohicans ». Il est le survivant de cette génération du Parc ; et ma chance fut de le rencontrer alors que s'estompe cette histoire brumeuse d'où toute vie, désormais, s'évade... Ces gens-là appartiennent à un cercle maudit, une étrange confrérie rejetée dans les ténèbres de notre si bonne conscience. Qui sommes-nous finalement encore pour juger et rejurer et instruire et réinstruire mille fois un procès sur cette trame sans fin de l'accusation publique ? Les commissions d'épuration ont épuré ; les cours martiales et autres tribunaux, condamné, souvent, et acquitté, plus rarement ; les historiens ont dit et contredit ; et nos dirigeants ont professé tous les pardons. Et maintenant, donc, que rajouter ? Que dire qui ne bascule ni dans l'excuse, encore moins dans la repentance naïve et qui ne perpétue cette guerre imaginaire dont nous ne cessons de nous repaître depuis des décennies ?

Paul Racine en acceptant de témoigner rend justice d'abord à la complexité, c'est-à-dire à la vie dans ce qu'elle a d'imprévisible et d'inattendu. J'ai aimé bien sûr ces heures où ensemble nous conversions, loin de tout et de notre époque surtout, comme emportés par une apesanteur qui nous faisait dériver à rebours de notre présent orgueilleux. Il est des moments où vous approchez d'une forme de vérité qui n'est ni celle des moralistes, encore moins celle des idéologues mais... des hommes peut-être, et ce, tout simplement. S'il existe de nombreuses formes d'existence, celle de Paul Racine est à ranger du côté des personnages de roman. C'est d'abord un caractère, autrement dit un individu, quelqu'un qui conduit son existence loin des chemins balisés mais là où pour être libre il faut accepter l'âpreté jubilatoire de l'anti-conformisme. Le mot est lâché : Racine, c'est « l'anti-conformiste » pour reprendre le titre du livre de Moravia, celui qui jusque dans la fusion de ses combats, de ses espoirs, de ses passions conserve son libre arbitre, ce détachement élégant qui sied à qui veut bien croire mais pas au point d'abdiquer sa personnalité. Dans une époque où les codes sont omniprésents, où tout se mesure à l'aune de normes et de processus, où il faut appartenir à un groupe, une communauté avant de s'appartenir, l'anti-conformisme est une destinée désuète.

Et pourtant, Racine échappe à toute définition : il fut ce catholique qui comprit que la communication émanciperait le monde ; il fut ce conservateur qui après la guerre aima par-dessus tout l'initiative ; il fut ce partisan de l'ordre qui construisit toute sa vie dans le mouvement ; il fut cet homme de droite dont l'humanité est cent coudées au-dessus de tous les progressistes. À y regarder de près, il n'est pas sans rappeler celui qu'il protégea durant la guerre et qui connut par la suite la trajectoire des chefs, de ceux qui s'affirment sur les champs de bataille où le pouvoir est un trophée qu'il faut conquérir : Paul Racine a ceci de commun avec Mitterrand qu'il assume ses paradoxes et qu'il entretient une distance critique avec toute société, aussi sympathique soit cette dernière. On sent cette pointe acérée de l'individualité jusque dans ses nostalgies ; car pour être un défenseur du maréchal Pétain

il n'est pas pour autant dupe des entourages, des conformismes, de la bêtise, de la cruauté. Quand il évoque les militaires qui peuplent le Parc, on perçoit parfois une ironie amusée dans l'œil ou dans la voix... Il peut être admiratif mais également terriblement acide. C'est sa bonne fortune que d'être demeuré lucide jusque dans ses fidélités. L'exercice est compliqué mais savoureux ; risqué mais digne d'un homme qui s'assume souverainement. Et quand on lui fait observer la force de son individualisme, il dessine un sourire moqueur, où se devine aussi celui qui aime à goûter aux intuitions d'un interlocuteur.

Des Jésuites aux Arts décoratifs, des Arts décoratifs à la guerre, de la captivité à Vichy, de Vichy à Balmain et de Balmain à d'autres aventures, c'est une intrépidité picaresque qui balaie cette trajectoire où l'on croise des écrivains, des mannequins, des soldats, des hauts fonctionnaires, des chefs d'État et de gouvernement, des résistants mais aussi des miliciens, des prêtres également qui bénissent et confessent. Car cette vie qui en vécut tant et plusieurs fut entre toutes bénie par un Dieu bienveillant pour traverser un siècle aussi périlleux. Il s'agit là d'une confession qui conserve une fraîcheur telle que l'on en vient à se convaincre que la jeunesse, bien plus qu'un état physiologique, est décidément, et ce avant toutes choses, une certaine configuration de l'esprit...

Arnaud Benedetti
Ocana, le 7 août 2014.

Bibliographie

- ALARY Éric, *La Ligne de démarcation*, Perrin, 2003.
- ARON Robert, *Les Grands Dossiers de l'histoire contemporaine*, Perrin, 1962.
- AZÉMA Jean-Pierre et BÉDARIDA François, *Vichy et les Français*, Fayard, 1992.
- AZÉMA Jean-Pierre (dir.), *Jean Moulin face à l'histoire*, Flammarion coll. « Champs », 2000.
- AZÉMA Jean-Pierre, WIEVIORKA Olivier, *Vichy 1940-1944*, Perrin, 2004.
- BARUCH Marc-Olivier, *Servir l'État français*, Fayard, 1997.
- BARUCH Marc-Olivier (dir.), *Une poignée de misérables*, Fayard, 2003.
- BENEDETTI Arnaud, *Un préfet dans la Résistance*, CNRS éditions, 2013.
- BERL Emmanuel, *La Fin de la III^e République*, Gallimard, 1968.
- BLOCH Marc, *L'Étrange défaite*, Gallimard, 1990.
- BOEGNER Philippe, *Carnet du pasteur Boegner*, Fayard, 1992.
- BOURDET Claude, *L'Aventure incertaine*, Stock, 1975.
- BURIN Philippe, *La France à l'heure allemande*, Seuil, 1995.
- CHAMBEIRON Robert, *Résistant (Entretiens avec Marie-Françoise Bechtel)*, Fayard, 2014.
- CORDIER Daniel, *Alias Caracalla*, Gallimard, 2002.
- DOUZOU Laurent, *La Résistance française : une histoire périlleuse*, Seuil, 2005.
- DU MOULIN DE LABARTHÈTE Henry, *Le Temps des illusions – Souvenirs (juin 40-avril 42)*, À l'enseigne du cheval ailé, 1946.
- GRACQ Julien, *Manuscrits de guerre*, José Corti, 2011.
- GRIMAUD Paul-Henri, *Carnets d'un préfet de Vichy, 1939-1944*, le cherche midi, 2014.
- LABORIE Pierre, *L'Opinion française sous Vichy*, Seuil, 2001.
- LABORIE Pierre, *Les Français des années troubles*, Seuil, 2003.
- LABORIE Pierre, *Le Chagrin et le Venin*, Bayard, 2011.
- MICHEL Henri, *1939, la Deuxième Guerre mondiale commence*, Complexe, 1999.
- NICOLLE Pierre, *Cinquante mois d'armistice, Vichy 2 juillet 1940-26 août 1944. Journal d'un témoin*, André Bonne, 1948.
- ORY Pascal, *Les Collaborateurs*, Seuil, 1976.
- PAXTON Robert O., *La France de Vichy, 1940-1944*, Seuil, 1997.
- PAXTON Robert O. et MARRUS Michaël, *Vichy et les Juifs*, Calmann-Lévy, 1981.
- PÉAN Pierre, *Une jeunesse française : François Mitterrand 1934-1947*, Fayard, 1994.
- ROUSSEL Éric, *Le Naufrage*, Gallimard, 2009.
- ROUSSO Henry, *Un château en Allemagne : Sigmaringen 1944-1945*, Fayard, 2010.
- ROUSSO Henry, *Le Symptôme de Vichy de 1944 à nos jours*, Seuil, 1990.
- VALODE Philippe, *Les Hommes de Pétain*, Nouveau monde poche, 2013.
- VERGEZ-CHAIGNON Bénédicte, *Le Docteur Ménétrel – Éminence grise et confident du maréchal Pétain*, Perrin, 2002.

WIEVIORKA Olivier, *Histoire de la Résistance 1940-1945*, Perrin, 2013.

Remerciements

Cet ouvrage est aussi le résultat d'échanges plus collectifs. Je me dois de remercier tout d'abord Philippe Héraclès d'avoir accepté ce projet. La vigilance de Pierre Drachline a permis de préciser à plusieurs reprises certains points. Les conseils de l'ami Jean-François Colosimo furent à plus d'un titre déterminants, notamment pour éclairer le contexte éditorial de ces entretiens. Les conversations avec Emmanuel Racine, le neveu de Paul, par-delà leurs dimensions amicales, m'ont apporté une meilleure compréhension de l'histoire familiale. Merci enfin également à Caroline Marty pour son aide aux archives, à Geneviève Hatet-Najar pour ses relectures et à Adeline Bouzet pour la mise en forme souvent recommencée du manuscrit initial.

A. B.

1. Entretien avec Paul Racine, 7 août 2013.

[▲ Retour au texte](#)

2. Bénédicte Vergez-Chaignon, *Le Docteur Ménétrel – Éminence grise et confident du maréchal Pétain*, Perrin, 2002.

[▲ Retour au texte](#)

3. *Un préfet dans la Résistance*, CNRS éditions, 2013.

[▲ Retour au texte](#)

1. Affirmation que l’entrevue de Montoire avec Hitler tend à nuancer, voire à infirmer. (*Toutes les notes sont d’Arnaud Benedetti.*)

[▲ Retour au texte](#)

1. Pétain considérait lui-même ce prolongement inutile.

[▲ Retour au texte](#)

1. Plusieurs cadres de la banque Worms furent de hauts responsables du régime de Vichy. Jacques Barnaud, responsable des relations économiques franco-allemandes, Jacques Guérard, secrétaire général du gouvernement, ou Pierre Pucheu, plusieurs fois ministre, étaient issus de cet établissement. Les milieux collaborationnistes soupçonnaient ces cadres de vouloir mettre en place un gouvernement technocratique visant à contrôler l'ensemble de l'appareil productif.

[▲ Retour au texte](#)

2. À ce sujet, on se reportera avec profit à la biographie du docteur Ménétrel, rédigée par Bénédicte Vergez-Chaignon, *op. cit.*

[▲ Retour au texte](#)

1. Propos retranscrits par Bénédicte Vergez-Chaignon, *Le docteur Ménétreel – Éminence grise et confident du maréchal Pétain*, Perrin, 2002.

[▲ Retour au texte](#)

2. Pierre Pucheu sera l'initiateur avec le garde des Sceaux Joseph Barthélemy des sections spéciales visant à réprimer les activités de résistance. Ces sections créées pour organiser les représailles voulues par l'occupant violèrent ostensiblement plusieurs principes élémentaires de droit comme l'impossibilité de recours ou de pourvoi, la non-rétroactivité, l'absence d'énonciations des motifs. De nombreuses condamnations à mort de militants communistes seront prononcées par les sections spéciales.

[▲ Retour au texte](#)

1. Bénédicte Vergez-Chaignon, *op. cit.*

[▲ Retour au texte](#)

1. Henri Michel, 1939, *la Deuxième Guerre mondiale commence*, Complexe, 1999.

[▲ Retour au texte](#)

2. Pierre Péan, *Une jeunesse française : François Mitterrand, 1934-1947*, Fayard, 1994.

[▲ Retour au texte](#)